

Le 11 septembre 1973, des forces armées réputées loyales au pouvoir civil, démocratiquement établi, renversaient, avec une violence extrême, le gouvernement de l'Unité populaire voulu par les électeurs du Chili trois ans plus tôt. Le Président Salvador Allende allait mourir les armes à la main dans le palais de La Moneda, après avoir rejeté avec hauteur et mépris les offres de reddition des putschistes. Au-delà de cet exemple rare de vaillance et de dignité, les sujets de réflexion ne manquent pas. Tel celui-ci : est-il concevable, par le moyen du vote citoyen, d'ouvrir la voie à une société socialiste ? En tout état de cause les États-Unis du couple Nixon-Kissinger n'ont pas toléré qu'une telle éventualité soit même évoquée. Dès avant la victoire électorale de la gauche chilienne, la CIA mettait en marche sa machine de terreur et de mort. Le régime Pinochet allait être son monstrueux enfant adultérin.

Antoine Blanca est né le 4 juin 1936. Professeur de formation, il a dirigé la Fédération nationale Léo Lagrange avant de se consacrer entièrement à la carrière diplomatique. Il a été ambassadeur de France dans plusieurs pays, notamment en Amérique latine et, pendant quatre ans, secrétaire général adjoint de l'ONU auprès de Javier Pérez de Cuellar. Son dernier ouvrage, Itinéraires d'un républicain espagnol, a été publié en 2002.

ISBN : 2-909634-57-4



9 782909 634579

www.bruno-leprince.com

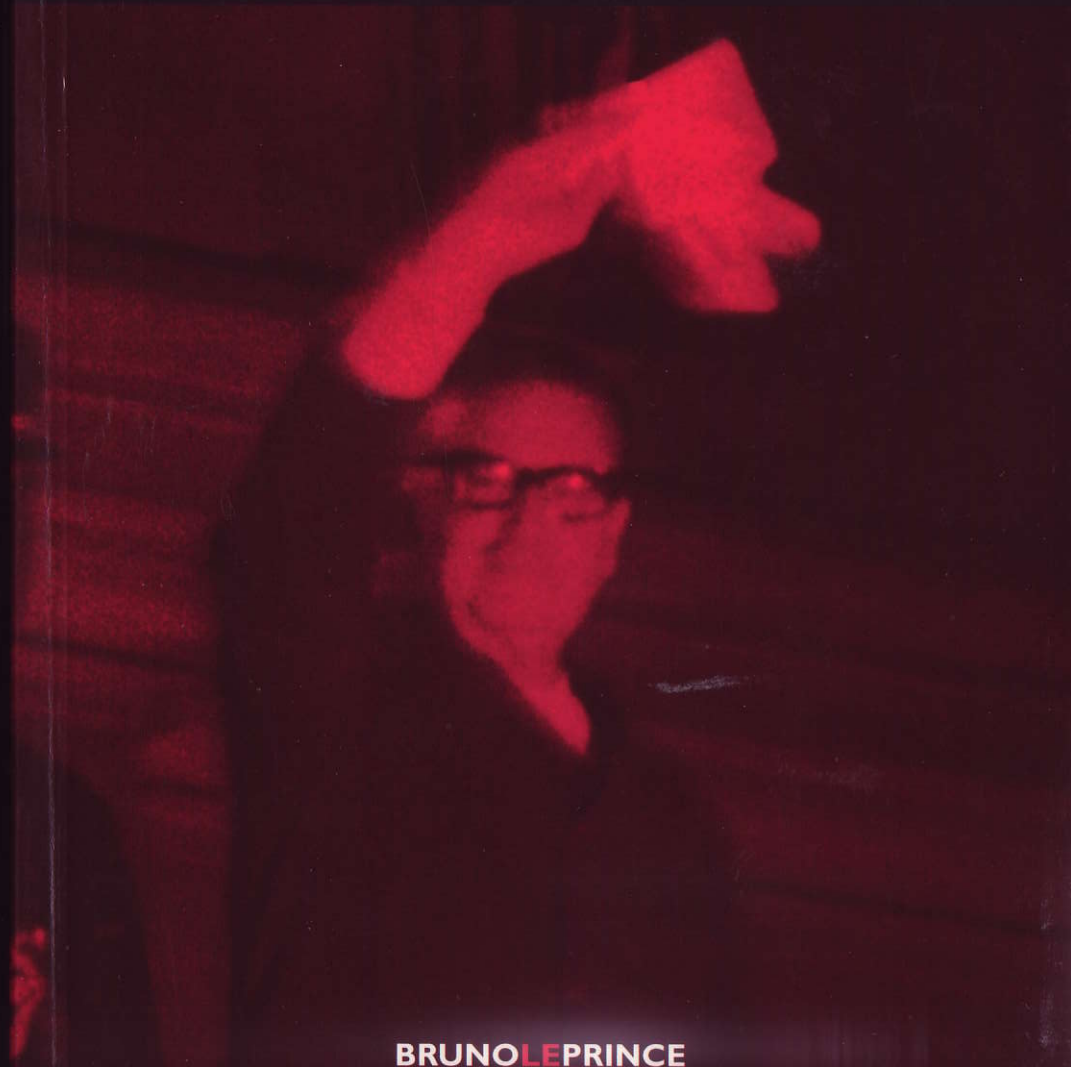
18 €

Couverture : archives de l'auteur.

ANTOINE BLANCA

SALVADOR ALLENDE

L'AUTRE 11 SEPTEMBRE



BRUNOLEPRINCE

SALVADOR ALLENDE

Du même auteur

Itinéraires d'un républicain espagnol,
Éditions Bruno Leprince, Paris, 2002.

Antoine Blanca

SALVADOR ALLENDE

L'autre 11 septembre

www.bruno-leprince.com

ISBN : 2-909634-57-4
© Graffix / Éditions Bruno Leprince, 2003

BRUNOLEPRINCE

Trente ans après

Le 11 septembre 1973 marque la fin d'une longue traque. Le gibier? le président constitutionnel du Chili, Salvador Allende et son gouvernement de la gauche rassemblée autour du programme d'Unité populaire. Les chasseurs? La droite chilienne, bien sûr, et les intérêts qu'elle a toujours défendus à la ville comme à la campagne où les immenses *latifundios* sont menacés par la réforme agraire; mais aussi l'ITT et les grandes compagnies minières américaines visées par un ambitieux projet de nationalisation des prospères gisements de cuivre dont les réserves paraissent inépuisables.

Mais les stratèges de cette chasse ne sont ni à Santiago ni à Denver. Ils sont à Langley, Virginie, où la Central Intelligence Agency, la CIA, a son siège. C'est elle que le président Nixon a chargée de coordonner les actions multiformes qui, n'ayant pu empêcher Allende d'être élu de s'installer au palais de La Moneda, doivent aboutir à sa neutralisation définitive.

En relation étroite avec les services secrets, participant à l'élaboration de la stratégie de terrain, mais aussi au financement de

certaines opérations de déstabilisation, la puissante ITT, International Telephone and Telegraph, joue un rôle considérable dans l'entreprise de démolition de l'Unité populaire. La multinationale, à cette époque gigantesque par les moyens dont elle dispose comme par les influences dont elle peut user et abuser, compte des experts dans son conseil d'administration tel l'ancien patron de la CIA sous le président Kennedy, John Mc Cone. L'ITT est le seul acteur extérieur de la sale guerre anti-Allende à être rapidement démasqué. Sans doute parce que la fameuse multinationale est la promotrice des actions visant à empêcher le Congrès chilien de ratifier l'élection du 4 septembre 1970, laquelle n'a pas donné la majorité absolue au candidat de la gauche¹.

On connaît aujourd'hui, avec davantage de précision, l'étendue des moyens mis à disposition des comploteurs pour, préconisait un vice-président d'ITT, Mr. Merriam, créer un climat de chaos au Chili.

Dans le film, *Le Dernier combat de Salvador Allende*, qu'il a signé en 1998 avec Patricio Henriquez, notre compatriote Pierre Kalfon présente l'étonnant témoignage de l'ambassadeur des États-Unis au Chili, Edward Korry qui, convoqué à la Maison Blanche dès l'annonce de la victoire de l'Unité populaire, voit un Nixon au bord de l'apoplexie, frappant son bureau du poing, lui crier qu'il faut, « à tout prix », écraser ce *son of a bitch*, ce fils de pute de marxiste.

1. La Constitution chilienne ne prévoyait qu'un seul tour de scrutin. Pour ce qui est de l'élection présidentielle, les deux Chambres réunies en Congrès devaient désigner le vainqueur si aucun candidat, c'était le cas le plus fréquent, n'avait obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés. La tradition, jamais prise en défaut, voulait que soit confirmée l'élection du candidat arrivé en tête.

Pourtant l'ambition de Salvador Allende était d'établir avec Washington les meilleurs rapports possibles. Ignorant ou voulant ignorer les sentiments de Nixon à son égard, le nouveau chef de l'État chilien dira dans son premier message constitutionnel au Congrès :

« C'est l'intention de mon gouvernement de faire prévaloir avec les États-Unis d'Amérique des relations amicales et de coopération. Nous nous sommes efforcés de créer les conditions d'une bonne compréhension de nos réalités et de nos problèmes, afin d'empêcher la génération de conflits, d'éviter que des questions non essentielles soient un obstacle aux solutions négociées et amicales des problèmes qui viendraient à se poser. Nous croyons que cette conduite réaliste et objective qui est la nôtre rencontrera la même bonne disposition, le même esprit positif de la part du peuple et du gouvernement des États-Unis. »

Mais, deux mois avant que ce discours ne soit prononcé, Nixon a déjà mis dix millions de dollars sur les fonds réservés, à titre de première contribution, aux opérations spéciales de déstabilisation d'un pouvoir qui n'est pas encore en place. La pièce maîtresse est, le 22 octobre 1970, l'attentat qui coûte la vie au commandant en chef de l'armée. *Patria y progreso*, une organisation fascisante, et deux généraux complices (le général Roberto Viaux et le commandant de la place de la capitale, le général Camilo Valenzuela) sont les instruments d'un assassinat qui aboutit à l'effet inverse de celui qui est recherché. En effet la majorité de la classe politique, dont la Démocratie chrétienne, comme la caste militaire font bloc pour assurer la ratification, deux jours après l'attentat, du candidat le mieux

placé par les électeurs, respectant ainsi une vieille tradition républicaine.

Le concours matériel apporté par la CIA à l'organisation de l'assassinat fait désormais d'autant moins de doute que, toujours dans le film *Le Dernier combat de Salvador Allende*, Paul Wimert, attaché militaire des États-Unis au moment des faits, confesse très tranquillement, dans une interview, avoir remis aux comploteurs armes et argent. Le général René Schneider, coupable de loyauté entêtée envers les institutions, perd ainsi la vie.

Le président Gerald Ford devait, pour sa part, vendre définitivement (en 1977) la mèche dans ce qui fut qualifié par le *New York Times* comme « la déclaration la plus malheureuse qu'ait jamais faite un chef d'État respectueux, en principe, de la loi ».

Non seulement reconnu-il explicitement la participation active de la CIA dans la chute d'Allende, mais encore revendiqua-t-il le droit de son pays à contribuer au renversement de gouvernements constitutionnels étrangers s'ils venaient à afficher des tendances jugées, par lui, inacceptables. Quitte à avoir recours à la corruption et à la violence. Selon Mr. Ford, ce qu'il appela « l'effort consenti par les États-Unis » en faveur du Chili, était déterminé par la nécessité de protéger « les meilleurs intérêts américains ». Quand un journaliste lui demanda : « en vertu de quel statut international les États-Unis s'arrogent le droit d'attenter contre la stabilité du gouvernement d'un autre pays, surtout s'il est issu du libre suffrage? », il lui fut répondu : « Je ne vais pas entrer dans le débat, ni porter de jugement sur le droit international. C'est un fait reconnu, historiquement...

De telles mesures on les prend toujours dans l'intérêt bien compris des pays concernés ».

L'exercice du pouvoir par la gauche n'a pas été improvisé. Le programme ambitieux de « transition vers le socialisme » a été préparé par des groupes d'experts internationalement reconnus, venant souvent de la Commission économique pour l'Amérique latine, la CEPAL (aujourd'hui CEPALC, la sous-région des Caraïbes ayant été judicieusement intégrée dans le sigle). Cet organisme régional de l'ONU a son siège à Santiago et les meilleurs économistes latino-américains y ont fait leurs premières armes. Sous l'impulsion d'un secrétaire exécutif prestigieux, l'Argentin Raúl Prebisch, les « cépaliens » s'étaient fait les champions de politiques de substitution des importations qui devaient, entendaient-ils, faciliter l'émancipation politique en assurant un maximum d'indépendance économique et, partant, le décollage vers le développement.

Ces théories, le Washington officiel les avait alors en horreur, au Département du Trésor comme dans les bâtiments du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, les terribles jumeaux de Bretton Woods. Rien n'a changé d'ailleurs sauf que l'idéologie « cépaliennne » des années soixante et soixante-dix, n'est plus considérée par les mêmes avec horreur mais avec une commisération mêlée de mépris. Attitude propre à ceux qui ont imposé leur loi, morgue des vainqueurs. Milton Friedman et ses « Chicago boys » sont venus, ont vu et ont vaincu... À l'époque de la campagne qui devait conduire Allende à La Moneda, pourtant, la doctrine en vogue à la CEPAL éclatait encore de sa belle fraîcheur, portait l'espoir de

tous ceux qui voulaient échapper, dans le tiers-monde, à toute forme de dépendance de l'un ou l'autre bloc militaro-idéologique.

Professionnels reconnus pour leur compétence, ceux et celles qui formaient les équipes ministérielles de L'Unité populaire, socialistes, communistes, chrétiens de gauche, radicaux, mirent en pratique, dès le 4 novembre 1970, le programme à la rédaction duquel ils avaient pris une part active. S'ils durent procéder, en cours de route, à des corrections ou à des adaptations, s'ils furent amenés à imaginer des plans d'urgence (par exemple pour protéger le ravitaillement populaire visé par les sabotages), ils ne dévièrent jamais de l'essentiel.

Aujourd'hui, avec les longues années qui se sont écoulées, on peut insister à bon droit et sans risque d'être démentis, sur l'indiscutable honnêteté, probité absolue des experts et des dirigeants de la gauche au pouvoir. La gigantesque enquête menée par le « pinochétisme » triomphant pour tenter désespérément de faire apparaître un comportement honteux, de découvrir une action délictueuse ou inavouable, une immoralité quelconque, se solda par un échec pitoyable. Et ce, en dépit du contrôle absolu des rouages du pouvoir et de la justice, des fonctionnaires paniqués, des mouchards appointés, des tortionnaires incontrôlables et des réactionnaires de tout poil assoiffés de vengeance.

Non, ce n'est ni une incompétence supposée des acteurs, ni une gestion criminelle qui expliquent la spirale de difficultés économiques et sociales qui avaient fini par mettre le pays au bord du chaos. C'est la stratégie classique décidée par Nixon et Kissinger et qui mettait en œuvre, avec le puissant concours du

FMI et de la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, ou Banque mondiale), une politique systématique d'asphyxie économique. D'ailleurs, dès le mois d'octobre, un mois après le coup d'État du 11 septembre 1973, William Colby, patron de la CIA, reconnaissait devant une commission de la Chambre des représentants la participation de l'agence à un plan de sabotage économique visant à pousser les forces armées chiliennes à prendre le pouvoir pour « mettre fin au chaos ».

Une fois le coup d'État accompli, la curiosité des congressistes et des journalistes américains nous a permis de connaître et de prendre la mesure, assez rapidement et avec un maximum de détails, de l'ampleur du complot. Comment et combien la CIA « achetait » les propriétaires de camions pour qu'ils refusent de transporter les marchandises, quels financements étaient attribués à la grève des chefs d'entreprise de 1972 et à celle des Collèges professionnels en juillet 1973, les subventions aux groupes d'extrême droite et à leurs équipes de saboteurs chargés de la destruction d'infrastructures vitales. Sans oublier la presse, objet de semblables attentions auxquelles céda le vénérable et puissant quotidien conservateur de la famille Edwards, *El Mercurio*, sorte de « *Figaro* » chilien. Le journal voulut bien accepter, entre 1971 et 1972, des sommes à l'époque considérables : un million 665 000 dollars pour l'aider à faire taire la voix de sa conscience, à poursuivre sans état d'âme sa campagne alarmiste de haine et de désinformation.

Le Sénat de Washington confia au sénateur Frank Church une enquête dont les conclusions, par leur sincère brutalité, le fait qu'aucun nom propre, aucune entreprise, aucun parti poli-

tique ne soit masqué, nous avaient laissés sans voix. On peut toujours utilement se référer au « Rapport Church », document important pour tous ceux qui veulent mieux comprendre le drame du 11 septembre 1973.

À la lumière de ce que l'on sait aujourd'hui, ce qui surprend c'est que le gouvernement de la gauche, et son président, aient pu tenir 1.041 jours, tout en respectant scrupuleusement les termes et l'esprit de la Constitution, les libertés publiques dont, naturellement, la liberté d'informer.

Tout en appliquant sans fléchir, à marches forcées durant les vingt premiers mois, le programme révolutionnaire de transition vers le socialisme. Une telle ambition serait inconcevable dans quelque pays démocratique que ce soit, à l'aube du XXI^e siècle. Toutes les richesses minières du pays furent nationalisées et, si pour ce qui touchait au minerai de fer, l'accord avec la compagnie nord-américaine Bethlehem Steel se conclut à l'amiable, il en alla tout autrement pour le cuivre. Avec l'encouragement enthousiaste de Washington (les États-Unis mettront sur le marché mondial une partie importante de leurs réserves stratégiques avec, pour conséquence, une baisse significative des cours), les entreprises Kennecott et Anaconda menèrent une guérilla internationale judiciaire qui se traduisit, sur tous les ports du monde par des saisies et des confiscations conservatoires des chargements et des cargos les transportant.

Il est vrai que la « doctrine Allende » sur l'expropriation était fondée sur le concept de « rentabilité excessive ». Au-delà de 12 %, ce n'était plus du bénéfice mais de la spoliation. Sur cette base de calcul, et après avoir donné toutes les explications chiffrées, procéda à toutes les démonstrations techniques, il fut

signifié aux sociétés cuprifères américaines qu'elles ne recevraient aucune indemnisation.

Le risque de contagion du « mauvais exemple » donné par le Chili était évident. L'émoi fut considérable dans les sièges de toutes les multinationales qui se solidariserent avec Kennecott et Anaconda dans leurs efforts de sabotage des exportations.

Mais l'application du programme de l'Unité populaire ne se limita pas au secteur minier, même si ce dernier était vital pour son économie exportatrice. La compagnie de téléphones, filiale d'ITT, fut naturellement touchée par les nouvelles mesures, tout comme le secteur bancaire, national ou étranger (96 % du crédit fut contrôlé par l'État, qui s'efforça d'en faire bénéficier les petits entrepreneurs et les agriculteurs tout en baissant les taux d'intérêt). Dans la nouvelle configuration du pays, ce que l'on appela *Area de propiedad social*², était une réalité politique, économique et sociale, un fait accompli dès la fin de 1971.

Dans le domaine agricole 1 000 latifundios avaient été expropriés à la même époque et, en septembre 1973, le régime militaire prit le contrôle d'un pays d'où la très grande propriété avait pratiquement disparu.

Pendant les deux premières années de l'UP, avant que l'intensité du sabotage intérieur et extérieur ne commence à se faire pleinement sentir, la production industrielle avait augmenté de 12 % tandis que le taux de chômage diminuait sensiblement. Les résultats positifs furent aussi spectaculaires dans

2. Secteur de propriété sociale ou nationalisé.

les domaines de l'éducation et de la santé. L'analphabétisme tomba au-dessous de la barre de 10 %, l'activité culturelle fut débordante de créativité et on se préoccupa enfin des « oubliés » de toujours qu'ils soient retraités, petits artisans ou descendants des farouches indiens « mapuches » auxquels on rendit une partie des terres dont ils avaient été spoliés un siècle plus tôt.

Le gouvernement agissait comme si le temps lui était compté, comme s'il pressentait qu'une fin, tragique ou non, priverait Salvador Allende prématurément de son mandat de six ans. Six ans de contrôle du pouvoir exécutif qu'il fallait exercer en affrontant ou contournant les manœuvres, voire les embuscades qui se voulaient meurtrières du Congrès dominé par l'opposition du centre et de droite, tant à la Chambre qu'au Sénat. Le président, qui avait été pendant des décennies député, puis sénateur ; élu tantôt de l'extrême sud, tantôt de l'extrême nord ; enlevant un jour à la droite un siège de sénateur de Valparaíso³, dans le centre du pays cette fois, occupant plus tard la présidence de ce même Sénat ; le président connaissait donc comme personne le Chili humain et politique tout comme les subtilités parlementaires et semblait presque prendre plaisir à exercer son habileté dans l'une et l'autre assemblée. Au service de ses convictions et des intérêts de l'Unité populaire.

L'exil n'est pas spécialement une école d'unité. Les militants

3. La circonscription sénatoriale de Valparaíso était réputée conservatrice. Salvador Allende abandonnant la sienne, solidement socialiste, au secrétaire général de son parti, alors Raúl Ampuero, affronta à sa demande le défi de battre le conservatisme et remporta une victoire historique pour la gauche.

chiliens, les survivants du moins, beaucoup d'entre eux après avoir connu la torture et la prison, se réfugièrent dans des pays frères comme le Mexique ou en Europe de l'Ouest comme de l'Est. À la douleur de la défaite et à l'éloignement de la patrie livrée à un régime sinistre, s'ajoutaient les incertitudes de la vie quotidienne, le déchirement d'avoir à recommencer une vie à zéro, en terre étrangère. Alors les conversations avec les compatriotes tournaient parfois à l'aigre, on refaisait de toute part les trois années de pouvoir pour découvrir naturellement que « si l'on m'avait écouté » ou « suivi les conseils d'un tel », « si l'on avait pactisé avec la Démocratie chrétienne quand il en était encore temps... » Spéculations gratuites, parfois ridicules, souvent douloureuses.

Mais les inévitables polémiques touchèrent aussi l'unité organique de certaines organisations. Le Parti socialiste, parti d'Allende, fut ainsi affecté par une grave scission. Le secrétaire général Carlos Altamirano, finalement exilé à Paris, s'opposa à l'installation en RDA, à Berlin, d'un groupe rival important qui s'organisa autour de Clodomiro Almeida, autre forte personnalité du PS. Des congrès différents furent célébrés, chaque parti eut son comité central et, surtout, chacun organisa à l'intérieur du Chili sa propre organisation clandestine. Avec un avantage pour les « almeydistes » qui bénéficiaient d'un sérieux appui, disons logistique, de la part des communistes allemands.

Finalement le PS retrouvera les chemins de son unité et c'est un bloc compact qui participera aux dernières batailles référendaires qui tracèrent la voie du retour, négocié, à la démocratie.

Mais le fait le plus important qui surgit des dix-sept années de proscription, de clandestinité ou d'exil, est sans aucun doute l'adhésion du socialisme chilien réuni à l'Internationale socialiste. En d'autres termes il renonçait de fait au marxisme-léninisme, doctrine à laquelle le PS avait souscrit par décision de Congrès, tout comme à une série de concepts tiers-mondistes centrés sur l'indo-américanité de son héritage culturel, donc social et politique. Certains pourront dire que les héritiers d'Allende étaient entrés de plain-pied dans la planète de la social-démocratie.

En fait, l'exil politique rend sensible aux conseils, pour autant que, sur la forme comme sur le fond, ils soient présentés dans le cadre de l'action solidaire. La solitude, loin de la patrie, est mortelle. Les socialistes chiliens n'avaient de choix qu'entre l'appui des partis dits sociaux-démocrates avec, depuis 1977, un Parti espagnol redevenu conquérant, et celui des démocraties populaires. Le choix fut moins évident pour certains qu'il n'y paraît aujourd'hui. Mais il finit par se faire, massivement et sans état d'âme, en faveur de l'IS.

C'est à partir de 1984 que l'opposition de gauche retrouva force et vigueur, à l'intérieur avec le succès de manifestations de masse qui allèrent en s'amplifiant. Encore divisés, les partis de gauche se restructurèrent pour devenir, de nouveau, une force de puissante contestation. L'assassinat, au cœur même de Washington, d'Orlando Letelier, ancien ministre et ancien ambassadeur d'Allende dans la capitale de l'empire (une citoyenne américaine, qui l'accompagnait dans sa voiture fut aussi tuée dans cet attentat de Dupont Circle), avait contribué, avec les fortes conclusions de la commission Church, à semer

aux États-Unis troubles et embarras. Pinochet devenait d'autant plus démodé que ses collègues dictateurs en uniforme disparaissaient en Bolivie, en Argentine, en Uruguay et au Brésil. Le général aux allures de comploteur de série B, avec ses lunettes à verres fumés et son air macabre, faisait tache dans le paysage régional. Tout le monde, ou presque, souhaitait son départ. Il ne manqua pas pourtant de le négocier chèrement. Et aujourd'hui encore la Constitution en vigueur est le résultat d'un compromis qui fait la part belle aux chefs militaires. Si l'arrestation de leur idole à Londres les a fort contrariés, elle ne leur a pas fait perdre leur morgue ni leur poids institutionnel peu compatible avec une démocratie moderne.

C'est par un compromis « civilisé » entre les socialistes et les démocrates-chrétiens que la vie chilienne retrouva une certaine forme, acceptable par presque tous, de sa sérénité d'autrefois. Un référendum perdu par la dictature qui s'était vue contrainte de l'organiser, ouvrit grandes les portes à un accord historique. Historique, car jamais, depuis sa création⁴, la DC n'avait consenti à la moindre concession à la gauche dans son ensemble, ni à l'une de ses composantes en particulier.

Depuis 1990 les socialistes et ses proches alliés, sans le PC, participent avec la DC à l'exercice du pouvoir. Ce pacte avec les démocrates-chrétiens était, en fait, incontournable. Cette force

4. Les précurseurs de la Démocratie Chrétienne chilienne se donnèrent le sigle de Phalange nationale. C'était en 1936 et le parti fondé en Espagne par José-Antonio Primo de Rivera, quelques années plus tôt, portait le même nom. Les intellectuels qui fondèrent cette Phalange chilienne s'étaient séparés du traditionnel parti conservateur. Après la seconde guerre mondiale le nouveau groupe se transforma en Démocratie Chrétienne et commença à prospérer électoralement en 1958. Six ans plus tard la DC était la première force du pays.

politique, dont on n'a jamais compris si elle était héritière de la doctrine de José-Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange espagnole, ou de celle de Jacques Maritain et des encycliques sociales de l'Église, puise sa force dans son ambiguïté essentielle. La DC était aussi la fille préférée d'une certaine Amérique « progressiste » et Kennedy avait vu en elle un possible promoteur de son « Alliance pour le Progrès », de la « révolution dans la liberté » qu'il prônait comme antidote à la Révolution cubaine. Sa puissance doit sans doute beaucoup à la générosité du « grand frère du nord ». À la veille du coup d'État elle était en tout cas imposante, représentant 40 % des parlementaires, 30 % de l'électorat, 30 % des travailleurs organisés au sein de la Centrale Unique, la CUT; elle possédait en outre des quotidiens, des radios, des chaînes de télévision, tandis que cinq universités sur huit étaient sous son contrôle.

Ce que la DC fait ou ce qu'elle refuse de faire a, dans un cas comme dans l'autre, une importance très significative. Certes, la conduite globale de ce parti pendant les 1 041 jours que dura le gouvernement Allende peut et, sans doute, doit être durement critiquée. En bien des circonstances cette conduite fut même misérable. Il ne fait pas de doute que l'ancien président Eduardo Frei et ses proches jouaient au coup d'État « soft » qui les ramènerait, pensaient-ils, en quelques semaines au pouvoir. La soudaine frénésie de pouvoir des forces armées fut, pour le clan dirigeant de la DC, une funeste surprise. On avait joué avec le feu et on s'était gravement brûlé!

Mais il faut souligner aussi que nombre de dirigeants démocrates chrétiens, à commencer par le candidat à la « présidentielle » de 1970, Radomiro Tomic, eurent des conduites

honorables et souvent courageuses. La DINAs, les services secrets de Pinochet, qui ne reculaient devant rien, tentèrent d'assassiner à Rome, où il s'était exilé, l'un des leaders historiques de la DC, l'ancien président du Sénat Bernardo Leighton. Les années passant (dix-sept ans de dictature, c'est long), une sorte de fraternité d'armes commença de germer entre démocrates de tout bord. Nombre de réticences, de part et d'autre, finirent par tomber.

Aujourd'hui, la longue épreuve vécue en commun, même très inégalement partagée, a cimenté une coalition impensable dans les années soixante et soixante-dix. Elle est fille du réalisme et de la nécessité. Avant septembre 1973 le tableau politique du pays était une division en trois forces d'importance plus ou moins égale : la gauche unie, la droite conservatrice représentée essentiellement par le Parti national, et la Démocratie chrétienne.

Salvador Allende l'avait emporté de justesse, en devançant, avec 36,3 % des voix, l'ancien président (1958-1964) Jorge Alessandri, leader des conservateurs qui avaient voté directement pour Frei en 1964 pour faire barrage, déjà, à Allende. Son avance n'était que de 1,4 %. Radomiro Tomic était en troisième position avec 27,8 %. Avec un programme résolument progressiste et, sur le papier tout au moins, compatible avec celui de l'Unité populaire. D'ailleurs le 4 septembre, à l'annonce de la victoire de la gauche, les jeunes de la DC se joignirent aux foules en liesse qui acclamaient le futur président. Vu de Paris, avec le réalisme propre aux réformistes, une négociation aurait dû s'ouvrir et aurait pu aboutir, sinon pour gouverner ensemble, du moins pour garantir une majorité

parlementaire de compromis au président sur des textes essentiels.

Mais c'était là un rêve de parisien, faiblesse de social-démocrate auraient dit certains amis chiliens. Ignorance des réalités à force de vouloir être réaliste. D'un accord de ce type Eduardo Frei et ses amis n'en voulaient, en fait, à aucun prix. Sans aller jusqu'à mettre l'ancien président démocrate-chrétien en cause dans les manœuvres criminelles visant à empêcher, coûte que coûte, la ratification de l'élection présidentielle (comme le fit le général Viaux, l'un des comploteurs, lors de son procès), il fallut le choc de l'assassinat du général Schneider pour que M. Frei, président sortant, se résigne à demander à ses amis de voter correctement.

À gauche, les socialistes derrière leur secrétaire général Carlos Altamirano n'étaient pour leur part, pas favorables à l'ouverture de négociations, même s'ils n'en faisaient pas une question de principe absolue. En vérité, d'un côté comme de l'autre, il y avait peu de monde pour demander ouvertement que s'établisse un dialogue. En demandant au nouveau gouvernement, sans succès, la promulgation d'une charte de « garanties démocratiques », les démocrates-chrétiens inauguraient un long cycle de procès d'intention. « La Constitution est la garantie suprême », avait répondu Allende avec hauteur.

Pourquoi ouvrir des négociations avec des partenaires potentiels qui manifestaient une si piètre opinion sur vos sentiments démocratiques ?

D'ailleurs, avant comme après les élections, des groupes ne se détachaient-ils pas de la DC pour rejoindre l'Unité populaire (les premiers créeront le MAPU, les seconds la Gauche chré-

tienne). Les premières élections nationales du nouveau cours, les municipales du 4 avril 1971, voyaient en outre la gauche progresser au point de frôler la majorité absolue (49,75 %). Un extraordinaire bond en avant, surtout du PS, qui démontrait que les « masses » adhéraient chaque jour plus nombreuses au programme de réformes révolutionnaires.

Dès ce moment, la question du dialogue avec le centre ne se posait même plus. L'ancien président Frei n'aura bientôt plus aucun mal à imposer une ligne dure anti-Allende, dans un parti débarrassé de ses éléments les plus à gauche. La DC, au Parlement, bien entendu, mais aussi dans la rue et dans la nuit des complots, s'était rangée dans le camp de la déstabilisation.

C'est dire le chemin parcouru de part et d'autre pour aboutir à l'élection du démocrate-chrétien Patricio Alwyin en 1990 avec les voix socialistes, PPD (ce PS « bis », un peu plus social-démocrate, créé pour répondre à des besoins électoraux) et radicaux ; le PC, très affaibli, vit en marge de ces accords... qui tiennent d'autant plus solidement que la droite post-Pinochet est de taille à contester le pouvoir, d'égal à égal, à la coalition qui réunit les partis DC, PS, PPD et le Parti radical. Sans cette sorte de compromis historique il est même probable que le régime militaire connaîtrait, sous le visage jeune et avenant d'un politicien civil, une sorte de nouvelle continuité.

De tous les chapitres critiques de l'action du gouvernement Allende, le plus controversé demeure celui relatif aux forces armées. L'ancien sénateur et secrétaire général du PS Carlos Altamirano, dans son livre *Dialéctica de una derrota* publié en 1977, se montre particulièrement sévère : en pariant sur une

tradition supposée de loyauté institutionnelle envers le pouvoir civil, en acceptant l'automatisme hiérarchique des promotions, le gouvernement de l'UP aurait envoyé un message de faiblesse, voire de résignation. Il fallait, au contraire, user pleinement des pouvoirs étendus dont disposait l'Exécutif, singulièrement le président, pour procéder, sans souci protocolaire, à des promotions et à des mises à la retraite massives ; favoriser la police militarisée, les carabiniers, réputée majoritairement loyale (de fait les élèves de leur école de sous-officiers résistèrent pendant deux jours au coup d'État et la répression fut à la fois sanglante et longtemps ignorée) ; faire sentir à tous et à chacun la primauté du pouvoir civil et ne pas laisser le peuple désarmé alors que la droite et surtout l'extrême droite avaient organisé des groupes para-militaires.

Une telle polémique n'est pas d'actualité. Aujourd'hui, même les acteurs de la tragédie ne peuvent expliquer que de manière virtuelle comment on aurait équipé des milices ouvrières sans donner aux militaires et au Congrès prétexte et moyens « légaux » d'une intervention. Altamirano écrit que le général Carlos Prats, patron de l'Armée de Terre, contraint à la démission trois semaines avant le putsch (Pinochet étant son suivant dans la hiérarchie lui succédera automatiquement), lui avait confié en substance : « Quelle erreur que la vôtre ! Personne ne vous empêchait de nommer un capitaine au poste de commandant en chef ! À condition de le faire tout de suite après votre victoire... » En d'autres termes, on aurait pu détruire par décret les forces armées puisque tous les supérieurs hiérarchiques dudit capitaine devaient, dans ce cas, passer dans le cadre de réserve. On veut croire que le courageux général,

qui sera assassiné avec son épouse à Buenos-Aires, un an plus tard, dans le cadre de ce qui est connu aujourd'hui comme l'opération Condor⁵, avait un moment perdu, dans sa douleur, le sens des réalités.

Refaire l'histoire est toujours une tentation. Les républicains espagnols réécrivaient, encore trente après, celle de la guerre civile. Et gagnaient parfois les batailles perdues hier. En vérité, même s'il naviguait un peu à vue concernant la haute hiérarchie qu'il parvint longtemps à contenir, voire à contrôler, Allende s'efforça de séduire l'ensemble des officiers en leur donnant largement satisfaction en matière d'équipement ; et surtout la masse des sous-officiers, dont beaucoup s'étaient secrètement laissés séduire par le message de l'Unité populaire. Combien d'officiers, comme le général d'aviation Alberto Bachelet, et de sous-officiers payèrent d'ailleurs de leur vie leur refus du fascisme et du déshonneur.

Qui peut vraiment dire qu'une autre politique, une politique gagnante, pouvait avoir été mise en place et empêcher le dénouement du 11 septembre 1973.

L'histoire du Chili sera longtemps encore marquée par le putsch sanglant du 11 septembre, ses conséquences tragiques pour des centaines de milliers de familles chiliennes tout

5. On commence aujourd'hui, en découvrant des archives secrètes des dictatures dites de « Sécurité nationale » du Cône Sud du continent, à mieux connaître la trame du marché commun de la mort qui les unissait. C'est dans ce cadre que Carlos Prats et son épouse furent assassinés à Buenos-Aires en septembre 1974. Ce même mois vingt autres opposants chiliens furent tués dans la capitale argentine. Le président Juan Péron était mort en juin. Sa veuve, soite et insipide, lui avait succédé avec son gourou, le méchant sorcier Lopez Rega. Ce dernier manipulait le pouvoir, dans les faits, avec sa machine de terreur, la Triple A (Alliance anti-communiste argentine).

comme par les longues années de dictature. Si la classe politique de la droite et du centre traditionnels fut écartée pour longtemps du pouvoir, une nouvelle classe économique grandit en revanche en force et en influence, à l'ombre des généraux, et changea la donne du pouvoir politique à droite. Quant aux militaires, dont le statut social n'avait jamais été reconnu depuis que Diego Portales dessina en 1830 les contours du Chili indépendant, ils se trouvent désormais représenter, durablement, une menace pour les uns, un recours pour les autres. En tout cas la démocratie restaurée n'a pas pu, encore, les remettre à la place, tout à la fois discrète et utile, qui devrait être la leur ; au service de la Nation tout entière et non à celui des privilégiés.

La caste militaire ne s'est pas effacée pour laisser la place à une démocratie pleine et entière. Elle a négocié son départ en bon ordre, après avoir remis à chaque officier une médaille commémorative avec l'orgueilleuse inscription : *Misión Cumplida*, mission accomplie. En outre, non seulement occupent-ils des sièges réservés au Sénat, mais encore ont-ils imposé un mode de scrutin inique pour la Haute Assemblée qui a pour effet d'assurer la pérennité des lois constitutionnelles les plus inacceptables pour un démocrate.

Et n'oublions pas que, jusqu'au début de l'an 2000, le jour du putsch, le 11 septembre, était célébré comme fête officielle et chômée.

Formés, depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, à l'école de la guerre froide, instruits, dans les centres spécialisés du Pentagone, pour lutter contre « la subversion communiste », les militaires chiliens ont mal intégré les conséquences de la

chute du mur de Berlin dans leur raisonnement. Ou, en tout cas, ils se refusent à le faire. Leurs voisins argentins ou uruguayens se sont vus, eux, contraints à renoncer à tout rôle politique significatif. Tel n'est pas le cas de leurs pairs chiliens qui disent jouir de la bonne conscience des Justes et du moral des vainqueurs.

On sait aujourd'hui que Salvador Allende s'est suicidé. Les témoignages ne laissent pas de doute sur ce point. Tous les messages qu'il avait envoyés le 11 septembre au peuple chilien et au monde, démontrent qu'il ne s'agissait pas d'un geste de renoncement. Il ne voulait pas tomber vivant, blessé et affaibli, aux mains de ceux qui trahissaient leur serment de soldat. C'était aussi une manière suprême d'assumer les réussites et les erreurs de l'Unité populaire. C'était une mort pour l'avenir. Une mort choisie avec lucidité comme un premier et terrible coup à la dictature naissante. Un appel à la mobilisation et au combat qui allait se répéter, partout, et donner au mouvement de solidarité international une dimension sans précédent⁶. Dans les catacombes du Chili fasciste, Allende a été le drapeau secret des clandestins qui n'ont jamais baissé les bras. La seule invocation de son nom parlait d'unité et de rectitude. Sa voix n'a jamais cessé de se faire entendre.

Cette biographie d'Allende a été écrite, essentiellement, il y a 27 ans. Je me suis gardé d'y apporter des modifications autres

6. En France la solidarité avec le Chili populaire, à travers le souvenir de Salvador Allende, revêt une dimension exceptionnelle, avec pas moins de 600 communes qui ont donné le nom du héros du 11 septembre 1973 à une place, une rue, une avenue, un stade, un gymnase... Plusieurs centaines d'écoles, de collèges ou de groupes scolaires portent aussi le nom de Salvador Allende.

SALVADOR ALLENDE

que marginales, voulant laisser au texte toute la spontanéité, parfois aussi la dureté de commentaire, qui était originellement le sien.

Antoine Blanca

PREMIÈRE PARTIE

Le Chili d'Allende

Je n'oublierai jamais cet après-midi du mardi 11 septembre 1973 quand me parvint la dernière communication téléphonique de Santiago. La voix de mon ami Narbona me frappa comme un coup de poing en plein visage. « Ça y est, ils attaquent La Moneda. Nous comptons sur toi. Fais quelque chose ! » Un déclic. C'était fini. Quelques larmes de rage impuissante et j'appelais des amis journalistes qui confirmaient : les téléscripteurs eux aussi annonçaient la nouvelle et l'étendue du désastre, même les carabiniers étaient dans le camp des insurgés.

Faire quelque chose ! Les partis de gauche et les centrales syndicales se mobilisent déjà ; ici et ailleurs. Le lendemain, de l'École militaire au Champ de Mars, les parisiens vont hurler de colère, une masse énorme, dont le cœur se trouve aux côtés de ceux dont le martyr commence à l'autre bout du monde. Mais la plus puissante des manifestations n'arrête pas les bourreaux. Au Chili on recouvre les premières fosses communes et les tortionnaires s'activent au stade national. Pendant des semaines, chaque matin, la rivière Mapuche qui traverse Santiago va charrier son lot de cadavres suppliciés.

Une image s'effondre : celle d'un pays jouissant des libertés

démocratiques sur un continent où les dictatures sont monnaie courante, bénéficiant d'une armée de professionnels aux ordres du pouvoir civil élu et capable de jeter les bases du socialisme grâce au suffrage universel. C'est le début du châtimeut d'un peuple coupable d'avoir voulu prendre en mains son destin, défiant pacifiquement la fatalité de la misère et du sous-développement dans une région plus que tout autre dominée par la plus grande puissance de l'univers. Châtiment inspiré par la vengeance de tous ceux qui, au Chili, à Washington ou ailleurs ont eu peur pour leurs privilèges ou leurs biens usurpés.

Châtiment pour l'exemple.

Et pourtant, trois ans plus tôt le Chili populaire était en liesse. Avec l'hiver austral qui touche à sa fin le peuple de Santiago acclame l'homme qui vient de gagner les élections présidentielles de ce 4 septembre 1970. Pour les travailleurs c'est l'aboutissement de dizaines d'années de luttes, de répression et ils ont une confiance infinie en l'homme qui leur parle du balcon de la Fédération des étudiants. Il a toujours été à leurs côtés, partageant leur douleur et leurs espérances. Il leur dit : « J'étais le *compañero* Allende, je serai le *compañero* président ; le 4 novembre c'est le peuple qui rentrera avec moi à La Moneda. » Et chacun sait qu'il dit vrai.

Dans son dernier message transmis par Radio Magallanes il leur dira : « Je paierai de ma vie la loyauté du peuple ». L'aviation bombarde alors le palais présidentiel qui est la proie des flammes. On sortira son corps ensanglanté recouvert d'un poncho. Le crime est accompli.

Le peuple du Chili quitte La Moneda.

Du docteur Salvador Allende Gossens le monde ne connaît, en général, que les trois années pendant lesquelles il exerça la magistrature suprême de son pays. Sa vie est pourtant étroitement associée à quarante ans d'histoire du peuple chilien. Sans défaillance il a participé à tous ses combats, qu'il soit étudiant ou médecin, militant politique ou ministre, président du Sénat ou candidat à la présidence de la République. Il l'est en effet à trois reprises, en 1952, 1958 et 1964 avant d'être élu en 1970. Inlassablement il développe les mêmes thèmes fondamentaux, expliquant avec opiniâtreté que seul le Socialisme répond aux besoins du Chili.

Le Chili. Rarement homme d'État n'a connu aussi intimement son pays à l'étrange géographie. Enfant, il suit ses parents dans les régions désertiques du « Norte Grande », à Tacna¹ et Iquique et, tout jeune homme, à Valdivia, près de 3 000 km plus au Sud, le point d'attache familial restant sa ville natale de Valparaiso², au Centre. Homme politique il sera élu sénateur de la province de Magellan où se trouve la ville la plus australe du monde, Punta Arenas (1945), de l'extrême nord à

1. Qui sera ville chilienne jusqu'en 1929, date à laquelle elle redevint péruvienne.

2. C'est du moins ce qu'il aimait faire croire. Il était né dans la capitale.

Antofagasta (1953), de Valparaiso (1961) pour revenir à Magellan un an avant d'être élevé à la présidence de la République.

Combien de fois l'infatigable tribun a-t-il parcouru cette interminable bande de terre coincée entre la cordillère et l'océan, avec ses climats qui vont du méditerranéen au désertique sans oublier, tout là-bas, en Terre de Feu, des nuances de climat subpolaire.

Il sait, mieux que quiconque, les problèmes posés par la concentration des 2/3 de la population dans la région de Santiago et Valparaiso et surtout par l'anarchique entassement dans la capitale de plus de trois millions d'âmes avec ses *poblaciones* misérables. Mais il n'ignore rien du sort du monde rural face à l'opulence des propriétaires terriens et des grandes compagnies d'élevage.

Il ne tolère pas que l'on parque les derniers indiens araucans, hier farouches guerriers luttant pendant des décennies contre la pénétration espagnole aujourd'hui spoliés de leurs terres et vivant en marge dans leur propre nation.

Allende ne peut admettre que l'on ignore ou feigne d'ignorer la réalité chilienne, celle d'un pays sous-développé du fait du pillage de ses biens et notamment de son sous-sol par une minorité de nantis et surtout par le grand capitalisme nord-américain. Une visite des quartiers résidentiels des grandes villes, des coquettes stations balnéaires, la vie de grands partis politiques à l'européenne et d'une puissante centrale syndicale, des consultations électorales régulières, une classe intellectuelle qui a donné au monde deux prix Nobel de littérature en un quart de siècle, des universités de haut niveau, tout cela ne suf-

fisait pas à masquer la vérité que le président assassiné n'a cessé de clamer : des millions de mal logés, une réelle discrimination dans l'accès au savoir, la mort de 300 000 enfants par an du fait de la malnutrition, le statut économique d'une nation sous tutelle.

Non, le Chili n'est pas un reflet sud-américain de l'Europe occidentale.

Ce n'est pourtant pas son origine sociale qui a fait militer Salvador Allende aux côtés des travailleurs. Sans appartenir précisément à la grande aristocratie castillane chilienne, le nom d'Allende est connu dès les luttes pour l'indépendance, contre l'Espagne, au début du XIX^e siècle. Les Allende font partie de la bourgeoisie libérale, de la bourgeoisie éclairée qui, à l'image des *Libertadores* Bolivar, San Martin, Sucre, s'inspire du « mouvement des idées » qui a annoncé la Révolution française.

C'est ainsi que les aïeux du futur président, les frères Gregorio et José Maria Allende Garcés, militaires de carrière, s'enrôlèrent volontairement dans les rangs de l'Armée de O'Higgins, le héros chilien de l'indépendance. Le premier, Gregorio, fut même l'un des compagnons du plus célèbre des guérilleros patriotiques, Manuel Rodriguez, et s'en fut ensuite lutter aux côtés de Simon Bolivar pour abolir les frontières de l'ancien empire espagnol d'Amérique.

Salvador Allende est très attaché à Valparaiso et à sa région. À ce point que, bien qu'il soit né le 28 juin 1908 à Santiago, il a toujours laissé dire que cet événement s'était produit dans le grand port du Pacifique. Avant le percement du canal de Panama c'est, avec San Francisco, l'axe de toute l'activité mari-

time du Continent dans le Pacifique¹. Quand on arrive par la route de Santiago, c'est toujours un spectacle extraordinaire que celui de ces collines qui paraissent se précipiter dans l'Océan comme la ville de Valparaiso elle-même. Le port a conservé – pour ceux qui aiment rêver à l'époque héroïque de la marine à voile, des cap-horniers encore couverts des écumes des tempêtes, des boîtes à marins devinées dans la brume – tout son exotisme d'antan. C'est la ville des aventuriers et des tempêtes. Mais, comme toute la bonne société, les parents d'Allende résident tout à côté du grand port, dans la coquette station de Viña del Mar. Ici, par opposition à l'activité austère du grand port voisin tout est douceur de vivre pour ceux qui en ont les moyens, à l'image de ces riches commerçants anglais qui dominèrent longtemps l'économie de la région. La bonne société se fréquente, organise des soirées mondaines. Le jeune Salvador connaîtra ainsi toutes les familles qui « comptent » dans le Chili des années 1920.

Cela explique la grande facilité qu'aura toute sa vie Allende dans ses contacts avec toutes les classes sociales, y compris les plus élevées. Contrairement à d'autres jeunes révolutionnaires, issus pourtant du même milieu que lui, il n'essaiera jamais de traduire ses idées avancées par une tenue vestimentaire négligée ou se voulant romantique. Il aime être bien vêtu, parfois avec une certaine recherche non dénuée d'audace. Dans l'exercice de ses fonctions ministérielles, sénatoriales ou présidentielles il sera même très exigeant pour lui-même en matière de sobre élégance. Mais il mettra fin à certaines coutumes jugées d'un aris-

1. Dans son premier discours à Valparaiso en tant que Président, le 5 janvier 1971, il dira même : « Je vous parle en tant que Président du Chili, natif de Valparaiso. »

toocratie quelque peu désuet : le costume de ville remplacera le smoking obligatoire dans la cérémonie d'ouverture des sessions parlementaires quand il sera élu président du Sénat en 1966.

C'est dans le même ordre d'idées que se situe l'épisode de son service militaire. Ayant terminé avec une année d'avance ses études secondaires au lycée Eduardo de la Barra à Valparaíso il devance l'appel pour rejoindre la caserne de Viña del Mar qui comme il sied à une ville aussi huppée, abrite un régiment de cavalerie. Un an plus tard il est lieutenant de réserve.

Les condisciples qui partagent ses convictions s'étonnent. Les idées anarchisantes influencent alors la jeunesse universitaire et personne ne sera surpris d'apprendre que la plupart des lycéens préfèrent attendre l'inévitable feuille de route tout en espérant au fond d'eux-mêmes pouvoir passer entre les mailles du filet grâce à une exemption de dernière heure. Nombre de ses amis ne manquent pas avec malice d'expliquer qu'Allende, dont le penchant pour le beau sexe est déjà connu, veut ajouter à ses propres attraits celui de l'uniforme. Salvador pour sa part estime qu'il ne doit pas profiter de sa situation sociale pour se dérober alors que les jeunes paysans et les ouvriers, faute d'appuis, doivent faire impérativement leur temps sous les drapeaux, dans des conditions beaucoup plus dures. Mais il est aussi tenté par la vie rude et sportive d'un régiment d'élite et par la possibilité d'y rencontrer des êtres issus de tous les secteurs de la société chilienne.

De toute manière une personnalité, comme celle d'Allende, qui sera pendant près de quarante ans sur l'avant-scène de l'actualité de son pays, ne peut manquer d'être critiquée sur

tout ce qui peut apparaître comme des contradictions entre son attitude politique et sa manière d'être et de vivre.

Ces critiques ou ces suspicions ne modifient pas sa ligne de conduite essentiellement marquée par une grande simplicité et une rectitude jamais prises en défaut. Il prend parfois un malin plaisir à mettre en déroute ses ennemis qui n'hésitent pas à utiliser la calomnie. C'est l'épisode, bien connu de tous les Chiliens, du voilier *El Huaso*. Salvador aime partir en mer, dès que ses nombreuses activités lui en laissent le loisir, sur un petit voilier de type « Vaurien », qu'il a baptisé *El Huaso*. La propagande de la droite le transforme soudain, en pleine campagne présidentielle, en un yacht luxueux utilisé par le candidat des forces populaires pour des croisières raffinées avec ses amis de l'aristocratie. « Et voilà comment on te trompe, peuple chilien » disent en substance les journaux de la chaîne *El Mercurio*. Allende laisse dire et attend un grand rassemblement sur la place de la Constitution à Santiago. Il fait alors flotter son « yacht » sur l'une des fontaines de la place devant des dizaines de milliers de Chiliens, faisant sombrer dans le ridicule ses calomniateurs. La propagande adverse ne parlera plus du *Huaso*. Mais elle n'abandonnera jamais son objectif consistant à tenter de déconsidérer celui que la gauche chilienne reconnaît comme son meilleur représentant. Après sa mort, les thuriféraires de la junte poursuivront leur sale besogne.

Salvador Allende, surtout dans les dernières années de sa vie, se passionne pour la peinture. Au fait de tout ce qui se passe dans le monde en la matière, il s'intéresse particulièrement aux artistes latino-américains et s'efforce de découvrir et d'encoura-

ger les jeunes talents chiliens. Nombreux sont les peintres qui, soutenant son action, lui envoient des toiles dédiées. Cette importante collection, détruite ou dispersée par les putschistes de septembre 1973, est prétexte à une campagne orchestrée sur le thème d'une scandaleuse appropriation par Allende des biens de la nation.

Des calomnies de la même veine sont répandues à propos de sa collection, admirable, de statuettes et céramiques précolombiennes connues sous le nom de *huacos*. Ces créateurs indigènes, ignorants de la pudibonderie que vont implanter les très catholiques conquistadores, se montrent très généreux dans les détails anatomiques. Il n'en faut pas plus pour que l'on parle de la « collection de figurines pornographiques du chef marxiste » ! Voilà à quoi se résume l'art précolombien pour ces militaires ignares qui ont eu la prétention de régenter l'université chilienne.

Le père d'Allende, Salvador Allende Castro, est un avocat en renom, ami intime du futur président Arturo Alessandri Palma, célèbre tribun populiste. Aimant la bonne compagnie, la bonne chère et le bon vin, il s'essaye volontiers dans ses moments de loisir à la poésie politico-satirique et à la guitare créole. Laura Gossens, sa mère, descendante d'une famille toulousaine, est connue pour sa beauté. Elle est un facteur d'équilibre au sein d'une famille sans cesse débordée par les enthousiasmes du père. Mais elle n'en est pas moins une femme de caractère, qui prend en mains l'éducation de ses enfants en créant une école à Viña del Mar tout en veillant à la bonne marche des activités professionnelles de son bouillant mari. Catholique pratiquante alliée à une famille où les traditions du radicalisme laïcard l'emportent, elle se trouve pourtant toujours aux côtés du plus célèbre de ses enfants. « Salvador, disait-elle aux journalistes, est un excellent fils et sera un excellent président ».

Alors que le futur dirigeant socialiste est encore enfant, son père est nommé pour représenter son pays à la commission chiléno-péruvienne à Tacna puis dans le port d'Iquique, dans le nord désertique du pays. Cette commission, siégeant dans des

villes réclamées par les deux pays est chargée, dans une atmosphère chauviniste, de préparer un plébiscite. Une solution ne sera d'ailleurs trouvée qu'en 1929.

En 1879 la guerre, dite du Pacifique, a en effet éclaté entre le Chili d'une part et le Pérou et la Bolivie de l'autre, pour la possession de ces territoires arides et écrasés de soleil mais riches en salpêtre. En 1881, le traité d'Ancon donne au Chili vainqueur des territoires boliviens et péruviens, certaines villes comme Tacna et Iquique, occupées par les troupes chiliennes, demeurant contestées. Le salpêtre devient alors la principale source de richesse du Chili. Connue dans le monde, à partir du milieu du XIX^e siècle, comme le plus riche des engrais, le salpêtre va assurer d'appréciables entrées en devises. Les grandes puissances, la Grande-Bretagne en particulier, sont prêtes à se battre jusqu'au dernier Chilien pour la possession de ces gisements. De véritables camps de concentration de main-d'œuvre se sont organisés dans ces steppes hostiles à la vie humaine. L'industrie chimique fait aussi son apparition. Il y a entre 100 000 et 150 000 ouvriers à la « belle époque » de l'exploitation manuelle du salpêtre. Elle est aujourd'hui très mécanisée et la découverte de l'élaboration synthétique d'un produit similaire a réduit très largement la place des nitrates dans l'économie et les exportations chiliennes. Cette place va ensuite être tenue par le cuivre : la première compagnie nord-américaine s'installe à Chuquicamata en 1911, trois ans après la naissance de Salvador Allende, dans cette même région du Norte-Grande désertique.

C'est donc à Tacna et à Iquique que Salvador connaît ses premières années d'écolier. En 1918 il suit ses parents à Valdivia, son père venant d'y être nommé chef de la Défense de

l'État. Dans toutes ces villes, l'influence des garnisons est dominante. Dans le Nord, parce que les suites de la guerre du Pacifique créent un climat de mobilisation permanente. Dans le Sud, parce que la province de Valdivia est habitée par une forte minorité germanique préservant farouchement ses coutumes et sa langue, les imposant au besoin. Salvador Allende a toujours ressenti comme une offense à sa patrie ce refus méprisant et persistant d'intégration. Surtout quand la plupart de ces germano-chiliens adopteront avec agressivité les thèses nazies et financeront des publications à la gloire de Hitler.

Au terme de ces pérégrinations le jeune Salvador revient avec sa famille s'installer à Valparaiso. C'est alors un lycéen de 14 ans.

Il a un frère aîné, Alfredo et deux sœurs, Inès et Laura. Si les relations avec le premier, célibataire endurci et totalement en marge des luttes sociales et politiques, se limiteront aux indispensables relations familiales, il sera, en revanche, très profondément lié avec les secondes.

Inès, qui précédera son frère de quelques semaines dans la mort a hérité de sa mère une grande beauté quelque peu altière. Elle épouse l'un des fondateurs du Parti socialiste qui est maire de Viña del Mar et sera, sous la présidence de Pedro Aguirre Cerda, sous le Front Populaire, ambassadeur au Canada. La Reine Juliana de Hollande qui y est réfugiée pendant la guerre mondiale s'est liée d'amitié avec Inès qui se plaisait à fréquenter le monde de la politique, des lettres et des arts. Inès éprouve à l'égard de son frère une grande dévotion. Veuve très tôt, elle est très fière de ses garçons qui connaîtront tous une belle réussite professionnelle.

Dans sa jeunesse Laura n'est pas attirée, comme Inès, par le monde de la politique lui préférant la vie sociale de Viña del Mar dont elle est même élue « reine de beauté ». Mais le revirement sera total et elle se consacre plus tard toute entière aux luttes menées par le Parti socialiste dont elle est élue député.

Dotée d'une invraisemblable capacité de travail elle s'efforce, avec détermination, de résoudre les problèmes des électeurs de sa circonscription, l'une des plus déshéritées de la banlieue de Santiago. Son travail idéologique complète toujours son action d'assistante sociale qui n'a rien de commun avec celle prodiguée par les dames patronnesses de la Démocratie chrétienne.

Après le coup fasciste elle est aussi l'objet d'une ignoble campagne de presse d'autant plus forte que son fils, Pascal-Andrès, est l'un des leaders du MIR, l'organisation d'extrême gauche. Cruellement frappée par la maladie, elle n'en sera pas moins emprisonnée. Elle devra plus tard s'exiler.

La famille Allende, si elle appartient à la bourgeoisie, n'a cependant aucun lien avec le secteur économiquement puissant. Le parti radical représente bien cette catégorie de Chiliens qui, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, s'est dressée contre l'obscurantisme clérical, héritage de l'Espagne, et les forces conservatrices qu'il appuie. Salvador Allende aimait à rappeler que les radicaux représentaient alors les idées progressistes. Résultat d'une scission du Parti libéral intervenue en 1858, le Parti radical va peu à peu représenter les intérêts d'une classe moyenne en voie de formation. Dès 1888, il se prononce pour la séparation de l'Église et de l'État, l'établissement de l'enseignement primaire gratuit, laïc et obligatoire, l'amélioration de la situation légale de la femme etc. Au XX^e siècle trois radicaux se succèdent de 1938 à 1952 à la présidence de la République. Des scissions successives le diminuent d'autant que d'autres partis comme la Démocratie chrétienne vont occuper sa place sur l'échiquier électoral. Mais le parti en tant que tel, resté fidèle à son engagement dans l'Unité populaire, et ses membres partageront avec les autres militants les tortures, la prison, l'exil.

Le père de Salvador est radical. Mais c'est sans conteste le

grand-père paternel du futur président, le Docteur Salvador Allende Padin, à l'imposante chevelure et barbe rousses, qui établit la tradition politico-philosophique de la famille. Son petit fils parlera toujours de lui avec respect et admiration. Et il est certain que son exemple influencera les choix de sa vie de manière décisive.

Homme politique, le docteur Allende Padin est successivement député de Santiago, dès 1876, vice-président de la Chambre et sénateur de la province d'Atacama, fief traditionnel du Parti radical. Révolutionnaire pour son temps, il fonde la première école laïque du Chili et mérite le surnom qui se veut infamant d'« Allende le Rouge ».

Médecin célèbre il joue un rôle de premier plan dans la fameuse guerre du Pacifique. Chargé d'organiser les services sanitaires des troupes en campagne son esprit inventif fait merveille. La bataille se joue en terrain désertique, sous un soleil de feu, l'armée disposant du meilleur équipement sanitaire met de son côté un atout majeur.

Il n'est guère douteux que la nature de l'engagement politique de son grand-père influe sur le jeune Salvador. Militant actif dans le mouvement étudiant à la fin des années 1920, il choisit sans hésiter la voie du socialisme, idéologie à peine soupçonnée dans le Chili agraire qu'a connu le Dr Allende Padin. Mais, devenu président du Chili, Salvador Allende continuera d'affirmer qu'il se considère un peu comme le continuateur, dans la logique de son temps, d'une tradition dont son grand-père a été l'initiateur.

Cet exemple il le suit aussi dans le choix de sa carrière. Jeune médecin, il fonde à Valparaiso *La Revue de Médecine*

sociale. Son activité militante déterminant toujours sa démarche professionnelle, il élabore une vaste étude sur les conditions de la Santé publique dans le pays dont les principaux éléments permettent la publication d'un ouvrage intitulé : *La Réalité Médico-Sociale au Chili*. C'est la base de son programme quand le président Aguirre lui confie le ministère de la Santé, puis quand, parlementaire, il fait adopter de nombreuses lois : création du Service national de la santé, organisation du Collège des médecins, statut du médecin fonctionnaire... Il devra lutter pied à pied pendant 25 ans pour imposer, malgré les compagnies d'assurances privées, la loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Dès son installation à Valparaiso il est un collaborateur régulier du *Bulletin médical du Chili* et occupe même, pendant cinq ans, la présidence du Collège des médecins.

Le Collège des médecins, tombé comme dans tant de pays entre les mains de praticiens dont l'appât du gain est l'unique raison d'exercer, constitue pendant les trois années de la présidence Allende l'une des structures qui mène le combat le plus acharné contre l'Unité populaire. Bien des médecins se transforment, au lendemain du coup d'État, en délateurs de leurs confrères de gauche qu'ils envoient à la torture et parfois à la mort. Allende n'est hélas pas parvenu à communiquer au corps médical la foi et la générosité qui l'habitent.

Comme son grand-père, Salvador Allende fut, jusqu'à sa mort, un franc-maçon du Grand Orient du Chili. Le docteur Allende Padin a même été Grand maître de l'Ordre.

Cette appartenance, le leader socialiste dut la défendre au sein de son propre Parti. Les organisations ouvrières se réclamant du marxisme scientifique se sont toujours défiées de la maçonnerie. Elles mettent en cause un certain élitisme qui aboutirait en fait à un élitisme de classe (au Chili la maçonnerie était dominée par des personnalités radicales), son goût du secret, son rituel jugé au mieux désuet, au pire grotesque. Le communisme international interdira même à ses membres d'appartenir à la franc-maçonnerie.

À ceux qui demandent que soit instaurée l'incompatibilité entre l'appartenance au Parti socialiste et à la franc-maçonnerie, Salvador Allende répond par de solides arguments qui lui permettent toujours de faire reculer ses contradicteurs du moment. Mais il y eut toujours peu de francs-maçons dans son parti.

Il rappelle d'abord que les Loges maçonniques ont été l'organisation civile qui appuya le mouvement d'indépendance de l'Amérique latine. En 1812, sont créées les loges lautarines à

Buenos Aires, du nom du chef indien araucan Lautaro, héros des combats contre les Espagnols. Tous les *libertadores* étaient maçons : Bolivar, Sucre, San Martin, O'Higgins... La maçonnerie chilienne est l'héritière des loges lautarines.

En quoi les concepts de Liberté, Égalité, Fraternité peuvent-ils s'opposer au marxisme ? Perfectionner l'homme et la société, parvenir à la connaissance par la désaliénation de l'homme, ces objectifs ne peuvent, dit-il, qu'être communs au socialiste et au maçon. Certes il lui faut aussi défendre ses conceptions parmi ses frères : l'Égalité ? Elle ne peut exister en régime capitaliste ; pas plus que la Fraternité tant qu'il y a exploitation de classe ; quant à la Liberté authentique c'est une chose concrète, non une abstraction et son instauration dépend aussi de la libération économique et sociale.

Aussi Allende prône-t-il une adaptation des concepts maçonniques proclamés au XVIII^e siècle, alors que même les esprits les plus éclairés ne pouvaient concevoir une désaliénation concrète. Il réfute enfin l'argument selon lequel seuls les bourgeois fréquentent les loges maçonniques. Il est en effet convaincu de bien travailler pour le socialisme en amenant aux côtés de la classe ouvrière, des secteurs progressistes et démocratiques de la classe moyenne, des techniciens de valeur, des intellectuels.

Disons pour terminer sur ce point que, maçon fidèle, il ne sera jamais cependant un passionné de symbolisme, d'ésotérisme, de métaphysique comme nombre de ses frères. Il est maçon par tradition politique ou plutôt parce qu'il juge que c'est là un engagement aussi significatif que celui qui l'a amené à adhérer au socialisme et à adopter la dialectique marxiste

comme méthode d'analyse historique. Sa double fidélité est vécue comme une complémentarité dans l'engagement.

Un an après la mort de Salvador Allende, une loge portant son nom fut créée au Grand Orient de France, à l'initiative de jeunes maçons.

Voilà donc Allende de retour à Valparaiso après une enfance vagabonde qui, en lui donnant la mesure de la variété de son pays, contribue à faire de lui un homme d'État complet, parce que prenant en charge les problèmes très divers de toute la nation.

Au lycée Eduardo de la Barra, l'image qu'il a laissée à ses condisciples est celle d'un élève doué d'une mémoire prodigieuse et d'un sportif émérite.

Sa mémoire est sans faille. Il aime, lui-même, rappeler que c'était pendant les dix minutes de récréation qui précédaient les cours qu'il apprenait ses leçons avec la complicité d'un camarade, Cubillos, qui les lui expliquait rapidement. Il obtenait néanmoins d'excellentes notes dans la plupart des matières. Cubillos deviendra par la suite un professeur célèbre de la faculté de médecine de Santiago.

Avant de prononcer un discours, il réunit ses collaborateurs et quelques amis techniciens et discute avec eux des points qu'il veut traiter, sans véritable ordre semble-t-il. Mais son cerveau doit opérer pour sa part un classement minutieux car, dans son discours apparemment improvisé, aucun détail n'est omis et

l'ensemble paraît résulter d'une construction parfaitement harmonieuse.

Le sport est l'une de ses grandes passions. Il est champion universitaire dans nombre de disciplines athlétiques, se montrant particulièrement doué dans le lancement du poids et la natation. Malgré sa grande myopie qui, en la circonstance, constitue un sérieux handicap, il pratique la boxe avec succès. Lieutenant de cavalerie, il devient aussi un excellent cavalier et il est très habile à manœuvrer un voilier. Il n'abandonnera jamais les exercices physiques, même quand il assumera les plus hautes fonctions, ne manquant jamais une occasion pour marcher longuement à pied, pédalant chaque matin sur une bicyclette fixe. Il est un adepte fidèle du yoga. Il aime aussi beaucoup conduire, très vite, ses réflexes étant excellents.

Salvador Allende jouit d'une robuste constitution. Ses larges épaules, son cou puissant, sa cage thoracique très développée le font apparaître comme plus petit qu'il n'est en réalité. Sa taille est en effet supérieure à la moyenne et son allure sportive lui donne parfois un air presque martial. Sa démarche toujours alerte et assurée il va, quand il n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, la main droite dans la poche du pantalon, avec un léger balancement d'épaules qui contribue à rajeunir sa silhouette. Cheveux noirs, légèrement bouclés, avec des reflets roux, un front large, une mâchoire carrée et volontaire peuvent lui donner un air dur quand il le souhaite. Mais son sourire est toujours aimable et bienveillant sous sa petite moustache grisonnante.

Manquer de respect à sa personne ou à la fonction qu'il

occupe relève d'une témérité à laquelle peu se sont risqués. C'est ainsi qu'en 1952 il affronte sa première campagne présidentielle dans des conditions très difficiles, certain de ne réunir qu'un nombre de voix plus que modeste. Dans ce contexte il a une altercation verbale au Sénat avec un jeune parlementaire radical réputé pour son éloquence. Ayant exigé des explications qui ne viennent pas il provoque le jeune homme en duel au pistolet. Il se déroule fort heureusement sans conséquence fâcheuse.

À ses amis qui lui reprochent une conduite inconséquente pour un homme de gauche, il rétorque que dans une société où l'on n'a pas encore changé l'ordre des valeurs, il convient que chacun apprenne à le respecter pour ce qu'il représente. « Personne ne doit pouvoir m'insulter impunément ! » On se le tient désormais pour dit. Le jeune sénateur radical en question est l'un de ceux qui contribueront plus tard à son élection à la présidence du Sénat et, sous le régime de l'Unité populaire, il se verra confier une importante ambassade. On se souvient peut-être que Jean Jaurès lui-même, pour des raisons identiques, croisa le fer par deux fois avec des adversaires irrévérencieux.

Plus probante que cette anecdote, l'attitude du président Allende dans l'incident de *Lo Hermida* démontre son courage et sa force de caractère. *Lo Hermida* est un faubourg populaire de la périphérie de Santiago. 60 000 personnes s'y entassent dans des logements précaires de style bidonville. Une *poblacion*¹. Dans des conditions mal définies, la police civile intervient, avec une brutalité inusitée depuis l'accession

1. Terme donné aux quartiers populaires de villes chiliennes. Leurs habitants sont les *pobladores*.

d'Allende à la présidence, tuant un habitant et en blessant plusieurs autres. La provocation n'est d'ailleurs pas exclue, les chefs du secteur étant les mêmes depuis le régime démocrate-chrétien de Frei. L'extrême gauche s'empare de l'incident et une atmosphère très lourde s'installe dans le faubourg. Allende n'hésite pas. Dès le lendemain matin il se rend sur les lieux ; abandonnant son escorte à l'entrée du quartier, il y pénètre seul, avec son aide de camp, empruntant dans un silence hostile ses rues tortueuses. Il s'avance à pied jusqu'au siège du comité de quartier suivi par une foule de plus en plus dense. Une véritable réunion de masse s'organise, le président prenant progressivement le dessus par ses arguments, ses explications, avec une totale et brutale franchise. En fin de compte le peuple le raccompagne sous les bravos. Quelque chose a changé pour ces hommes et ces femmes. Le *Compañero presidente* est passé par-dessus les procès-verbaux et la bureaucratie. On sait qu'il ne se laisse pas bernier. C'est bien « leur » président. Les chefs de la police du secteur sont d'ailleurs déplacés.

Tel est Allende, courageux, tout d'une pièce quand il le faut mais aussi capable d'habileté et de souplesse quand il pense que c'est l'intérêt de la cause qu'il défend.

Allende a une grande qualité pour un homme politique : il sait écouter. Son interlocuteur est certain de trouver en lui un être réceptif, attentif à comprendre son point de vue. Il est d'ailleurs prêt à l'adopter s'il le juge plus sage ou plus efficace que le sien, faisant ainsi preuve d'une étonnante modestie intellectuelle. Mais il n'est pas influençable au sens commun du terme et personne n'a jamais pu se targuer, homme ou femme, de le dominer d'une manière ou d'une autre.

Il travaille en équipe, dans une ambiance que son collaborateur et ami de toujours, Miguel Labarca, n'a jamais oubliée. Chacun se sent investi de sa confiance et a à cœur de répondre avec un maximum d'efficacité. Le groupe d'intimes qui l'entoure lui reste fidèle même pendant les heures difficiles qui sont nombreuses. Allende étant la cible favorite de la droite qui ne lui ménage jamais ni attaques ni traquenards. Il doit aussi se défendre au sein de son propre parti où il est rarement majoritaire. Aussi sa faculté à susciter des fidélités solides lui est-elle d'un aussi grand secours que celle qui a fait de lui un remarquable tribun sachant se faire entendre des masses.

Il est à l'aise dans tous les milieux de la société chilienne. Infatigable, se consacrant entièrement aux autres, doté d'une

inépuisable bonne humeur, il est partout où sa présence est réclamée. Il est des hommes politiques qui, après des dizaines d'années de vie publique, acquièrent une certaine froideur face aux événements. Allende réagit pour sa part de la même manière à 60 ans que pendant sa jeunesse militante face à l'injustice, et le peuple sent la vérité de ses sentiments et de ses indignations.

Il peut fréquenter ses connaissances du monde de la bourgeoisie, de la diplomatie, de l'aristocratie même. Les opinions qu'il émet ne changent pas d'un pouce pour autant, pas plus que la ligne directrice de sa pensée politique. Une vie militante exemplaire. Recevant en tant que président du Sénat la Reine d'Angleterre, il fait un discours sans concession aucune sur la situation économique et sociale du Chili, sa situation de dépendance, le rôle néfaste de l'impérialisme qu'il soit britannique hier, américain aujourd'hui. Sans agressivité, sans manquer à son devoir de courtoisie mais avec une sereine fermeté.

C'est pourtant dans les milieux populaires qu'il se sent le plus heureux, qu'il sent vivre le véritable Chili. Que des travailleurs, des paysans l'invitent à partager leur repas au cours d'une tournée ou qu'il participe à un banquet de militants, il est un hôte jovial, blagueur, ne laissant paraître à aucun moment la fatigue. C'est aussi une solide fourchette qui fait le bonheur des maîtresses de maison tant il honore les bons plats avec un enthousiasme visible et communicatif. Il a acquis des dons d'expert en cuisine chilienne et entame volontiers des discussions sur le sujet, donnant ou recueillant des avis, des conseils. Un verre de bon vin rouge chilien est

toujours le bienvenu¹. Il repart ensuite à l'action avec la même vivacité d'esprit.

Il a un secret qui explique son endurance et sa capacité de récupération : il dort et se réveille à volonté, contrôlant parfaitement son sommeil pour ouvrir les yeux au moment où il l'a décidé. D'autres hommes célèbres, Napoléon ou Churchill bénéficièrent semble-t-il de la même faculté. Allende utilise tous les moments de répit que lui laisse sa vie trépidante pour voler un peu de sommeil que ce soit en voiture, en avion ou en train, mais aussi durant un fastidieux débat parlementaire s'il n'a pas à intervenir. Dans ces cas-là il lui arrive de mettre préventivement des lunettes à verres teintés. « La seule chose difficile, dit-il avec bonne humeur, c'est de ne pas ronfler »².

Alors, naturellement, il surprend tout le monde en se levant invariablement tôt alors qu'il est rarement couché, par la force des choses, avant une heure fort tardive. C'est incontestablement un avantage sur ses adversaires que d'être le premier à la tâche.

Il profite d'ailleurs totalement de son repos, aucune circonstance aussi angoissante soit-elle ne l'empêchant de se retirer du monde le temps de reprendre des forces pour revenir en scène plus fort et plus disponible.

1. Mais il savait aussi apprécier un vieux whisky ou une coupe de bon champagne.

2. Son voisin était chargé de le secouer dans une telle éventualité.

Désireux d'être au courant de tout, Allende lit beaucoup. Jeune médecin, il ne manque pas de se tenir informé de l'actualité médicale alors qu'il mène déjà une vie de militant actif. Mais, naturellement, la vie politique chilienne et internationale n'a aucun secret pour lui et il surprend ses interlocuteurs étrangers par sa connaissance détaillée des événements. Il ne se désintéresse pas pour autant de la littérature et a toujours un livre de chevet qu'il dévore le matin, avant de se lever. Même quand il sera investi des hautes fonctions de président du Sénat ou de premier magistrat de la République, il ne manquera jamais ce rendez-vous matinal.

Dans sa jeunesse il a lu les œuvres de tous les grands auteurs révolutionnaires : Marx et Engels, bien sûr, mais aussi Lénine, Trotsky et Bakounine. Il lui arrive de citer à l'appui de ses raisonnements l'un ou l'autre de ces auteurs, mais il déteste toute forme de dogmatisme. Allende, socialiste de tradition orale, nous a laissé des discours d'une grande richesse politique, des textes d'interviews très instructifs tel celui qui fait l'objet du livre de Régis Debray *Entretiens avec Salvador Allende*, mais il ne nous lègue aucun ouvrage théorique. Son goût de l'action et du concret l'a toujours emporté sur l'écrit.

Lycéen, il a pris l'habitude d'aller, après les heures de classe, passer de longs moments auprès d'un personnage haut en couleurs, cordonnier de son état et anarchiste de conviction, Juan Demarchi. Comme dans l'Argentine voisine les idées anarcho-syndicalistes ont pris une place non négligeable au Chili du début du XX^e siècle avant de s'estomper au profit d'un syndicalisme davantage teinté de marxisme. Quoi qu'il en soit c'est certainement dans la modeste échoppe de son ami cordonnier que Salvador Allende apprend à s'intéresser aux mouvements sociaux et aux luttes ouvrières. Demarchi lui fait découvrir notamment Bakounine. Italien d'origine, le cordonnier lui narre ses aventures de révolutionnaire en Europe.

Mais l'échoppe ne devient pas seulement un centre d'éducation ouvrière. Le jeune Salvador y fait l'apprentissage du jeu d'échecs et le goût pour cet exercice de réflexion et de concentration ne le quittera jamais. Il arrive que l'homme d'action fasse place au joueur après le dîner et quelques minutes de sommeil réparateur dans le fauteuil de son cabinet de travail. Miguel Labarca nous raconte qu'il se met alors à aligner les pièces sur l'échiquier avant de lancer un défi aux collaborateurs présents, prenant un plaisir évident à gagner avec facilité, même quand un invité s'avère un adversaire de taille. Le président a eu recours avec plus de fréquence que d'habitude à ce dérivatif à sa vie agitée, au cours des semaines qui précèdent le soulèvement armé.

Alors qu'il est absorbé dans des parties acharnées, Allende aime sentir autour de lui la présence de ses chiens. Ils occupent une place importante tant dans ses domiciles successifs à Valparaiso ou Santiago, qu'à la résidence présidentielle de

Tomas Moro. Dans son quartier ou dans les jardins, Allende ne manque jamais de les promener avec tendresse même à des heures fort avancées de la nuit. Ce ne sont pas de minuscules toutous d'appartement, mais des chiens aux dimensions respectables qui déambulent comme en pays conquis dans les pièces, sans souci du protocole ou des conversations importantes que le maître de céans peut avoir dans son bureau.

Ainsi cet homme entièrement voué à la cause publique, allant de meeting en congrès, dominant la tribune du Sénat, se lançant avec détermination dans toutes les grandes batailles politiques, parcourant les continents, prêt à affronter toutes les tourmentes du monde, cet homme tient à préserver un cadre intime où il se réfugie brièvement avec les siens, parents, amis, animaux familiers.

Le temps de reprendre son souffle un instant et il repart au combat qui est sa vie et son espérance.

Il est un personnage particulièrement cher au cœur de Salvador Allende, sa nourrice, cette « mama » qui répond au prénom de Rosa. Dans l'Amérique latine du XIX^e et du premier quart du XX^e siècle, la « mama » est une figure que l'on retrouve fréquemment dans la littérature. Les naissances se succédant de très près, les familles traditionnelles font appel pour les aider à élever leur progéniture à de jeunes campagnardes; il arrive que ces dernières s'attachent à l'enfant qui leur est ainsi confié au point de l'aimer d'un amour exclusif. La nourrice de Salvador est de celles-là.

« Mama Rosa » suivra toute la carrière de son enfant avec une admiration inconditionnelle, celui-ci l'entourant en retour d'une tendresse fidèle. Il ne manque jamais de la faire participer à tous les événements de sa vie, tant d'ordre familial que politique. Ayant pris des dispositions pour qu'une parente, dont il doit hériter, lègue ses biens à « Mama Rosa », celle-ci peut jouir pendant de longues années d'une petite maison de campagne aux environs de la capitale avant de s'éteindre, octogénaire, en 1972.

Salvador Allende lui rend visite avec régularité, heureux de revoir sa « Mama Rosa », retrouvant sa protection loin du

monde impitoyable de la politique. Ces liens entre l'homme célèbre et la vieille dame finiront par être connus et les gens du village entourent cette dernière de beaucoup d'affection.

Quand « Mama Rosa » se meurt, Salvador Allende, alors président de la République, se trouve à son chevet et retient sa main jusqu'au dernier moment.

Il allait lui survivre un an.

« Camarade Allende, ton peuple ne vacillera pas. Il poursuivra ta lutte. Il rendra justice à ton sacrifice... » Dans la grande salle de la Bourse du Travail de Paris, devant une foule saisie par l'émotion, Isabel Allende¹ se dresse, pathétique. Jamais paroles d'orateur ne sont venues du cœur comme cet après-midi d'octobre 1973 où le peuple de Paris est venu clamer une nouvelle fois sa solidarité au peuple frère du Chili, dire à la plus jeune des filles de Salvador Allende qu'elle n'est pas seule à se battre, qu'elle ne sera jamais seule, qu'on n'assassine pas un président soutenu par la volonté populaire sans attenter aux droits de tous les hommes libres du monde.

Chaque mot d'Isabel porte. Les parisiens, d'une seule voix, lui répondent par cette invocation qui est un serment : « Chile! Chile! Chile! Solidaridad! » Isabel, toute beauté et résolution, ses grands yeux verts embués, appelle le disparu par le rituel : « Compañero Salvador Allende! Presente! ». Oui, il est là, avec tous ceux qui n'oublieront jamais le crime du 11 septembre.

J'ai vu Isabel Allende la veille. Elle est accompagnée de celui qui est alors son mari et de Régis Debray, et vient de s'entretre-

1. Aujourd'hui présidente de la Chambre des députés.

nir avec François Mitterrand. Je lui raconte brièvement mon séjour au Chili d'où je reviens à peine, notre aventure sur la tombe de son père. Elle m'écoute, les lèvres serrées, comme prête au combat.

Ce combat, elle l'a poursuivi pendant les années passées loin du pays. Rien n'entamera sa détermination avec ses compatriotes tapis dans l'ombre et ceux qui partagèrent son exil. En 1990, elle reprit sa place de militante dans son pays. Depuis, le peuple lui renouvelle régulièrement sa confiance.

Sa sœur, Beatriz, « la Tati », socialiste passionnée de l'œuvre du père auprès duquel elle eût aimé rester jusqu'au bout au Palais de La Moneda (il la contraindra à partir), ne supporta pas un sentiment passager d'impuissance. Elle se donna la mort dans son exil cubain.

Hortensia Bussi, l'infatigable épouse, « La Tencha », surmontant la cruauté de toutes les épreuves, ne s'est jamais résignée au rôle de veuve éplorée. Elle n'a jamais cessé de combattre avec l'orgueil des justes.

Les Latino-Américains aiment à transformer noms et prénoms en surnoms dont on a parfois du mal à discerner l'origine. Les Chiliens n'y échappent pas. Les Mexicains appellent tous les Francisco, « Pancho », les Chiliens appellent les Luis, « Lucho » (prononcer Loutcho); parfois aussi un personnage se voit affublé d'un nom tiré du langage populaire sans que l'on sache souvent quelle en est la raison.

Salvador Allende n'a pas de surnom comme homme politique, mais ses proches et ses relations sociales l'appellent familièrement « el Chicho », sans vulgarité aucune, avec un sourire de sympathie complice.

Les « Chichos » sont cinq. Le père, la mère Hortensia Bussi et trois filles : Carmen Paz, l'aînée, Beatriz, la cadette, et Isabel, la benjamine. Après l'assassinat du président, les quatre femmes partent en exil. Hortensia Bussi, Carmen Paz et Isabel à Mexico, Beatriz auprès de son mari, fonctionnaire cubain, à la Havane.

C'est un tremblement de terre qui provoque la rencontre du futur président et de sa femme. Ces catastrophes frappent trop fréquemment le Chili. On en dénombre plus de trois cents depuis la conquête du pays par les Espagnols. Certains

sont meurtriers quand l'épicentre se trouve dans une région très peuplée. C'est le cas de celui qui ravage de nombreuses provinces en janvier 1939. Il cause la mort de dix mille personnes. Jeune ministre de la Santé publique du président Pedro Aguirre Cerda, Salvador Allende se trouve à une tenue maçonnique. Chassé du temple par la violence de la secousse, il rencontre dans la rue une jeune professeur d'histoire avec qui, les circonstances aidant, il entre en conversation. Ils la poursuivront pendant plus de 34 ans.

Quand son mari est président de la République, Hortensia déploie un labeur intense à ses côtés, le secondant notamment dans ses activités sociales. Elle consacrera ensuite toutes ses forces, de réunion en réunion, de pays en pays, à défendre l'Unité populaire et la mémoire de son mari, et contribuera de manière active à la lutte contre la Junte militaire. Elle vit aujourd'hui dans son appartement de Santiago.

Pour ses trois filles, Salvador Allende est autant un camarade qu'un père. Il aime, nous dit-on, jouer avec elles et leur communique son indéclinable joie de vivre. Il n'est jamais autoritaire avec ses enfants, les laissant librement faire leurs propres expériences. Tout en se préoccupant, avec discrétion et efficacité, de leurs études qu'elles réussissent d'ailleurs toutes trois fort brillamment.

L'aînée, Carmen Paz, est la moins « politique » de la famille. Elle ne s'exilera pas moins, avec son mari et ses enfants. Elle y exercera son métier, celui de maîtresse d'école maternelle.

Beatriz, la seconde, entre au contraire très vite dans la vie militante, à l'Université de Concepción, la plus remuante du pays. Cela ne l'empêche pas de terminer, très jeune, comme l'a

fait son père, ses études de médecine. Pendant les trois années de l'Unité populaire, elle fait partie du secrétariat privé du président, donnant l'exemple par son travail acharné. « Tati », a, après un premier mariage, épousé un diplomate cubain, et c'est dans des conditions épouvantables qu'elle quitte le pays avec les collègues de son mari. Elle est alors enceinte de son premier enfant et, pendant le siège de La Moneda, est demeurée aux côtés de son père jusqu'à ce que celui-ci l'oblige à partir.

Sa disparition laisse un grand vide dans les rangs du Parti socialiste.

On a vu Isabel à Paris, appelant à la lutte et à la solidarité. « Chabela » est sociologue de formation et épousa un jeune et brillant professeur d'université ; jeune maman pendant la période de l'Unité populaire, elle se consacre à la recherche dans la bibliothèque du Congrès et à l'enseignement. Elle rejoint aussi son père ce 11 septembre 1973 à La Moneda, mais est obligée, comme « Tati », de partir peu avant le bombardement aérien qui va précipiter le drame.

Ainsi, c'est d'abord parmi les siens que Salvador Allende a inspiré un amour vrai et une invincible fidélité.

En 1932, se produit au Chili des événements qui aboutissent à une normalisation de la vie publique très instable depuis 1891, instabilité qui vient encore de s'aggraver par les répercussions très sensibles dans le pays de la crise des années 1930. Une dictature, celle du général Carlos Ibañez del Campo, a marqué la fin des années 1920; il y a ensuite un gouvernement de la droite la plus typée, celui du président Montero qui provoque un coup d'État de gauche et l'avènement très éphémère d'une « République socialiste ».

Salvador Allende prend part à ces événements et, lors de la chute de la « République socialiste », il est arrêté et incarcéré. C'est dans sa prison qu'il apprend que son père se meurt. Amputé d'une jambe, la gangrène se déclarant dans l'autre, il a le temps de dire à ses enfants qu'il ne leur lègue aucun bien matériel, seulement une éducation propre et honnête. Il meurt en juillet 1932. Avant de retourner à la prison, Salvador prononce l'oraison funèbre qu'il termine en jurant de consacrer sa vie à la lutte sociale. Salvador Allende vient d'avoir 24 ans. Il a tenu, et au-delà, ses engagements.

Salvador effectue ensuite son internat dans un hôpital de Valparaiso. Fiché comme révolutionnaire, il a rencontré de

grosses difficultés pour se faire admettre comme interne. Il s'est présenté à quatre concours et bien que seul candidat, il est rejeté. Il doit alors se résigner à entrer comme assistant d'anatomie pathologique. Ce premier travail est très pénible, puisqu'il doit pratiquer essentiellement des autopsies.

Ce n'est pas faute d'avoir été un étudiant brillant. Travaillant auprès d'un professeur célèbre, Muñoz Pal, il a reçu le titre de docteur en médecine en 1931, avec les mentions les plus flatteuses pour sa thèse sur « Hygiène mentale et délinquance ».

Cette réussite universitaire n'est pas celle du classique étudiant barricadé derrière ses livres et ses cahiers. L'étudiant Allende est déjà l'homme d'action qui ne cessera de s'affirmer comme tel tout au long de sa vie. Avec sa vitalité et sa gaieté naturelles, il devient sans conteste le leader de sa faculté. De 1926 à 1930, sous la dictature « molle » du général Ibañez, il cumule les fonctions de président du centre des étudiants en médecine et de vice-président de la Fédération des étudiants du Chili.

Dans la vie politique de la plupart des pays latino-américains, les universités jouent un rôle de premier plan. La meilleure preuve en est l'acharnement des dictateurs à détruire ces foyers de résistance potentielle ou déclarée. La Junte chilienne a expulsé des dizaines de milliers d'étudiants, des milliers de professeurs, mis à la tête de chaque faculté des officiers d'active ou retraités disposant de tous les pouvoirs, supprimé des disciplines entières jugées subversives par elles-mêmes; expurgé soigneusement les programmes de littérature, d'histoire, d'économie...

Traditionnellement, les universités disposent d'une autonomie importante et les élections internes donnent lieu à des empoignades sérieuses entre les parties en présence. La palme de la politisation revient par exemple à l'université de Concepción où, sous le régime de l'Unité populaire, des affrontements graves se produisent entre les étudiants d'extrême-gauche et ceux du Parti communiste.

Quand Salvador Allende commence ses études, l'université passe déjà pour être le foyer des idées nouvelles et la police surveille avec une particulière attention les activités de ces jeunes.

À cette époque, ce sont les étudiants en médecine qui sont considérés comme les plus progressistes. Provinciaux pour la plupart, astreints à un travail plus dur, ils vivent dans un quartier pauvre, celui de « Independencia », dans un cadre à la Dickens, celui des hôpitaux misérables hérités de l'époque coloniale. Dans les pensions où ils s'agglutinent, nombreux sont ceux qui lisent et commentent à la veillée *Le Capital* et les ouvrages de Lénine et de Léon Trotsky. Parmi les autres étudiants, ceux de médecine jouissent d'un grand prestige et sont même entourés d'un certain respect.

Quand se produisent des événements importants, que ce soit dans le cadre universitaire ou, au-delà, dans la vie nationale, les étudiants organisent des assemblées extraordinaires qui se tiennent dans le salon d'honneur de l'école de Droit.

C'est là que Salvador Allende fait ses premières armes d'orateur, comme porte-parole des étudiants en médecine.

Son intervention est généralement déterminante. On le connaît comme élève exceptionnellement doué et son discours

est déjà clair, fixant toujours des objectifs que chacun pressentait essentiels. Mais de là à imaginer qu'il abandonne en fin de compte un avenir professionnel brillant et rentable pour les incertitudes de la vie d'homme politique, il y a un grand pas que personne ne se hasarde à franchir. Combien d'étudiants révolutionnaires finissent dans la peau de bourgeois aisés et pantouflards!

Salvador Allende ne se contente pourtant pas de lire les ouvrages des grands théoriciens marxistes. Il milite très vite, dans une organisation de jeunesse, le groupe « Avance »¹ qui se manifeste bientôt par une opposition active à la dictature du général Ibañez. C'est en tant que membre de ce groupe qu'il est même, l'espace de quelques mois, expulsé de l'université.

1. Ce groupe sera l'une des composantes qui donnera naissance au Parti socialiste en 1933.

Toute cette période est caractérisée par une grande confusion politique, économique et sociale.

La Première Guerre mondiale a permis un décollage économique limité, mais a occasionné aussi une augmentation sensible de la dette extérieure et une accentuation de la présence des États-Unis au Chili. Au point de se substituer très rapidement à la Grande-Bretagne comme puissance étrangère disposant du maximum d'intérêts dans le pays.

C'est aussi le moment où des engrais synthétiques commencent à concurrencer, de manière de plus en plus dramatique pour le Chili, les nitrates qui sont la principale ressource en devises. Les États-Unis deviennent alors les grands maîtres du cuivre.

L'agitation sociale est très forte à la veille des années 1920, les grèves succédant aux grèves.

Depuis que le président Balmaceda a été déposé en 1891 au terme d'une guerre civile, un parlementarisme chaotique a remplacé le régime présidentiel. Les crises ministérielles, devenues monnaie courante, paralysent le fonctionnement de ce petit pays qui ne compte alors que deux millions d'habitants.

Les élections présidentielles de 1920 ouvrent une étape importante qui, après bien de soubresauts, conduit à partir de 1932 à une longue période de stabilité constitutionnelle.

Un homme marque ces années : Arturo Alessandri Palma. Le jeune Salvador Allende, bien que n'ayant que 12 ans en 1920, suit les événements de très près du fait de l'amitié qui lie le futur président Alessandri à son père, Salvador Allende Castro, qui occupe d'importantes fonctions dans le Nord du pays et dans la région de Valdivia.

Arturo Alessandri (son fils Jorge sera ensuite le vainqueur par 30 000 voix de majorité de Salvador Allende en 1958, et sera battu par lui en 1970) est le type même du leader populiste avec toutes les tares et toutes les ambiguïtés que cela suppose. Il est en quelque sorte le précurseur de Vargas au Brésil, Juan Peron en Argentine et Carlos Ibañez au Chili, bien que sa destinée soit différente.

Pour bien comprendre le processus de son accession à la présidence en 1920, il convient d'analyser la situation dans le pays au moment où est livrée la bataille électorale. Elle ouvre une période décisive dans la structuration du Chili moderne.

La classe ouvrière est organisée en deux zones qui pratiquement s'ignorent. Le Norte Chico (des gisements de cuivre et des mines de charbon) et le Norte Grande, sont influencés par des syndicats de tendance marxiste qui s'insurgent contre la crise naissante du salpêtre et du chômage qu'elle provoque sentant par ailleurs peser le poids des compagnies américaines sur le cuivre. Les grèves se succèdent, sévèrement réprimées.

La province de Magellan, 4 000 kilomètres plus au Sud, pratique l'élevage extensif. Communément, on l'appelle la

Patagonie et les difficultés de communication de l'époque l'ont mise en marge de la nation ; l'Argentine lorgne alors sur ce territoire. De nombreux émigrés de l'Europe pauvre, Italiens, Yougoslaves, Espagnols, s'y sont installés. Les travailleurs, qu'ils appartiennent à la branche de l'élevage ou à celle des frigorifiques, se sont eux aussi organisés en une Fédération autonome, la Fédération ouvrière de Magellan. Ils sont anarcho-syndicalistes. Ils vivent là, dans le pays du vent et des steppes sans fin, cruellement exploités. Les propriétaires latifundistes chassent sans vergogne les petits éleveurs indigènes ; la loi protège leur pillage. Dominant le tout, une puissante société britannique, la Compagnie exploitante de la Terre de Feu est la plus grande propriétaire de terres du monde.

La répression contre les mouvements ouvriers de la région est d'une telle sauvagerie qu'elle trouve écho dans tout le Chili¹. Plus tard, ces anciens anarcho-syndicalistes feront de la région un fief du Parti socialiste et Salvador Allende sera, par deux fois, leur sénateur.

Arturo Alessandri est officiellement le candidat d'une coalition de circonstance, l'Alliance libérale, qui regroupe des scissionnistes du Parti libéral et le Parti radical dont on a vu qu'il symbolise les aspirations des classes moyennes au contrôle des affaires de l'État face au monopole que détient l'oligarchie castillane et basque depuis l'indépendance. Les prises de position laïques sont aussi au centre de leurs débats.

Mais l'élément nouveau est essentiellement le soutien apporté au tribun populiste par les organisations ouvrières, les

1. La même répression atroce frappa la Patagonie argentine et ses journaliers anarcho-syndicalistes. Un livre et un film relatent l'événement. *Patagonia rebelde*.

étudiants, les artisans et les petits commerçants. Pour la première fois, la population se sent concernée par le processus électoral, alors que les masses ouvrières et paysannes ne font que subir jusque-là les pressions de ceux qui leur imposent leur vote. Le peuple sent qu'il peut compter, peser sur la décision et cela sera déterminant pour l'avenir. En 1920, l'histoire du Chili se trouve à un tournant.

L'oligarchie sent le danger. Son représentant, un certain Juan Luis Sanfuentes fait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher l'élection d'Arturo Alessandri. Le programme de ce dernier est, pour l'époque, assez avancé. Sur le plan de la législation sociale, il prévoit la reconnaissance du droit de grève, la sécurité et l'assistance sociales, l'organisation des retraites...

Pendant la campagne électorale, travailleurs et étudiants sont durement frappés. Les procès se succèdent. Les provocations aussi. Des groupes armés, sous protection policière, mettent à sac les permanences des étudiants et des syndicats. Au nom de la patrie en danger. De nombreux responsables sont jetés en prison. Ils n'en sortiront qu'après le triomphe d'Arturo Alessandri.

Ce dernier est un orateur démagogue et sûr de lui. Sa voix porte fort et loin à une époque où il n'y a guère de micros. « Donnez-moi un balcon et je serai président de la République », a-t-il coutume de dire. Il est élu, malgré une gigantesque manœuvre de dernière heure par trop classique au Chili : une vaste mobilisation de troupes à la frontière péruvienne sous prétexte de l'imminence d'une guerre !

Ainsi réagissent les possédants pour qui tous les moyens sont bons. Arturo Alessandri est un réformateur bourgeois,

avec quelques préoccupations sociales hardies pour l'époque. Il n'est pas, il s'en faut de beaucoup, un réformiste, encore moins un socialiste. Le conservatisme ne réagit pas moins contre lui avec une violence qui n'a de précédent que la déposition du président Balmaceda en 1891, quand ce dernier voulut que l'État contrôle l'extraction et la commercialisation du salpêtre. En 1970, lors de l'élection de Salvador Allende, si les forces populaires sont plus conscientes et mieux organisées, elles trouvent aussi en face d'elles des conservateurs qui ont beaucoup appris et n'ont rien oublié. Elles font intervenir toute la puissance du capitalisme international.

Arturo Alessandri ne pose jamais le problème de l'impérialisme, malgré la publication, à la même époque, d'un livre qui fait du bruit *Chuquicamata, état Yankee*. Ce n'est pas sa préoccupation. Il conserve des liens étroits avec ses amis de l'oligarchie et ne s'attaque pas aux privilèges essentiels de la classe dominante. Il ordonne même la dissolution de toute manifestation de protestation, juggle l'action syndicale et, dans la région du salpêtre, il y a même un massacre d'ouvriers. En effet, la crise dans le Norte Grande s'est traduite par la mise au chômage de 30 000 salariés contraints d'aller se réfugier dans des *poblaciones* de la périphérie de Santiago.

Mais le président élu tente malgré tout de réaliser son programme. Or, les difficultés sont quasi insurmontables le régime parlementaire, entraîne des crises gouvernementales répétées et la tension entretenue pendant la campagne électorale ne disparaît pratiquement jamais. Le Sénat, où les forces de droite sont majoritaires, pratique une obstruction systématique, paralysante.

Les élections législatives du 2 mars 1924 s'avèrent décisives. Alessandri triomphe.

On ne peut s'empêcher de trouver des analogies avec ce qu'il adviendra cinquante ans plus tard, sous la présidence de Salvador Allende et malgré le régime présidentiel garantissant alors théoriquement une prédominance de l'exécutif. Nous verrons ce que fut, de 1970 à 1973, l'obstruction du Congrès visant à créer un vide constitutionnel propice au coup d'État. En 1973 aussi, le succès relatif de l'Unité populaire aux élections législatives accéléra l'organisation du complot.

Arturo Alessandri est déposé le 5 septembre 1924 par l'armée, sans qu'il y ait effusion de sang et il prend le chemin de l'exil. Putsch suave puisque le Congrès vote toutes les lois sociales prévues par le programme d'Alessandri, ce qui fait du Chili le pays le plus avancé en la matière du continent.

Les épisodes mi-historiques, mi-pittoresques, vont alors se succéder et faire apparaître, pour la première fois sur la scène politique chilienne, un personnage dont on a déjà parlé et dont on parlera, Carlos Ibañez del Campo. Il n'est alors que commandant et chef des officiers « jeunes turcs » vaguement progressistes. C'est un conspirateur-né dont on dira que « la seule manière d'être sûr qu'Ibañez ne conspire pas, c'est quand lui-même est président ».

Quoi qu'il en soit, le clan militaire qu'il dirige réussit un petit coup d'État pour rappeler Arturo Alessandri, le 23 janvier 1925. Pour un temps.

En effet, après avoir renvoyé de nouveau Alessandri, et au terme d'une série d'événements très embrouillés dont le seul digne de mention est l'organisation éphémère d'un mouve-

ment des mal logés auquel participent de futurs cadres du Parti socialiste (en voie de gestation), le général (il l'est devenu) Carlos Ibañez parvient à se faire élire lui-même président en 1927, sans opposition, avec 98% des suffrages.

Mais entre temps, deux décisions très importantes ont été prises par le Congrès :

- la promulgation d'une nouvelle Charte fondamentale présidentielle, rétablissant donc la prédominance de l'exécutif; celle que les démocrates chrétiens essaieront de détourner de 1970 à 1973.

- la séparation de l'Église et de l'État.

Avec la législation sociale adoptée, il s'agit donc là d'un pas en avant décisif, franchi au cours de cette année 1925 par le mouvement populaire qui a porté Arturo Alessandri et qui va désormais tenter de s'organiser de manière autonome, ayant pris conscience de sa force.

En 1925, Salvador Allende est sous les drapeaux. Il ne participe pas à ces événements mais les observe et en tire des enseignements. L'heure de l'engagement politique va sonner.

Un an plus tard, il est à pied d'œuvre à la faculté de médecine de Santiago et il est important de situer le cadre historique qui précède immédiatement son entrée dans la vie militante.

1927 : Salvador Allende, dirigeant des étudiants en médecine, membre du groupe progressiste « Avance », mène de front ses études et la lutte contre ce que l'on appelle « la dictature Ibañez ».

Cette dictature tombe en 1931, à la suite d'une grève générale. L'armée ne l'a pas soutenue. Où est alors l'officier qui affi-

chait des idées progressistes? Certes, sa dictature n'est pas sanguinaire, mais son autoritarisme est souvent brutal et les persécutions nombreuses. Les étudiants sont la principale cible de la première « présidence » Ibañez (il sera de nouveau élu en 1952, le plus constitutionnellement du monde). La Fédération des étudiants lui mène en effet la vie dure, entretenant une agitation sporadique, organisant un harcèlement continu. C'est dans ces circonstances que Salvador Allende est expulsé pendant quelques mois de l'université.

Il va prendre pleine conscience de l'ambiguïté et principalement du caractère profondément néfaste de la démarche populiste qu'Ibañez, à son tour, prétend incarner à grand renfort de démagogie.

Le régime transitoire et réactionnaire de Montero se termine le 4 juin 1932 par le coup de force qui va amener au pouvoir la très éphémère « République socialiste ». Mais auparavant, il a à faire face à un soulèvement armé dont on peut encore se demander s'il est ou non révolutionnaire. Le 1^{er} septembre 1931 en effet, une escadre de la marine chilienne, forte de 10 000 hommes, se soulève. Les initiateurs de ce mouvement sont des instituteurs faisant leur temps comme sous-officiers. Après avoir déposé leurs officiers, les mutins font connaître des revendications économiques. Ils sont écrasés une semaine après.

Bien que le PC chilien soit resté en marge des événements, on ne manquera pas de parler du rôle du Komintern, de « mutins du Pacifique », par analogie avec ceux de la Mer noire.

Cet épisode renforce de toute manière le conservatisme autoritaire des officiers de Marine chiliens qui ont, pour la plu-

part constitué un foyer de résistance tenace à tout progrès démocratique dans leur pays et qui, sous l'Unité populaire, persécutent féroce­ment les marins suspects d'avoir des idées avancées. Il témoigne par ailleurs des inquiétudes, brouillonnes mais évidentes, qui se font jour dans la société chilienne et qui vont s'exprimer avec plus de conviction avec « la République socialiste », qui a plus de conséquences que sa courte histoire peut laisser supposer.

La crise des années 1930 pèse, nous l'avons dit, gravement sur le Chili. D'autant que la mévente du salpêtre s'ajoute aux répercussions internationales. Le président Montero s'avère totalement inefficace et le triumvirat d'insurgés qui décident de le déposer réussit sans peine.

Ce triumvirat est composé de Carlos Dávila, appuyé par le chef d'une importante unité militaire, Eugenio Matte, Grand maître de la Maçonnerie chilienne et le colonel aviateur Marmaduke Grove. Le premier est un journaliste connu, politicien à ses heures, ambitieux à tout instant ; les deux autres sont liés aux milieux progressistes et modernistes de l'intelligentsia chilienne et aspirent à des changements de structure. Leur programme n'a cependant rien de révolutionnaire ; mais un certain nombre de groupes socialistes, dont le groupe « Avance », auquel appartient Salvador Allende, participent à ce complot.

Matte et Grove s'attellent aussitôt à faire appliquer une série de mesures (le programme des 50 points) qui peuvent nous apparaître aujourd'hui assez superficielles : promulgation d'arrêtés visant à mettre un terme à la spoliation des locataires et des fermiers, restitution des objets déposés à la Caisse de

Crédit populaire, crédits aux petits commerçants, aide aux ménagères... Il ne faut pas toutefois minimiser les positions anti-impérialistes : dénonciation du rôle des entreprises étrangères qui « tiennent en leur pouvoir toute l'industrie lourde de production de matières premières et une grande partie des services publics... » et des classes privilégiées qui vivent « dans le luxe et la facilité que leur procure le capitalisme étranger en échange de nos richesses naturelles et de la misère du peuple ».

Il y a là de quoi effrayer la bourgeoisie, même si ni la socialisation des moyens de production, ni la confiscation des grandes fortunes ne sont prévues dans le programme de Matte et Grove.

Ces derniers sont envoyés en exil après douze jours de pouvoir, tandis que Carlos Dávila, vainqueur éphémère, ne reste lui-même que cent jours au pouvoir. Le président de la Cour suprême se charge alors d'organiser des élections présidentielles sur la base de la Charte constitutionnelle de 1925, appliquée jusqu'en 1973, avec une rare régularité pour un pays latino-américain.

La République socialiste a laissé la gauche chilienne sur sa faim. La classe ouvrière prend conscience qu'il est possible, à condition que l'on s'appuie sur ses organisations, de triompher et d'appliquer un programme de réformes révolutionnaires. Quant aux cinq groupes socialistes qui ont appuyé le mouvement, ils commencent à penser à s'unir, à créer un parti.

Salvador Allende a mis des espoirs dans la République socialiste. Quand elle tombe, il fait son internat à Valparaiso, dans les conditions que l'on sait. Il se rend à Santiago et prononce un discours de solidarité avec Matte et Grove, tirant

aussi les leçons de l'échec. C'est alors qu'il est arrêté, jugé par une cour martiale, libéré, arrêté et jugé de nouveau par une autre cour. Il subit en tout cinq procès.

Salvador Allende est concerné, d'une autre manière, par les révolutionnaires du 4 juin 1932. Comme Matte, il appartient déjà à la Maçonnerie et le mari de sa sœur aînée Ines, est le frère de Marmaduke Grove¹. D'autres membres de la famille Allende sont d'ailleurs inquiétés, arrêtés ; de nombreux francs-maçons aussi.

Le futur président entre alors de plain-pied dans ce qui va être sa vie pendant les quarante ans à venir, consacrées à la lutte sociale.

1. Les militaires enterrèrent furtivement Salvador Allende au cimetière de Viña del Mar, dans la concession de la famille Grove. Il a depuis été transporté au cimetière civil de Santiago et le peuple a pu lui rendre massivement hommage.

Malgré l'établissement d'un système de légalité formelle qui garantit une apparente stabilité institutionnelle jusqu'au coup d'État de la Junte, Salvador Allende connaît encore des problèmes avec l'ordre établi sous la nouvelle présidence d'Arturo Alessandri. Il est envoyé en effet en 1935 en résidence surveillée, avec d'autres militants et dirigeants socialistes, au port de Caldera, dans le Nord du pays. Il mène avec le Parti socialiste récemment constitué une campagne active contre le président élu en 1932.

Arturo Alessandri a en effet triomphé, malgré un excellent score réalisé par Marmaduke Grove. Mais il n'y a désormais plus trace du tribun populiste à la voix puissante, qui aimait à se mêler à la foule, un bâton pendant de son épaule, escorté de son seul chien.

Le nouvel Arturo Alessandri est devenu l'homme de la droite la plus rétrograde, et il s'applique, presque avec délectation, à réprimer brutalement tout mouvement populaire ou, tout simplement, ceux qui osent se manifester publiquement d'une manière ou d'une autre.

À cette époque, les échos des événements européens se répercutent au Chili avec plus ou moins de force. Le fascisme et

l'hitlérisme ont leurs émules chiliens et pas uniquement parmi la colonie d'origine germanique. L'un de ces groupes dont les membres portent avec ostentation des uniformes imitant ceux des SA, porte le nom d'« Avant-Garde populaire socialiste » : ce sont des jeunes gens aux idées confuses, forts en gueule, mais incapables d'action réfléchie. Ils ont décidé de soutenir, aux élections présidentielles de 1938, le fameux général Ibañez. Mais, sans doute trop pressés ou peu assurés de la victoire de leur idole, ils se lancent à corps perdu en 1936 dans une tentative de putsch qui consiste à s'emparer... du bâtiment de la Sécurité sociale situé à proximité immédiate du Palais présidentiel, La Moneda. Ils ne tardent pas à se rendre, sans avoir occasionné de dégâts, aux forces de l'ordre. Or, les 63 jeunes prisonniers sont froidement assassinés comme si, à la place du président élu, il y avait un tyran des Caraïbes. L'émotion est à son comble dans le pays.

Ibañez retire sa candidature et décide qu'il soutiendra le candidat de la gauche dont les chances augmentent de ce fait considérablement.

Du côté de la gauche, on est à l'heure de l'Europe. Le Front populaire a gagné les élections en Espagne en février 1936 et le même événement se produit bientôt en France. Les fronts populaires sont devenus possibles depuis le VII^e congrès de l'Internationale communiste, qui appelle à l'alliance de toutes les forces, même bourgeoises, décidées à combattre le fascisme. Le PC chilien a aussitôt adapté son attitude à la nouvelle ligne.

Le Front populaire antifasciste est constitué officiellement en avril 1936, alors qu'une vague de grèves sans précédent

affecte le pays entier. Il est composé, pour l'essentiel, par l'alliance des socialistes, des radicaux, des démocrates et des communistes.

Le Parti socialiste est le plus récent. En effet, contrairement à ce qui s'est passé partout en Europe, au Chili le Parti communiste n'est pas né d'une scission du Parti socialiste après la création de la III^e Internationale par Lénine. En 1922, le PC chilien est simplement le résultat du changement de nom du Parti ouvrier socialiste, lui-même fondé dix ans auparavant, et de son adhésion au Komintern. Il n'y a pas, jusqu'au 19 avril 1933, de Parti socialiste membre de la vieille Internationale ouvrière.

Salvador Allende participe à sa fondation et il est la clé de voûte de son implantation à Valparaiso et dans sa région, visitant les quartiers, la campagne, parcourant les montagnes. Sa personnalité devient bientôt familière à tous, d'autant que son attachement particulier au grand port du Pacifique ajoute une note provinciale à sa démarche politique.

Le candidat du Front aux présidentielles est un éducateur réputé, homme respecté dans tout le Chili, membre du Parti radical, Don Pedro Aguirre Cerda.

Face à lui, le candidat de la droite, poulain d'Arturo Alessandri, son ministre des Finances, Gustavo Ross. C'est une véritable obsession du président sortant, qui ne doute pas de son omnipotence, que d'imposer un homme connu surtout comme spéculateur international.

À la surprise de tous, c'est Salvador Allende qui est désigné pour assumer la direction générale de la campagne présidentielle de 1938.

Un an auparavant, aux élections législatives de 1937, il a été élu député de Valparaiso, après avoir livré une bataille courageuse contre la politique du président Arturo Alessandri.

Au poste qui lui est confié, il fait preuve d'une grande imagination, dépassant largement les clivages des partis, sollicitant et obtenant le concours de jeunes et de la Confédération générale des travailleurs récemment créée. Il met en avant l'importance de l'enjeu, présentant le Front populaire comme la seule chance de promouvoir des changements décisifs dans le domaine économique et social.

Le choc est terrible, la droite faisant feu de tout bois et la gauche renforçant sa combativité en proportion. Le résultat est à la mesure de l'âpreté de la campagne électorale : Pedro Aguirre Cerda l'emporte de 3 700 voix sur son concurrent de droite!

Allende, qui a joué un rôle essentiel grâce à ses talents d'organisateur et à ses capacités d'adaptation aux circonstances les plus difficiles, peut se dire que le poids de sa circonscription de Valparaiso a été déterminant : elle a donné 4 000 voix d'avance à Aguirre alors qu'elle a toujours largement penché à droite dans le passé et qu'elle restera toujours difficile pour la gauche.

Pour la première fois aux Amériques, la gauche unie gagne les élections. Le Front populaire agonise en Espagne sous les coups du fascisme, tandis qu'il surgit à des dizaines de milliers de kilomètres plus loin.

Salvador Allende a 30 ans quand il devient ministre de la Santé publique dans le premier gouvernement formé par le président Pedro Aguirre Cerda. Il doit, en conséquence, en vertu des dispositions de la Constitution chilienne, abandonner son mandat de député. Il déploie une action qui s'avère très positive, pour remédier aux problèmes de la malnutrition chez les enfants, faire reculer les maladies infectieuses qui affectent les quartiers populaires et les campagnes dont la misère et l'absence d'hygiène sont la cause, et améliorer les conditions d'hospitalisation.

Malgré sa participation au Front populaire, le Parti communiste a refusé (comme deux ans auparavant en France) de faire partie du gouvernement et préfère visiblement se consacrer à assurer sa prédominance au sein de la Confédération générale du travail. À cette fin, les communistes se réservent de compenser leur appui au gouvernement par une attitude permanente de critique.

Or, le programme du Front Populaire n'est pas un programme révolutionnaire.

Son slogan étant « Gouverner c'est éduquer », le gouvernement donne une grande impulsion à l'éducation nationale. Il

lance un vaste programme de logements populaires et surtout, est à l'origine de la création de la « Corporation d'encouragement à la production », la CORFO, dont la mission essentielle est d'industrialiser le pays grâce à la planification économique et à l'utilisation rationnelle du crédit. Naturellement, cela ne fait pas l'affaire des deux grands partis de la droite, le libéral et le conservateur, qui n'admettent pas que l'État puisse intervenir dans l'industrie privée. Mais le gouvernement impose sa loi.

La CORFO joue, par la suite, un rôle fondamental dans le progrès du pays : sidérurgie, mines, énergie, industrie pétrochimique se développent au fil des années sous l'impulsion de la CORFO. Sous l'Unité populaire, son rôle se renforce encore du fait des nationalisations.

En revanche, le gouvernement du président Aguirre ne s'attaque pas au féodalisme agraire et cède aux associations de propriétaires qui refusent toute organisation de syndicats de paysans. Le Front populaire de 1938 est dominé par un parti majoritaire en son sein, le Parti radical, qui ne veut pas que l'on s'attaque de manière décidée aux problèmes touchant à la propriété et à celui de l'impérialisme américain dont la présence se fait de plus en plus pesante.

Il reste que l'on peut mesurer la peur de la droite face à cette coalition de progrès à la violence de ses attaques. Il y a même, au début, une tentative de soulèvement militaire qui fait long feu. À ce sujet, il est intéressant de rappeler ce que dit Salvador Allende en 1971, à propos de l'attitude d'Aguirre Cerda en cette circonstance. Dans ses entretiens avec Régis Debray, il approuve le président du Front populaire de refuser

les conseils qui lui sont prodigués de quitter La Moneda affirmant son intention de mourir sur place s'il le faut.

Dans cette même interview, Salvador Allende décrit aussi celui qu'il appelle avec respect Don Pedro... « C'est un homme qui avait de grandes qualités humaines, il était très bon et, ce qui est assez intéressant, sa pensée s'est radicalisée au contact du peuple. C'était, au début, le prototype de l'homme politique bourgeois du Parti radical ; et au contact de la loyauté et de l'affection du peuple, il s'est transformé peu à peu en homme aux convictions plus profondes et beaucoup plus proches des revendications populaires ». Et Allende soulignait quelle était la différence essentielle entre le régime de 1938 et celui de l'Unité populaire : « Dans l'Unité populaire, aucun parti n'a l'hégémonie mais l'hégémonie appartient à une classe, qui est la classe ouvrière, et il y a un président socialiste... »

L'étape historique que représente le gouvernement de Front populaire est cependant essentielle pour comprendre les événements futurs : pour la première fois, deux partis ouvriers et révolutionnaires participent, avec un parti démocratique bourgeois, à l'élaboration d'un programme et à la désignation d'un candidat. L'un de ces partis, le Parti socialiste, participe même à l'exercice du pouvoir, ce qui est en soi un événement et démontre la représentativité de cette organisation, cinq ans à peine après sa création.

Le Front populaire ne gouverne pas dans un environnement international facile. La guerre mondiale couve en Europe et éclate un an après l'accession à la présidence de Pedro Aguirre. Les républicains espagnols ont perdu la guerre civile : le gouvernement chilien envoie un bateau en Europe pour

donner refuge à quelques milliers d'exilés¹. Staline et Von Ribbentrop signent le pacte germano-soviétique...

Sur le plan intérieur, on note le terrible tremblement de terre qui ravage le pays en janvier 1939, les agissements violents de la droite, les provocations des minorités germaniques exaltées par les succès du Führer.

Mais le bilan demeure largement positif : la démocratie chilienne se renforce, les partis ouvriers ont désormais pignon sur rue ainsi que la Confédération des travailleurs

En Amérique latine, ce premier gouvernement de gauche rencontre un large écho populaire.

Le président Aguirre est à la moitié de son mandat de six ans quand il meurt le 23 novembre 1941.

¹ Le bateau s'appelait le Winnipeg et l'opération fut coordonnée par Pablo Neruda.

Le Parti communiste n'a pas vu avec enthousiasme la création d'un Parti socialiste qui le concurrence directement. Si la tension est moins vive après l'adoption de la nouvelle ligne du Komintern qui ne désigne plus les socialistes comme les principaux ennemis de la classe ouvrière, les divergences profondes demeurent.

Les socialistes chiliens, qui n'ont adhéré à aucune Internationale, reprochent aux communistes leur inconditionnalité vis-à-vis de Moscou et proclament une ligne très latino-américaine. Ils ne pardonnent pas en outre au PC son attitude négative par rapport à « la République socialiste » de 1932. Ils se sont tenus et ont tenu les masses qu'ils contrôlent en dehors de ce mouvement qu'ils analysent comme un coup d'État militaire classique. Le PS n'accepte pas non plus que les communistes se refusent à partager la responsabilité du gouvernement.

En outre, l'affrontement entre les deux partis est très dur au sein de la Confédération générale des travailleurs dont ils se disputent les postes de commande.

Dans ces conditions, la signature du pacte germano-soviétique et son approbation immédiate et bruyante par le PC chilien provoquent une rupture entre les deux grands partis

ouvriers. Cette rupture se prolonge pendant de nombreuses années, malgré la nouvelle ligne communiste consécutive à l'invasion de l'Union soviétique par les troupes nazies.

Avant la mort d'Aguirre Cerda, le Front populaire a déjà cessé d'exister. Prenant prétexte d'un ralentissement dans le processus de réformes, les trois ministres socialistes, dont Salvador Allende, ont quitté le gouvernement.

Au sein du Parti lui-même, la situation n'est pas plus brillante. De composition hétérogène dès l'origine, le PS est affaibli par l'incessante querelle entre les groupes qui lui ont donné naissance. Partisans d'une ligne maximaliste et réformiste s'affrontent. Un nouveau président radical, Juan Antonio Ríos, ayant succédé à Aguirre, les socialistes acceptent de revenir au gouvernement et d'assumer de nouveau trois portefeuilles ministériels. Ils démissionnent après quelques mois.

Ces divisions sont perçues par la population qui réduit la représentation parlementaire des socialistes lors des élections législatives de 1941.

Salvador Allende, qui a provisoirement cessé d'être parlementaire du fait de sa carrière ministérielle, se voit alors confier par le congrès de 1943 le secrétariat général du Parti.

Son objectif est de refaire l'unité du Parti. Il s'attache à renforcer les structures de l'organisation, de la base au sommet. Très mobile comme à son habitude, il parcourt le pays, visitant sections et fédérations, conversant avec tous.

Jusqu'à son élection comme sénateur en 1945, c'est sa tâche principale.

Parvient-il à ses fins? On ne saurait le dire. Peut-être même

peut-on affirmer le contraire quand on songe à de nouvelles divisions qui se traduiront même par une scission provisoire. Mais il est certain qu'à court terme, Salvador Allende est parvenu à redresser une situation qui, en 1943, paraissait fort compromise.

Le Parti Socialiste est un parti qui compte dans ses rangs des militants admirables d'abnégation, d'une sincérité sans limites, imaginatifs et décidés. Ses points faibles résultent précisément des luttes de tendance, conséquence du système réel de démocratie interne qui préside à tous ses débats. Dès sa fondation, il est précisé dans sa déclaration de principes « son adhésion au marxisme comme méthode d'interprétation de la réalité »... reconnaissant que « la lutte de classes est le moteur de l'histoire ».

Comme le Parti communiste existait avant lui, il s'est forcé-ment constitué sur la base d'une différenciation avec ce parti jugé trop figé par son obéissance jamais démentie aux directives du centre moscovite et incapable de déterminer une ligne autonome dans le cadre latino-américain. Quant au Parti radical ou au petit Parti démocrate (résultat d'une scission du premier), ils sont respectés comme réellement démocratiques, mais considérés comme inaptes à représenter les aspirations de la classe ouvrière.

Lors de la fondation du PS en 1933, le PC est, lui, déjà très implanté dans le Nord du pays où les cellules sont nombreuses parmi les ouvriers du salpêtre et du cuivre.

Si le PS se situe en dehors du Komintern, il n'adhère pas pour autant à l'internationale socialiste jugée trop réformiste.

Attaché à l'Internationalisme, il donne cependant sa priorité dans l'action solidaire à celle entreprise par des mouvements similaires sur le continent américain. On lit aussi dans sa déclaration de principes : « La doctrine socialiste a un caractère international et elle exige une action solidaire et coordonnée des travailleurs du monde. Afin de s'engager dans l'application de ces postulats, le Parti socialiste défendra l'unité économique et politique des peuples du continent pour parvenir à la Fédération des républiques socialistes du continent et la création d'une économie anti-impérialiste ».

Conséquent avec cette ligne, le Parti socialiste invite dans son pays tout ce que l'Amérique Latine compte comme partis populaires dans le but d'élaborer une stratégie continentale. De nombreux leaders sont là qui accéderont ensuite aux responsabilités du pouvoir dans leur pays. Allende a des rapports d'amitié avec la plupart d'entre eux, fondant alors beaucoup d'espoirs en des hommes tels que Victor Haya de la Torre qui a fondé l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) au Pérou, Romulo Betancourt et son Parti démocratique national du Venezuela (qui deviendra en 1941 l'Action démocratique), Juan Jose Arévalo, l'auteur d'un livre anti-impérialiste célèbre, *Fable du requin et des sardines*¹.

Certains de ces hommes, qui ont prôné une ligne proche de celle du PS chilien, une fois présidents dans leur propre pays, après des années de lutte, d'exil, de sacrifices, oublient, selon Allende, les idéaux anti-impérialistes et socialistes qu'ils défen-

1. Ce dernier sera président du Guatemala de 1946 à 1952. Ce sera, à l'époque, le seul président élu de ce pays à terminer son mandat. Le successeur d'Arévalo, Jacobo Arbenz, sera renversé par une opération de mercenaires montée par la CIA et financée par la compagnie United Fruits.

daient. Ainsi, les liens existant entre le PS chilien et l'Action démocratique du Venezuela seront rompus en 1959 et les relations avec l'APRA du Pérou ne seront plus aussi fraternelles que par le passé.

Le PS chilien se radicalisera encore au fil des années. Déjà, dès sa fondation, il affirme que « pendant la période de transformation totale du système, une dictature des travailleurs organisés est nécessaire ». Une ligne marxiste léniniste sera ensuite affirmée.

L'une des caractéristiques du Parti socialiste chilien, organisation de masses, est son isolement international alors qu'il souhaite l'unification du sous-continent en une fédération.

Avec la révolution cubaine, les socialistes chiliens entretiendront des relations de plus en plus étroites avec le nouveau régime cubain. Mais c'est géographiquement limité et compense difficilement cet isolement qui lui sera préjudiciable au moment crucial de la constitution de l'Unité populaire alors que le Parti radical, devenu un parti mineur, parvient à se faire admettre comme représentant de son pays au sein de l'Internationale socialiste et bénéficie de la solidarité de nombreux partis puissants, notamment européens.

Salvador Allende, dont la forte individualité aurait pu créer des problèmes de discipline, est d'une fidélité exemplaire à son Parti. Il occupe toutes sortes de responsabilités, depuis le secrétariat de section à Valparaíso jusqu'au secrétariat général.

Mais ses désaccords avec nombre de décisions et orientations sont connus. Le maximalisme de certaines décisions prônant par exemple que la seule violence révolutionnaire ouvrirait la voie au socialisme, lui paraît dangereux et surtout contraire à

ce qu'il considère comme essentiel au Chili : l'unité d'action avec les communistes, radicaux, organisations paysannes et professionnelles, voire avec la bourgeoisie non monopoliste. Il expose toujours calmement et clairement son point de vue même quand il se trouve très largement minoritaire.

Une seule fois, il se sépare de son Parti. Il ne peut admettre une divergence fondamentale d'orientation quand le PS choisit la voie populiste en soutenant, en 1951, la candidature du général Ibañez aux élections présidentielles.

Mais c'est un épisode qui vient à l'appui de ce que l'on a dit sur sa force de caractère : Allende n'a jamais varié sur l'essentiel. Il s'appliquera d'ailleurs de toutes ses forces à refaire l'unité du Parti et y parviendra.

Pendant les dix-sept ans de dictature, le PS chilien poursuivra une dure bataille à l'intérieur du pays, dans une terrible clandestinité, comme au dehors. Combien de ses militants ont été assassinés, torturés ? Combien se retrouveront dans les camps et les prisons ? Combien seront arrêtés et « disparaîtront » sans que la junte accepte de nous fixer sur leur sort ?

Le PS, le parti d'Allende, paiera un lourd tribut au combat pour la justice et la liberté.

Après la disparition de Juan Antonio Rios, qui a succédé à Aguirre Cerda à la présidence, le Parti radical, toujours soutenu par les communistes, présente la candidature de Gonzalez Videla. Cette fois, les socialistes ne participent pas à la coalition.

Ayant essayé, vainement, de susciter une autre candidature radicale, ils se décident à présenter leur propre candidat, sans aucun succès d'ailleurs.

En effet, Gabriel Gonzalez Videla est élu avec une majorité relative confortable, plus de 40 %. L'entrée pour la première fois dans l'histoire du Chili de trois ministres communistes dans le gouvernement fait sensation. Cela ne fait d'ailleurs qu'aiguïser l'antagonisme entre le PC et le PS

Mais le contexte international pèse de nouveau lourdement sur le Chili. La guerre froide bat déjà son plein. Le cuivre, produit stratégique par excellence, attire toutes les attentions et Washington couve d'un regard vigilant ces richesses qui lui seront indispensables en cas de nouvelle guerre. Truman visite même le Chili. Partout on donne ordre de chasser les communistes des gouvernements auxquels ils participent.

Au Chili, Gonzalez Videla ne se fait pas tirer l'oreille. Il

reproche déjà à ses alliés de mener une action syndicale incompatible avec leurs responsabilités gouvernementales, de présenter des revendications insupportables, d'être en quelque sorte un cheval de Troie...

Il se montre un serviteur particulièrement zélé des Nord-Américains. Il ne se contente pas de chasser les communistes du gouvernement. Il promulgue une loi dite de « Défense de la démocratie » qui met hors la loi non seulement le Parti communiste mais encore, individuellement, ses militants. De lourdes peines de prison sont prévues pour réprimer toute tentative de réorganisation à quelque niveau que ce soit. De nombreux employés et fonctionnaires sont limogés, des milliers de citoyens rayés des registres électoraux. La chasse aux sorcières s'organise à grande échelle.

Des leaders communistes, comme le poète Pablo Neruda, franchissent les Andes pour gagner l'exil. D'autres connaissent la prison ou les camps.

Cette loi est dénoncée par les démocrates sous le nom de « Loi maudite ».

C'est le fait le plus marquant du gouvernement Gonzalez Videla. Il se caractérise en effet par son incompétence et son insignifiance politique, accélérant la pénétration sans conditions des capitaux étrangers, favorisant le pillage des ressources nationales, endettant le pays de manière inconsidérée. Trahissant son parti et ceux qui l'ont élu, il devient l'homme de la droite la plus conservatrice.

À la fin de son mandat, il se retire de la vie publique et on n'entendra plus parler de lui jusqu'en 1973. Mais il profite sans vergogne des relations qu'il s'est faites au cours de sa présidence

et des services qu'il a rendus pour réaliser de florissantes affaires dans la banque.

En septembre 1973, la Junte de Pinochet déterra son cadavre politique : il apportera publiquement son soutien aux hommes qui ont assassiné le président constitutionnel de son pays. Et quand le dictateur créera un Conseil d'État formé d'anciens présidents de la République, il acceptera le titre de vice-président.

À la veille de l'élection de Gonzalez Videla à la présidence, Salvador Allende est élu sénateur pour la première fois. C'est en 1945 et sa circonscription est la province de Magellan dans l'extrême sud du pays dont on a vu que le courant anarcho-syndicaliste, dominant dans les années 1920, s'est transformé en force de soutien au Parti socialiste. Il s'impose rapidement dans la plus prestigieuse des deux chambres. Il sera ensuite réélu régulièrement jusqu'à son accession à la présidence.

La Constitution chilienne prévoit un mandat de quatre ans pour les députés élus au scrutin de liste proportionnel dans une circonscription plus réduite que celle qui élit les sénateurs. Ces derniers sont élus pour huit ans, au scrutin proportionnel aussi, mais la circonscription sénatoriale comprend une ou plusieurs provinces¹.

Quand il est élu en 1953 dans la province d'Antofagasta dans le Nord minier, Allende démontre l'urgence qu'il y a à appliquer une nouvelle politique pour s'opposer à la mainmise de l'impérialisme sur les gisements de salpêtre et de cuivre.

1. Tous les 4 ans, la Constitution prévoyait le renouvellement total de la Chambre des députés et de la moitié des sénateurs.

En 1961 qu'Allende a un geste chevaleresque très rare dans la vie politique. Il a été de nouveau désigné par les militants d'Antofagasta pour être leur candidat, mais le secrétaire général du PS, alors jeune et fougueux militant, risque de ne pas entrer au Sénat faute de circonscription sûre. Salvador Allende lui cède celle d'Antofagasta, geste d'autant plus remarquable que le jeune leader est son adversaire le plus déterminé au sein du Parti. Il s'agit de Raul Ampuero.

Marqué par deux défaites consécutives, en 1952 et 1958, aux élections présidentielles, Salvador Allende sait qu'en se présentant dans la circonscription qui réunit les provinces de Valparaíso et d'Aconcagua, il n'a théoriquement aucune chance de remporter la victoire. Dans la seconde de ces provinces en effet, il n'y a jamais eu de possibilités pour la gauche, et la droite la considère comme un terrain de chasse bien gardé. Avec raison, semble-t-il.

Mais Allende sait réveiller cette paisible région rurale par une campagne qui, au dire de ceux qui l'ont suivie, est un véritable chef-d'œuvre.

Le résultat est surprenant et il retrouve avec une apparente facilité un fauteuil de sénateur.

Il ne tente pas une nouvelle fois le démon des élections et retrouve avec soulagement en 1969 la circonscription de son premier triomphe électoral, celle de Magellan.

Il est ainsi sénateur pendant vingt-quatre ans. Le Sénat est devenu l'une des tribunes qu'il utilise pour s'adresser, au-delà des honorables parlementaires, au peuple chilien tout entier. Pour réunir ses collaborateurs, pour recevoir ses interlocuteurs, pour travailler, Salvador Allende ne dispose que d'un bureau

minuscule. C'est là qu'il prépare ses interventions dont certaines ont profondément marqué la politique chilienne.

Comme il est très myope, il se refuse à lire ses discours. Un plan préparé dans la fièvre jusqu'au dernier moment avec ses amis, un simple schéma le plus souvent tapé à la machine en caractères d'imprimerie. Le reste, c'est l'affaire de l'extraordinaire mémoire de l'orateur.

Ceux qui l'ont entendu s'accordent pour souligner l'attention avec laquelle on l'écoute, que ce soit dans l'hémicycle, dans une salle de conférence ou sur une place exposée à la chaleur ou aux intempéries. Allende, maître de son auditoire, a l'art de faire passer son message. Le ton de sa voix est grave, agréable, son rythme harmonieux.

Au Sénat, il adopte une attitude volontairement digne mais sait répondre à une interruption ou à une interpellation avec un à propos qui ne manque jamais de désarçonner l'adversaire.

Dans les conférences de presse, il se trouve particulièrement à son aise. Il aime les échanges rapides de questions-réponses, fort de l'assurance que lui confère la grande connaissance qu'il a de son pays et de ses problèmes, mais aussi des grandes questions internationales surtout celles se rapportant au tiers-monde, au sous-développement, à l'impérialisme.

Il est toujours cordial avec les journalistes dont il respecte le métier, même s'il ne méconnaît pas le fait que la plupart d'entre eux servent une presse qui lui est hostile.

Pendant son premier mandat de sénateur, avec le Parti socialiste unanime, il dénonce l'attitude franchement réactionnaire du président Videla élu, certes sans le soutien de son Parti, mais avec des voix populaires. Mais, dans la préparation de la confrontation présidentielle de 1952, il doit manifester publiquement son désaccord avec la position de son organisation.

À cette époque, une vague de dictateurs démagogues, proclamant un certain nationalisme anti-Yankee et utilisant parfois un vocabulaire de gauche, s'est abattue sur le sous-continent : Au Brésil, c'est le célèbre Getulio Vargas qui sera porté en terre par un peuple en larmes. En Argentine, c'est le général Juan Peron, son justicialisme et ses *descamisados*, les rassemblements de style mussolinien et une politique sociale relativement avancée.

La tentation est grande pour les masses de suivre ces guides charismatiques en constatant l'inefficacité des quelques gouvernements démocratiques existants face aux grands problèmes sociaux et à celui, général, de l'impérialisme.

Au Chili, le gouvernement Gonzalez Videla a plongé ceux qui ont été ses électeurs dans un grand désarroi. Le Parti radi-

cal, dont il est issu, a perdu une part importante de son crédit, bien qu'il ait désavoué son attitude. La Démocratie chrétienne n'est pas encore apparue sur le devant de la scène.

Alors, réapparaît le général Carlos Ibañez del Campo, conseillé et aidé financièrement par Perón. Il a alors soixante-quinze ans. On a oublié ses quatre ans de dictature austère de 1927 à 1931, sa chute sans gloire, pour ne retenir qu'un certain programme de travaux publics et son appel, en 1938, à voter pour le Front populaire. Avec sa prestance militaire, ses yeux froids derrière ses lunettes à fine monture d'acier, il se donne un air de sauveur de la patrie.

Un vent de populisme souffle alors sur le pays. Le Parti socialiste se laisse aller à suivre le mouvement.

Mais Allende dit non. Il se bat avec énergie dans toutes les instances du Parti. Il fait valoir que c'est là une attitude facile et dangereuse. Que la seule solution est dans l'union de toutes les forces ouvrières, politiques et syndicales des démocrates radicaux, des paysans autour d'un programme clair et non dans l'union autour d'un homme au demeurant sans prestige. Lui-même a toujours résisté à cette tendance de nombreux syndicalistes et hommes politiques de gauche à applaudir aux rodomontades de Vargas ou de Peron, sous prétexte qu'il leur arrive d'égratigner les Américains ou de s'en prendre, verbalement, à la bourgeoisie. Non, mille fois non, le Chili n'a pas besoin d'un sauveur mais de partis ouvriers de plus en plus forts et organisés, posant les vrais problèmes et proposant les vraies solutions.

Rien n'y fait. Il est très largement minoritaire.

Son Parti soutient le général Ibañez, contribue à tromper

les électeurs, à les faire prendre au mirage de la démagogie? Lui-même a toujours soutenu qu'une campagne électorale, pour un militant de gauche, est avant tout une occasion pour réaliser un grand travail d'explications, un travail pédagogique pour contribuer à faire progresser la prise de conscience des masses.

La scission est inéluctable. Les majoritaires prennent le titre de Parti socialiste populaire; les minoritaires avec Allende vont au combat sous le sigle Parti socialiste du Chili.

On peut penser que cette décision a été difficile à prendre. Mais la divergence est trop sérieuse et porte sur la conception même du socialisme.

Le Parti socialiste populaire appuie la candidature populiste du général Ibañez.

Salvador Allende est candidat pour que la gauche soit représentée dans cette campagne, que son programme ne soit pas oublié. Il n'a aucune chance de l'emporter, et il le sait. Mais il se bat comme s'il s'agissait d'un scrutin décisif pour le socialisme. Presque seul, avec un nombre réduit de camarades.

Et le soutien du Parti communiste, clandestin.

Le Parti communiste chilien a déjà été interdit et persécuté sous la dictature de Carlos Ibañez, entre 1927 et 1931. Un homme a joué un rôle de premier plan dans sa fondation : Luis Emilio Recabarrén. C'est un ouvrier typographe qui, après un passage au Parti démocrate, organise en 1912 avec des intellectuels progressistes et des travailleurs du salpêtre le Parti ouvrier socialiste en 1912. Acquis aux idées marxistes, il voyage en Europe, rencontre des dirigeants de la III^e Internationale. Convaincu par les postulats de Lénine, il n'a aucune difficulté à faire adhérer son parti à l'Internationale de Moscou et, en 1922, une convention lui donne le titre de Parti communiste du Chili.

Autodidacte, journaliste, Luis Emilio Recabarrén est respecté pour sa rigueur morale. Il contribue largement à faire évoluer la nature des revendications des travailleurs chiliens dont les préoccupations, jusqu'alors, ont essentiellement été économiques. Son rôle a été important dans la création d'une presse ouvrière.

Recabarrén se suicidera ; certains affirment que son dernier voyage en URSS lui a fait comprendre qu'il faisait fausse route et qu'il ne pouvait le supporter. La raison la plus vraisemblable

de son geste est qu'il perdait inexorablement la vue, lui qui aimait tant lire et écrire.

Le Parti communiste chilien deviendra un grand parti ouvrier, influent dans les syndicats. S'appuyant essentiellement dans un premier temps sur les travailleurs des gisements du Nord, il s'est progressivement implanté partout où se créaient des industries.

Aux élections libres des années 1970, il obtient avec régularité entre 15 et 18 % des voix et compte des élus dans presque toutes les provinces. Il a un quotidien très diffusé, *El Siglo*.

C'est le Parti communiste le plus important du continent et le seul à compter sur une solide base ouvrière.

On doit souligner aussi qu'il a été en permanence en plein accord avec la ligne du mouvement communiste international, impulsée par Moscou. On l'a vu à propos du Front populaire de 1938 et Luis Corvalan, secrétaire général au temps de l'Unité populaire et de l'exil, restera un inconditionnel de Moscou. Les communistes chiliens seront eux aussi féroce-ment frappés par le coup de Pinochet.

Aujourd'hui le PC chilien a perdu une partie importante de son électorat, survivant difficilement aux événements qui ont conduit à la disparition de l'empire soviétique.

La campagne présidentielle de 1952 est, pour Salvador Allende, la plus éprouvante moralement. Officiellement, il n'a l'appui que de son petit Parti socialiste du Chili. En fait, quelques poignées d'amis et de militants. Un pacte a été signé avec le Parti communiste clandestin, plaçant la candidature de Salvador Allende sous le signe du « Front du Peuple ».

Mais les militants communistes sont individuellement visés par la « Loi maudite » et, à part quelques vétérans intouchables comme le leader ouvrier Elias Lafferte, à l'aspect de prophète biblique, ils évitent d'intervenir directement dans la campagne.

Les violentes attaques d'Allende contre la politique du président en place, Gonzalez Videla, pour le rétablissement complet de la démocratie impliquant l'abolition de la « Loi maudite », ont conduit l'exécutif à user de tous les moyens légaux et para légaux afin d'empêcher un déroulement normal de la campagne du candidat du Front du Peuple.

Cette loi est notamment appliquée avec un maximum de rigueur dans les campements miniers contrôlés par des compagnies nord-américaines. Organiser un meeting pour les ouvriers de ces campements est une gageure du fait des mille

obstacles administratifs et policiers et de la crainte des travailleurs eux-mêmes de tomber sous le coup de la loi.

La caravane du candidat est pauvre : on manque un peu de tout, voitures, argent, points de chute. Il faut presque tout improviser de loin sans pouvoir se confier à un groupe local. Mais surtout le courant ne passe pas. Les masses populaires soutiennent le général Ibañez, se détournant de ce qui leur paraît être des positions classiques qui ont échouées.

Le candidat populiste, bénéficiant de l'appui de la majorité des socialistes et d'un certain nombre de groupes créés pour la circonstance, fait au contraire le plein partout où il passe. L'argent ne manque pas. Les slogans à l'emporte pièce non plus, sans qu'on puisse discerner quoi que ce soit de positif derrière les mots. Gonzalez Videla, le radical, fait les frais de l'éloquence populiste. Mais les vrais problèmes du futur ne sont pratiquement jamais posés.

Allende, au contraire, parle de l'urgence qu'il y a à s'attaquer aux vrais problèmes : celui du sous-développement des campagnes, de la dépendance de l'économie, du logement, du crédit. Il veut remettre en cause le pacte militaire imposé par les États-Unis aux pays latino-américains dans le cadre de la guerre froide.

Mais comment faire passer le message aux masses ? La petite équipe qui accompagne Allende dans sa tournée se partage les thèmes à traiter, le candidat parlant ensuite longuement, développant tous les thèmes sans concession aucune aux impératifs électoraux. Puisqu'il n'y a pas de possibilité de victoire, autant faire une campagne solide, sérieuse, d'explication, d'éducation.

Il manque hélas, le plus souvent, les auditoires. Rien ne décourage le candidat du Front du Peuple : ni les places désertes, ni les théâtres vides, ni les tracasseries de toute sorte. C'est lui, au contraire, qui remonte sans cesse le moral de ses accompagnateurs, par sa bonne humeur, ses commentaires, son optimisme. « Je serai un jour président » dit-il avec un sourire, sans fixer d'échéance à son pronostic.

Parfois, après avoir obligé l'administration à lui laisser le passage, il parvient à parler aux travailleurs d'une mine. Comme à Potrerillos où il tient un meeting à la nuit tombante sur une place enfin comble parce que les ouvriers ont volontairement coupé l'électricité pour ne pas être reconnus.

Un autre obstacle de taille : pour la première fois, les femmes vont voter. Ce droit de vote a été arraché par la gauche qui l'exigeait depuis le début du siècle. C'est donc une victoire démocratique. Mais il faut être bien naïf pour ignorer que la majorité des femmes voterait à droite ou tout au moins pour le candidat populiste. Cela se vérifiera en effet très largement.

En 1958, quand Salvador Allende n'est devancé que de 30 000 voix par Jorge Alessandri, les bureaux de vote réservés aux hommes donnent une importante avance au candidat socialiste. Au Chili, la comparaison est en effet facile à faire puisque hommes et femmes mettent leurs bulletins dans des urnes différentes. En 1970, si seules les femmes avaient voté, Allende aurait été battu.

Cela ne l'a jamais empêché de se battre pour les droits de la femme.

Le général Ibañez est finalement élu avec 446 000 voix, soit 45 % des suffrages exprimés. Le candidat de l'extrême droite arrive en seconde position, suivi du radical. Avec 50 000 voix à peine (5,45 %), Salvador Allende connaît, sans amertume, la plus cruelle défaite. Une défaite qui l'honore et qui n'appelle pas le sarcasme. Il a démontré qu'il se battait pour autre chose que pour lui-même ; il a accompli un véritable acte civique. Le travail combien ingrat produit par Allende et son équipe pendant cette traversée du désert se retrouvera plus tard et, notamment, au moment de l'Unité populaire, dont il a en quelque sorte développé le programme dix-huit ans à l'avance. C'est sa première candidature. Il en sort personnellement aguerri et nullement découragé.

Il a été en 1952 le seul candidat de gauche, mais d'une gauche divisée. C'est la meilleure démonstration de sa thèse unitaire : seul un vaste front où les partis ouvriers occuperaient, cette fois, une place prépondérante peut conduire à la victoire. Dans les trois élections qui suivent, il est parvenu à réunir la gauche ouvrière ; en 1970, s'y ajoutent la gauche démocratique et la gauche chrétienne. Ce sera l'année de la victoire.

L'un des événements les plus importants du mandat du général Ibañez est la réunion du congrès constitutif de la Centrale unique des travailleurs du 13 au 16 février 1953. Le gouvernement élu par les masses populaires tient à faire un geste en favorisant un tel regroupement. Peut-être pense-t-il en faire, comme son voisin Juan Peron avec sa CGT, un instrument de pouvoir ? Sans doute cède-t-il aussi aux pressions de son ministre de l'Intérieur Guillermo del Pedregal, favorable à une orientation à gauche du régime.

Le syndicalisme a connu des sorts divers au Chili. Les premiers syndicats sont de tendance anarcho-syndicaliste, fondés par des émigrés européens.

Au début du XX^e siècle, les travailleurs du salpêtre, des mines de fer et de charbon commencent à s'organiser en se rapprochant du socialisme scientifique. C'est ainsi qu'en 1915 se constituent la Fédération régionale du salpêtre, la Fédération des ouvriers maritimes, et la Fédération des instituteurs.

C'est le résultat de longues luttes dont certaines se terminent en drame.

Les grèves de 1890 sont mémorables par le caractère de la revendication : l'exigence présentée par les dockers d'Iquique et

les travailleurs de la *pampa*¹ d'être payés en argent et non en bons valables seulement dans les magasins des entreprises. Ces grèves sont sauvagement réprimées. En 1903, a lieu la première grève générale pour la journée de huit heures.

Mais l'épisode qui est resté dans tous les cœurs des Chiliens est celui connu sous le nom de « massacre de l'École Santa Maria ». En 1907, les ouvriers du salpêtre travaillant dans la *pampa* organisent « une marche de la faim » sur le port d'Iquique, chef-lieu de la province de Tarapacá. Des centaines de kilomètres dans le désert. Arrivés à destination, ils sont hébergés par les autorités à l'école Santa Maria, pendant que les délégués négocient avec les patrons. Les négociations échouent. Espérant un arbitrage de Santiago qu'on leur a laissé entrevoir, les manifestants refusent de quitter leur abri comme on le leur demande. Le Ministère de l'Intérieur ordonne l'évacuation et l'Intendant (préfet) de Tarapacá agit en conséquence, en faisant donner la troupe commandée par le général Silva Renard. Celui-ci se couvre d'une triste gloire en mitraillant sans pitié 2 600 personnes, hommes, femmes et enfants.

La « Cantate de Santa Maria », œuvre du compositeur chilien Adois, perpétue le souvenir de ce drame de la lutte des classes.

En 1919, la Fédération ouvrière du Chili, la FOC, première organisation ouvrière unifiée dans la constitution de laquelle Luis Emilio Recabarrén joue un rôle de premier plan, se donne une ligne politique claire, d'orientation marxiste.

1. On appelait ainsi ceux qui travaillaient dans des conditions épouvantables dans les gisements de salpêtre, à l'intérieur des terres, en plein désert.

De nouvelles divisions, puis une nouvelle réunification en 1938 avec la naissance de la Confédération des travailleurs qui va se diviser une fois de plus en 1946.

La CUT est donc l'héritière de cette longue histoire. Elle n'a cependant pas de personnalité juridique, ne pouvant ni posséder des biens ni signer des conventions collectives. Le Code du Travail promulgué en 1925 interdit en effet explicitement la formation de Confédérations de syndicats, ne reconnaissant l'existence que des syndicats de base au niveau de l'usine ou de l'entreprise.

Au Congrès de 1953 participent 25 fédérations nationales, 900 organisations de base représentées par 2 365 délégués. À sa naissance, elle compte 300 000 adhérents. Les premières décisions ont une tonalité nettement marxiste qui s'atténue plus tard sous l'influence des militants démocrates chrétiens et radicaux. Avant le coup de Pinochet, la CUT se réunit en congrès tous les trois ans pour élire son conseil directeur national de 35 membres complété par un conseil national des fédérations. Au moment du putsch, le président de la CUT est le député communiste Luis Figueroa (mort en exil) et le secrétaire général, un dirigeant socialiste, Hernan del Canto.

Le premier président, Clotario Blest, est poursuivi, emprisonné et exilé à plusieurs reprises.

La CUT jouera un rôle de premier plan pendant le gouvernement d'Unité populaire qu'elle appuiera fermement.

Le gouvernement du général Ibañez est, comme prévu, un gouvernement de droite. La seule surprise est qu'il se soit en fin de compte maintenu dans le respect de la Constitution après avoir été élu dans des conditions régulières.

Il commence par rechercher un rapprochement avec l'Argentine de Perón au point de prévoir une progressive intégration de l'économie des deux pays. Allende dénonce avec force ce projet pour lequel le Chili, en évidente position de faiblesse par rapport à son grand voisin, n'est visiblement pas préparé.

Sous le régime du général président, la CORFO ne joue pas son rôle. Bien au contraire, la production industrielle stagne lamentablement.

L'agriculture demeure le parent pauvre du pays, occupant 31 % de la population active pour 4 % seulement du PNB. 800 propriétaires détiennent les 3/5 du sol face à 100 000 petits agriculteurs et 500 000 travailleurs agricoles. Cette position misérable se traduit par l'exode rural qui prend sous Ibañez des proportions inquiétantes par l'installation de dizaines de milliers de déracinés dans des bidonvilles à la périphérie des grandes cités.

L'inflation monte en flèche, échappant à tout contrôle et à toute prévision ; la balance des paiements voit son déficit augmenter dans des proportions notables.

Pour tenter de remédier à cette catastrophe économique, le gouvernement Ibañez accepte les propositions du clan Edward (propriétaire de la chaîne de journaux *El Mercurio* et représentatif des intérêts des privilégiés chiliens et étrangers) et impose une mission américaine dirigée par Klein Sacks. Le remède miracle consiste à réduire les investissements de l'État, à libérer les prix et à contrôler les salaires qui n'augmentent que dans la proportion de 50 % du coût de la vie ; on allège les charges patronales et on élève fortement les impôts indirects au profit des impôts directs. C'est la méthode qui sera appliquée par les « Chicago boys » que Pinochet appellera pour « sauver » l'économie du pays plus tard.

Conséquences : baisse de la production et aggravation du chômage.

Un climat d'affrontement social ne tarde pas à s'établir. Des grèves nationales paralysent le pays en mai 1954, juin 1955, février 1956. Le 2 avril 1957, une hausse des tarifs des transports publics occasionne un tel mouvement des *pobladores* des bidonvilles que Ibañez doit avoir recours à l'état de siège tandis que des personnalités de gauche se voient assignées à résidence.

Allende mène une lutte active au Sénat contre le gouvernement Ibañez, critiquant avec une solide documentation sa politique économique ; il bénéficie du concours de jeunes techniciens de la CEPAL, qu'il retrouvera plus tard dans l'Unité populaire, leur confiant des postes de responsabilité.

Le Parti socialiste populaire quitte le gouvernement, protestant contre l'orientation prise dans tous les domaines. À partir de ce moment, les conditions d'une réunification du Parti socialiste sont rassemblées. Salvador Allende sert une fois de plus l'unité.

Quant à Ibañez, son attitude dans l'affaire de l'exportation du cuivre s'avère particulièrement significative et démontre la véritable tendance du prétendu populisme du général-président.

La guerre de Corée provoque un accroissement de la demande de métal rouge ce qui, en bonne logique, devrait conduire à une hausse du coût de cette matière. C'est alors que les États-Unis provoquent une conférence mondiale sur les matières premières chargée d'aboutir à une répartition de celles-ci entre les grands pays industrialisés et à la fixation arbitraire des prix par ces derniers.

Le prix maximum du cuivre est arrêté à 24,5 cents la livre. Rien ne peut pas mieux illustrer la colossale injustice qui consiste à faire jouer librement la loi de l'offre et de la demande quand cela avantage les plus forts, et à imposer par la force sa propre loi quand le libre jeu risque de les désavantager. Car rien n'est jamais venu garantir les pays du tiers-monde producteurs de matières premières contre une chute des cours. Telle est la vraie nature du libéralisme économique.

C'est ce que dénonce Allende avec force. « On allait, disait-il, vendre moins cher les richesses de notre sous-sol et acheter plus cher les produits manufacturés puisque la conférence n'avait en aucune manière prévu une réglementation de ces derniers ». Il jette cette fois toute son autorité dans la balance, apportant au Sénat les preuves que le prix du cuivre est en réa-

lité fixé par un cercle réduit comprenant les producteurs, les fondeurs et les raffineurs du Chili, du Pérou, des États-Unis, du Canada et de ce qui est alors le Congo belge. Une internationale du patronat du cuivre, depuis l'extraction jusqu'à la finition. Les nations productrices n'interviennent pas. À l'appui de ses dires, il peut présenter le rapport d'une commission spéciale du Sénat de Washington.

Il démontre, preuves à l'appui, que l'axe du système est la Banque Morgan et un puissant groupe de grandes banques nord-américaines.

Son intervention frappe les esprits à tel point que le Congrès impose au gouvernement la création, auprès de la Banque centrale, d'un département du cuivre qui est autorisé par une loi, la loi 10.255, à acheter aux compagnies US le métal au prix fixé par les États-Unis et à le revendre au plus offrant sur le marché libre. Cela dure peu de temps. Les États-Unis décident de mettre sur le marché mondial 130 000 tonnes de leurs réserves stratégiques (la guerre de Corée est alors terminée) pour faire baisser les cours. Le ministre chilien des Finances ne cède pas et décide de mettre l'embargo sur le stock en partance pour les raffineries des États-Unis.

C'est alors que le général Ibañez change de ministre. Le nouveau se hâte, sous prétexte de prix de fret intéressant, d'autoriser l'exportation. Les vellétés de résistance chilienne ont fait long feu et Ibañez ne peut plus tromper aucun homme de gauche. L'Anaconda¹ et les États-Unis ont empêché le Chili

1. Une des grandes compagnies cuprifère américaines.

de jouer un rôle de contrôle de la commercialisation du métal de son propre sous-sol. Et le gouvernement chilien s'est prêté à cette manœuvre.

Le 3 mai 1955 est adoptée, malgré l'opposition de la gauche, une loi dite des « nouvelles relations », livrant totalement la commercialisation du métal aux compagnies étrangères en échange d'investissements que ces dernières s'engagent à effectuer. En fait, elles obtiennent surtout des tarifs douaniers préférentiels et se voient soulagées d'une part importante de leurs impôts.

Allende a bien jugé ce régime pendant la campagne électorale. Son nationalisme de façade n'a pas résisté à la première offensive de l'impérialisme.

Mais la leçon est comprise par beaucoup de Chiliens. Le sentiment que seule la nationalisation est la solution pour empêcher que le pays se voit totalement dépouillé et livré à la merci des grandes puissances est de plus en plus répandu. Il faut utiliser les ressources apportées par l'extraction du cuivre pour créer une économie chilienne capable d'affronter, dans le futur, les conséquences de l'épuisement inévitable de cette matière première : tel est le fond du problème. Salvador Allende dit souvent : « Le cuivre ne se produit pas, il s'extrait et partant, il est condamné à être épuisé. Chacun doit savoir que cette source va se tarir. Va-t-on continuer à tolérer que ce soient les puissants de ce monde qui en tirent le plus grand bénéfice? »

Dans son combat pour convaincre, Allende a marqué un point. Mais le Chili, après l'abdication de son gouvernement, a subi une nouvelle humiliation.

La ligne politique de Salvador Allende n'a pas varié depuis l'époque de son engagement dans la vie publique. Il est cependant évident que son analyse théorique s'affine et que ses expositions pratiques deviennent plus denses au fil des ans. Les problèmes qui surgissent apportent un éclairage complémentaire à ses thèses sur le rôle de l'impérialisme dans les pays sous-développés.

C'est sa connaissance intime de la réalité chilienne qui conduit Salvador Allende au socialisme. Un pays comme le Chili, hier colonisé, tombé après sa libération politique officielle dans la dépendance économique, ne peut accéder au développement social par la voie capitaliste.

Le Chili n'a pas vécu, comme la France ou la Grande-Bretagne par exemple, les révolutions commerciales et industrielles. Il ne peut, en conséquence, compter sur les moyens classiques pour prospérer. Les théoriciens de l'économie libérale avancent qu'il est nécessaire de constituer, pour assurer le décollage, un capitalisme national susceptible de lutter à armes égales avec les autres puissances. Cette affirmation ne résiste pas à l'examen des faits. Au mieux, il faudrait attendre plusieurs générations pour y parvenir. Et les problèmes sont tels, qu'ils

soient économiques, sociaux ou démographiques, que le pays, sous-développé, ne peut attendre de telles échéances.

Au Chili, il apparaît clairement que l'oligarchie au pouvoir est incapable d'assurer le décollage puisque, par définition, elle refuse de transformer les structures et de renoncer à ses privilèges. Elle est donc condamnée à faire appel à l'impérialisme dont elle devient l'instrument dans le pays.

Dans le domaine du cuivre, par exemple, le Chili ne peut assurer le contrôle sur sa commercialisation qu'en procédant à la nationalisation complète et en maintenant ensuite des positions fermes, quitte à geler les stocks quand cela s'avère nécessaire au prix de certains sacrifices passagers. Or, si pendant qu'il possède encore des réserves importantes, le Chili n'utilise pas au maximum les ressources en devises qu'elles procurent pour assurer son propre décollage économique, industriel et commercial, il risque de se retrouver un jour dans une situation de misère accrue. Le temps travaille contre le Chili.

L'Unité populaire calculera à combien s'élève la spoliation dont a été victime le Chili dans la période précédant la nationalisation, votée le 28 septembre 1971. La conclusion de ce calcul est qu'il était criminel d'indemniser des compagnies étrangères qui retiraient du sous-sol chilien des bénéfices fabuleux qu'elles investissaient ensuite à Chicago ou Détroit.

Salvador Allende résume ainsi sa pensée : il y a sous-développement parce qu'il y a impérialisme et il y a impérialisme parce qu'il y a sous-développement.

Or, si les réserves en cuivre du Chili sont les plus importantes connues dans le monde avec 82 millions de tonnes de cuivre fin, soit 27 % de celles existantes, il n'est que temps de

mettre fin à une politique d'aliénation de ce patrimoine. Qui peut savoir d'ailleurs ce que la chimie peut encore inventer? Le salpêtre était hier ce que le cuivre est en 1971 pour l'économie chilienne? Or la fabrication synthétique d'un produit similaire a considérablement diminué la demande alors que les réserves du pays demeurent fabuleuses!

Mais Allende ne veut pas isoler le problème des matières premières du contexte général. C'est une politique globale anti-féodale, anti-monopoliste, anti-impérialiste. La nationalisation du cuivre s'intègre simplement dans cette politique.

On peut s'étonner d'une terminologie qui peut paraître sommaire, tenant davantage du slogan que de l'analyse sérieuse. Il faut faire un effort pour se rendre compte qu'il n'en est rien pour le Chilien. Le travailleur de ce pays, quand il en prend conscience (et Allende a tout fait tout pour cela), se rend bien compte que le féodalisme règne toujours dans les campagnes (il existe un latifundio de plus d'un demi million d'hectares!) et que mettre fin à l'impérialisme est une question simplement vitale pour l'avenir de la nation et pour le sien propre.

Sur le plan social, Salvador Allende souligne les conséquences de cette situation : plus de la moitié de la population se trouve en chômage officiel ou déguisé; l'absence d'une alimentation équilibrée laisse des traces sur des générations entières (sans parler du taux de mortalité infantile) et les conditions de logement sont inhumaines pour plus de la moitié des familles; l'analphabétisme de fait, même s'il est masqué par les statistiques, touche lui aussi un pourcentage élevé de la population.

Pour implanter le socialisme, Salvador Allende est persuadé qu'il existe une voie chilienne de fonctionnement des institu-

tions démocratiques, tenant compte des conditions particulières du pays. Depuis 1932, la Constitution fonctionne sans accrocs, l'armée est demeurée dans le cadre professionnel aux ordres du pouvoir civil. Les partis politiques agissent et s'organisent librement. Si le Parti communiste a été interdit pendant dix ans, il a pu assez rapidement fonctionner de nouveau au grand jour grâce à la vigilance et à la pression des autres forces de gauche. Le syndicalisme ne cesse de se développer ; les organisations ouvrières disposent de moyens d'expression légaux. Allende ne veut cependant imposer à aucun autre pays, à aucun autre parti, une stratégie qu'il juge adaptée au Chili. Il est très fier de la dédicace que lui adresse Ernesto « Che » Guevara : « À Salvador Allende qui, par une voie différente, poursuit le même but ». Ami de la révolution cubaine, Allende sait que Fidel est d'accord avec son analyse pour le Chili, même si, comme lui-même, il n'ignore pas la difficulté de la tâche à entreprendre.

Si Allende soutient que « la violence révolutionnaire doit répondre à la violence réactionnaire », il ne voit pas de possibilité réelle pour une révolution armée dans son pays, étant persuadé que cela ne peut aboutir, compte tenu de la puissance de l'appareil d'État, qu'à l'écrasement des forces révolutionnaires. « Combien faut-il mettre d'hommes contre un seul tank ? » a-t-il coutume de demander. Dans cette analyse, Salvador Allende se trouve en opposition avec l'aile la plus radicale de son parti.

Mais logique avec sa position, il prêchera toujours pour l'unité avec le Parti communiste et les forces situées plus à droite comme le Parti radical, lançant aussi des appels en direction des chrétiens qui seront entendus par certains d'entre eux ; ceux qui participeront à la coalition d'Unité populaire.

L'intervention de l'impérialisme de manière brutale dans les affaires intérieures du Chili ne date pas du gouvernement de l'Unité populaire. Il n'est pas inutile de rappeler qu'elle est à l'origine du renversement, suivi de son suicide, d'un président du Chili en 1891.

Ce qui s'est passé à ce moment-là est exemplaire de l'intervention des grands intérêts financiers prêts à tout pour établir leur prédominance.

La guerre du Pacifique, qui oppose principalement le Chili au Pérou a, par le traité d'Ancon en 1881, permis au premier d'établir sa souveraineté sur toute la zone d'exploitation du salpêtre. Or, en 1875, le Pérou, alors propriétaire de ces territoires, nationalise les gisements et donne des bons en dédommagement.

Le gouvernement chilien se hâte de reconnaître, sous la pression étrangère, la validité de ces bons. Les Britanniques se hâtent à leur tour de les racheter en empruntant dans les banques chiliennes, ce qui met celles-ci dans l'impossibilité de répondre à la demande nationale, hypothéquant gravement toute possibilité d'expansion économique. D'ailleurs, beaucoup de ces bons sont des faux. On a prévu aussi de rendre,

dans certaines conditions, les gisements à leurs anciens propriétaires. Au total, après la guerre du Pacifique, les Britanniques qui ne possédaient que 24% des actions dans les gisements, se retrouvent à la tête de 70% d'entre elles.

Les Chiliens et les Péruviens se sont battus pour les intérêts britanniques.

Banquiers et juristes chiliens se mettent aussi à la disposition des hommes d'affaires britanniques ; l'un d'eux, Thomas North, obtint un prêt de 1 600 000 livres sterling et un groupe financier, 5 millions de dollars.

Balmaceda accède alors à la présidence. Celui-ci prétend mettre fin à cette saignée de biens nationaux. Il veut, dans le cadre de l'économie libérale à laquelle il ne lui vint jamais à l'esprit de toucher, « chiléniser » le salpêtre.

Il prend pour cela une série de mesures pour que la propriété des gisements passe aux mains de citoyens chiliens et pour que l'État ait la possibilité de réglementer l'exportation du produit. En outre, en 1887, une loi attribue à l'État les gisements qui n'ont pas été réclamés. Enfin, il crée un fonds spécial pour que les bénéfices du salpêtre soient employés à créer une industrie de remplacement.

L'oligarchie saisit le premier prétexte venu pour déposer Balmaceda qui résiste. Une courte guerre civile s'en suit. Les troupes rebelles sont transportées par des bateaux anglais qui, par l'intermédiaire de leurs financiers, contribuent aussi, de leurs deniers, à l'insurrection.

Le président Balmaceda se donne la mort à l'ambassade d'Argentine, où il a trouvé refuge, le jour où prend fin officiellement son mandat.

Les conséquences de ces événements sont catastrophiques pour le Chili qui ne peut développer son industrie et doit supporter un régime parlementaire très mal adapté aux besoins du pays, car les crises gouvernementales se succèdent, et ne prennent fin qu'en 1925,

Ces événements sont constamment à l'esprit du président Allende pendant les trois années de l'Unité populaire. L'impérialisme utilise parfois des armes plus subtiles aujourd'hui qu'en cette fin du XIX^e siècle. Mais le principe n'a pas changé. Il agira, en 1973, avec le même cynisme qu'au temps de Balmaceda. D'ailleurs dans les deux cas, le clan qui dirige *El Mercurio* joue un rôle essentiel au service des intérêts étrangers.

La fin du gouvernement « populiste » d'Ibañez approche avec les élections présidentielles de 1958.

Le Parti socialiste a refait son unité. Mieux, le 29 février 1956, socialistes, communistes et quelques groupes de la gauche démocratique constituent un Front d'action populaire, le FRAP, en vue des élections législatives de 1957. Le résultat de ces dernières n'est pas spécialement encourageant pour la gauche, les partis du FRAP n'obtenant que 21 %, précédés par le Parti radical avec 24 %, tandis que les deux partis de la droite totalisent 33 %. Il s'agit du Parti libéral et du Parti conservateur. La Démocratie chrétienne fait son apparition parmi les grands en obtenant 10 % des suffrages.

Dans ces conditions, il apparaît nettement que la victoire aux présidentielles, qui doivent avoir lieu un an après, ne peut échapper à la droite, d'autant qu'elle a retenu la meilleure candidature possible, celle de Jorge Alessandri.

Il s'agit du fils d'Arturo Alessandri Palma qui a été deux fois président de la République. Pour beaucoup de Chiliens, Arturo Alessandri a laissé le souvenir d'un homme ayant pratiqué une certaine politique sociale, et renforcé la Constitution. De son temps, datent aussi des réformes fondamentales comme la

séparation de l'Église et de l'État. Au cours de sa deuxième présidence, il a été au contraire un homme d'ordre, un serviteur zélé des intérêts de la grande bourgeoisie, ce qu'est déjà son fils Jorge qui a une soixantaine d'années et s'est fait une réputation solide dans les affaires. Mais l'ambiguïté doit servir les desseins à la droite.

La confusion peut en effet être entretenue sur une candidature présentée comme « au-dessus » des partis. Chacun s'accorde donc à donner à Jorge Alessandri une très confortable majorité.

En revanche, au vu des résultats des législatives, on peut pronostiquer une position peu enviable pour le candidat de gauche. Une convention des partis membres du FRAP a désigné Salvador Allende comme candidat, à une très large majorité.

Les démocrates chrétiens vont seuls à la bataille, présentant la candidature d'Eduardo Frei. Il en va de même pour les radicaux.

Mais, cette fois, la gauche va unie à la bataille, même si l'éventail de l'alliance n'est pas aussi ouvert que celui souhaité par le candidat et les communistes.

C'est à cette occasion que Salvador Allende donne libre cours à son talent d'animateur politique. Il part avec un potentiel de 21 % des suffrages ; il lui faut donc combler un très lourd handicap. Pas un village, pas un recoin de la terre chilienne n'est négligé. Pour la circonstance, il loue les services d'un train spécial qui est baptisé « train de la victoire ». Sur la ligne centrale qui court tout au long du Chili, il fait halte partout, avec

cette fois une suite nombreuse. Chaque fois, c'est un grand festival où la musique, les danses folkloriques, le dispute à la politique. Allende est à son affaire, à la fois vedette et maître des cérémonies imaginant pendant une réunion ce qu'il pourrait y avoir de nouveau dans celle du lendemain.

À cette occasion, il prend cette dimension d'homme d'État qui va lui permettre de triompher douze ans plus tard, et se met à occuper, dans le cœur chilien, cette place de choix qui l'imposera encore par deux fois comme candidat unique de la gauche, malgré la résistance de certains appareils de parti.

Le programme du FRAP est sensiblement le même que celui présenté six ans auparavant par Salvador Allende au nom du Front du Peuple : profonde réforme agraire, nationalisation de tous les produits miniers, création d'industries de substitution, dénonciation du traité militaire avec les États-Unis, etc.

La Démocratie chrétienne mène une campagne active aussi, mettant en avant un programme de réformes sociales.

Au fur et à mesure que la date du scrutin approche, la droite se met à avoir peur. La multiplicité des candidatures et le dynamisme de la campagne de Salvador Allende peuvent à présent provoquer l'impensable : l'obtention d'une majorité relative par la gauche. La tendance, si favorable au lendemain des législatives de 1957 et de l'annonce de la candidature de Jorge Alessandri meilleur champion possible pour la droite, est maintenant renversée.

On a alors recours, au dernier moment, à un procédé classique : la candidature de diversion. Avec un grand luxe de moyens et un grand tapage des moyens d'information, est lan-

cée la candidature d'un personnage trouble, prêtre défroqué, qui s'est taillé une certaine popularité grâce à ses talents de démagogue. On le connaît sous le surnom de « Curé de Catapilco ».

Salvador Allende arrive en seconde position, précédé de 30 000 voix seulement par Jorge Alessandri, alors que le « Curé de Catapilco » en obtient 40 000, ravies à la gauche. L'opération diversion est couronnée de succès.

Salvador Allende, qui craint, en cas de victoire, voir celle-ci contestée, affirme qu'il s'inclinera devant le suffrage universel, quand bien même il ne serait devancé que d'une seule voix. Aussi, reconnaît-il aussitôt sa défaite bien que certains de ses partisans aient un certain nombre de raisons de penser qu'il y a matière à contestation. La gauche a en effet manqué de moyens pour veiller partout à la régularité du scrutin.

La Démocratie chrétienne, quant à elle, a réalisé une percée la situant parmi les grands partis nationaux. Devançant avec 20 % des voix le Parti radical, elle occupe désormais une position centrale sur l'échiquier politique chilien.

C'est à la fin des années 1930 que les jeunes militants du Parti conservateur, manifestant des préoccupations sociales inspirées par les nouveaux courants qui se font jour dans les milieux catholiques, fondent une organisation qui prend le nom de Phalange nationale.

Le mouvement du même nom qui participa en Espagne à la victoire de Franco avec des velléités sociales contenues dans un programme « national-syndicaliste » les inspire-t-il ? Si c'est le cas, ils s'éloignent rapidement de ces conceptions pour se rapprocher des grandes organisations démocrates-chrétiennes qui se développent avec succès en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Les fondateurs du parti sont des hommes qui vont par la suite devenir célèbres : Eduardo Frei, Bernardo Leighton, Radomiro Tomic, Gumucio et Garretón.

Dès 1941, la Phalange nationale fait élire son premier député en la personne de Radomiro Tomic. Prenant par la suite le nom de Démocratie chrétienne, le parti se structure et se renforce. Il pénètre l'organisation syndicale et dans certaines professions, y prend une place importante.

Sur le plan politique, les démocrates chrétiens sont vite en

course ascendante, avec comme apogée l'élection à la présidence de la République d'Eduardo Frei en 1964 et un triomphe aux législatives de 1965, au cours desquelles ils dépassent la majorité absolue des suffrages.

Ils sont devenus alors, sans conteste, le premier parti du Chili.

Vient ensuite l'époque des divisions. L'exercice du pouvoir met au grand jour les contradictions internes faisant cohabiter une aile sociale qui va en se radicalisant et une aile franchement droitrière.

Leur congrès de 1969 est particulièrement houleux et les militants les plus progressistes, membres pour la plupart des « Jeunesses », fondent le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) qui participe activement à l'Unité populaire, donnant même deux ministres à son premier gouvernement dont celui de l'agriculture, Jacques Chonchol.

Sous l'Unité populaire elle-même, une nouvelle scission de faible amplitude il est vrai, donne naissance à la « Gauche chrétienne ». Détenant une position clé dans les deux chambres du Congrès, les démocrates chrétiens mènent contre Salvador Allende une lutte acharnée, presque toujours déloyale. Eduardo Frei, ancien président, en est l'animateur.

Le moins que l'on puisse dire est que les militaires au pouvoir n'ont pas payé de retour Frei et ses amis. Certains leaders ont, par la suite, partagé l'exil des hommes de gauche et l'un des anciens présidents du Parti, Bernardo Leighton, a même été victime d'un grave attentat à Rome, dont on devine les instigateurs. Dans les jours qui suivront le putsch, il sera l'un des signataires d'un document le condamnant avec des hommes

comme un autre ancien président du Parti, Fuentealba et Radomiro Tomic.

Cela traduit les divisions profondes existant après l'instauration de la tyrannie au sein d'un parti, interdit après avoir été simplement suspendu, dans un premier temps, qui a joué un rôle prépondérant dans le processus ayant conduit à son avènement.

Les six ans de présidence de Jorge Alessandri Rodriguez sont un retour à l'orthodoxie totale de l'économie libérale pour pays sous-développé. On peut dire qu'il ne déçoit pas les plus conscients de ses partisans.

Ingénieur civil de profession, il a déjà exercé des fonctions importantes dans les organisations patronales et notamment la présidence de la confédération des chefs d'entreprise de la production et du commerce. C'est donc un homme d'affaires réputé pour son sérieux, dirigeant de plusieurs sociétés anonymes. Héritier de l'un des noms les plus connus de la politique chilienne, les financiers chiliens et étrangers l'ont naturellement engagé à « faire » de la politique et il a gravi les échelons habituels de député à sénateur.

Son gouvernement sera qualifié de « gouvernement des gestionnaires » par son classicisme de droite presque parfait. Pour juguler l'inflation ou réglementer la demande, pour encourager les investissements étrangers, on se montre très libéral dans le régime d'entrées et de sorties des devises. En revanche, le crédit est étroitement contrôlé sur le plan intérieur et on procède à un blocage des salaires tout à fait draconien. Il en résulte une baisse sensible du niveau de vie, les prix

augmentant sans commune mesure par rapport aux rémunérations.

Il a recours également à un subterfuge qui a toujours donné un sentiment de sécurité à la petite bourgeoisie : il crée une monnaie qui se veut forte. Le « Peso », traditionnelle appellation de l'unité monétaire chilienne, devient « Escudo » et chacun de ces derniers équivaut à 1 000 pesos.

Il s'agit d'établir une parité, qui s'avère factice, avec le dollar pour ramener au Chili les capitaux étrangers et ceux des Chiliens qui les ont mis en sécurité dans les banques étrangères.

Il en résulte des bénéfices prodigieux pour les spécialistes des finances et les spéculateurs de tout poil.

Naturellement, le chômage fait un nouveau bond en avant, et Salvador Allende, au Sénat et dans tout le pays, ne manque pas d'arguments pour dénoncer une politique d'abandon des revendications nationales, qui n'apporte aucune solution aux graves problèmes structurels qu'exige un pays devenu plus que jamais la chasse gardée d'une oligarchie alliée aux grands intérêts étrangers. Avec force, Allende dénonce la violence réactionnaire qui condamne les oubliés du système, c'est-à-dire l'immense majorité du pays, au sous-emploi, à l'ignorance, à l'insécurité, à la maladie.

« C'est la misère institutionnalisée », conclut-il.

En revanche, la grande bourgeoisie chilienne connaît une espèce d'âge d'or. La concentration des richesses, déjà scandaleuse, se renforce encore.

La conséquence sur le plan politique est que la division entre la gauche et la droite cesse de passer entre laïcs et cléricaux. Le partage se fait au sein de la bourgeoisie elle-même,

entre ceux qui sont pour ou contre certaines transformations socio-économiques. Le Parti radical ne peut plus échapper à ce choix fondamental.

Salvador Allende s'élève avec force contre l'acceptation par les gouvernements successifs de la politique d'assistance économique des États-Unis par l'intermédiaire du Fonds monétaire international, le FMI. Ce dernier subordonne ses financements à la présentation de « lettres d'intention » par lesquelles le pays sollicitant un concours expose ses projets, documents à l'appui ; le FMI décide alors si ces projets sont convenables ou non. Il s'agit en fait de soumettre les orientations politiques et économiques d'un pays à l'approbation ou à la désapprobation des États-Unis.

Allende ne se trompe pas d'adversaire. Le FMI n'approuve jamais les projets de l'Unité populaire et contribue au grand complot visant à étouffer économiquement le pays.

C'est sous la présidence de Jorge Alessandri que se produit un événement de portée considérable qui a des répercussions sérieuses dans la politique latino-américaine des États-Unis.

Le 1^{er} janvier 1959, au terme d'une offensive victorieuse, les troupes de Fidel Castro font leur entrée à La Havane. Une légende commence : celle des *barbudos* vêtus d'uniformes vert-olive.

Les Américains connaissent déjà, grâce à des reportages de magazines, cet étrange personnage, mi Don-Quichotte mi-Robin des Bois, mais l'opinion ne paraît pas s'être inquiétée outre mesure des intentions qu'il proclame, oubliant le fond du problème pour ne songer qu'au pittoresque.

Salvador Allende veut savoir à quoi s'en tenir sur la réalité de la volonté révolutionnaire des hommes de la Sierra Maestra.

En fait, il arrive dans la capitale cubaine deux semaines après le triomphe des révolutionnaires. Il veut voir par lui-même s'il y a chez lui de l'espoir, il s'y mêle quelque scepticisme explicable après une si longue expérience de fausses révolutions. Allende raconte à Régis Debray qu'il faillit bien repartir tout de suite en voyant défiler un long cortège à la tête duquel se trouvaient le maire de Miami et celui de La Havane.

Mais, sur l'insistance de l'un de ses amis, il reste. Il rencontre alors le « Che », puis Fidel, qui le fait même assister, sans protocole, à une partie du conseil des ministres. Alors, naît une amitié vraie entre les deux hommes. « Dès le premier moment, confie-t-il à son interlocuteur, j'ai été impressionné par cette intelligence débordante, par cette chose incroyable et étourdissante, car c'est une espèce de cataracte humaine, par sa franchise ; et notre amitié a été quelquefois marquée par des discussions profondes et serrées ».

On imagine sans peine ces discussions entre les deux hommes, sur la voie chilienne et sur la voie cubaine.

Après Allende, de nombreux socialistes chiliens font le voyage. Pour ce parti presque isolé en Amérique latine les liens étant distendus ou rompus avec l'APRA et l'Action démocratique, Cuba est un interlocuteur de choix, révolutionnaire et non-aligné. Disons que la circonspection que manifestent alors leurs compatriotes communistes à l'égard de Cuba renforce encore leur sympathie.

Cette solidarité ne doit faire que croître et se manifester concrètement lors de la tentative avortée d'invasion de l'île en

1961 et pendant les pires années du blocus quand il faut emprunter des voies détournées pour se rendre à La Havane. À Cuba, la victoire de l'Unité populaire sera saluée par un titre énorme du *Granma*¹. Les socialistes chiliens, derrière Allende, participent à la conférence dite « Tricontinentale » et à la constitution de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité).

Après la fin tragique de Salvador Allende, le gouvernement cubain se comporte de manière exemplaire. Bien que la Révolution castriste se soit intégrée au mouvement communiste international, ce sont tous les partis de l'Unité populaire qui sont accueillis fraternellement à Cuba. Le Parti socialiste y a célébré des meetings, tenu des conférences. Le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), parti d'extrême gauche marginal par rapport à l'UP, y trouve lui aussi refuge et une concentration est organisée après la mort, les armes à la main, de son leader Miguel Enriquez. Son frère Edgardo disparu à son tour, y participe.

C'est dire combien solide et durable est l'amitié entre la gauche chilienne et la révolution fidéliste.

Quant aux Américains, ils réagissent de la manière que l'on sait en réalisant qu'il s'agit d'une révolution authentique. John F. Kennedy se rend compte de l'impact des événements cubains sur l'Amérique latine toute entière.

Après le débarquement avorté à ploya Giron il organise un contre-feu : l'alliance pour le progrès.

1. Quotidien officiel de la révolution cubaine, son titre est le nom du bateau qui transporta les futurs guerrilleros des côtes mexicaines aux côtes cubaines en 1956.

L'alliance pour le progrès est un plan très élaboré par le brain-trust, pour l'Amérique Latine, du jeune président américain. John F. Kennedy s'est rendu compte de l'effet causé par la détermination des Cubains à aller jusqu'au bout de leur Révolution. Le risque de contagion est réel. Il faut présenter aux nations de langue espagnole et portugaise d'Amérique un autre visage de l'Oncle Sam.

Les représentants de ces nations sont réunis en Uruguay, à Punta del Este, en 1961. C'est une conférence mémorable parce que, pour la première fois, les États-Unis présente un plan global d'assistance et de solidarité pour le continent et parce qu'une délégation de la République de Cuba participe encore à une réunion officielle interaméricaine. Le chef de la délégation est Ernesto Che Guevara.

Ce dernier expose le point de vue de son pays d'adoption, diamétralement opposé à celui de l'administration Kennedy. Pour le Che, le projet d'alliance pour le progrès consiste purement et simplement à poursuivre et même à renforcer la politique impérialiste, en lui donnant simplement un aspect plus moderne.

Pour répondre à la conférence de Punta del Este, un sémi-

naire est organisé à l'université de Montevideo, dont les principaux invités sont le Che et Salvador Allende.

L'exposé de ce dernier compte certainement parmi les analyses les plus lucides de l'histoire de l'impérialisme et de l'état de l'Amérique latine après la Révolution cubaine.

L'alliance pour le progrès vise en premier lieu à développer les bourgeoisies nationales et à lier plus étroitement que par le passé leurs intérêts à ceux des États-Unis. Les aides financières prévues sont surtout destinées à encourager les investissements nord-américains. Quant aux prêts consentis aux gouvernements, apparemment à des conditions extrêmement intéressantes, ils sont assortis de la condition expresse qu'ils soient destinés à acquérir des produits « made in USA ».

Un aspect qui peut s'avérer intéressant dans le plan de l'alliance pour le progrès, c'est l'encouragement à promouvoir une réforme agraire relativement importante. De nombreux démocrates et hommes de gauche réagissent dans un premier temps favorablement par rapport à ces dispositions. Salvador Allende fait valoir que, loin de s'attaquer fondamentalement au féodalisme agraire, elles visent à créer une catégorie de petits propriétaires devant jouer un rôle de tampon entre les *braceros*¹ sans terre et les latifundistes.

Salvador Allende démonte de la même manière le projet de création d'un marché commun latino-américain, qui ne serait pas accompagné d'une volonté politique clairement anti-impérialiste. Il met enfin en garde les puissants voisins du nord en refusant à l'avance les « corps de la paix », que l'on dit en voie

1. Journaliers.

de création. On ne sait que trop qui se trouve derrière ces Américains « bien tranquilles », chargés d'être les missionnaires des nouvelles frontières idéologiques.

Plus tard, la Maison Blanche reconnaîtra l'échec de l'alliance pour le progrès². On met pourtant beaucoup d'ardeur à assurer son succès et l'administration démocrate essaye de favoriser l'instauration de gouvernements teintés de progressisme tout en étant résolument anticommunistes.

Au Chili, il devient très rapidement évident que les préférences des États-Unis pour l'élection présidentielle de 1964 vont à la Démocratie chrétienne. Les projets de ce parti, en matière agricole notamment, rejoignent presque totalement les préoccupations des stratèges de l'alliance pour le progrès. Son influence dans les campagnes ne cesse d'ailleurs de s'affirmer, appuyée par d'importantes organisations paysannes syndicales et professionnelles.

La présence des démocrates chrétiens parmi les ouvriers n'est pas négligeable et ils bénéficient de l'appui massif de la hiérarchie catholique, comme du petit clergé, de l'action catholique, etc. C'est donc le partenaire rêvé pour empêcher, par la réforme « respectueuse », la propagation des idéaux révolutionnaires.

Encore faut-il en convaincre les partis de la droite classique et notamment les « grands » de la politique chilienne qui ont créé un front démocratique en 1962. Aux partis libéral et conservateur, toujours alliés, s'est joint le Parti radical dont l'aile modérée domine le Congrès.

Or, aux élections municipales de 1963, les candidats démo-

crates chrétiens ne réunissent que 22,7% des voix. Ils sont largement devancés par le FRAP qui obtient 29,5% et par la droite du front démocratique qui, avec 46,2% des suffrages s'impose aux yeux de tous comme le futur vainqueur de la confrontation de 1964.

D'ailleurs, ce rassemblement a déjà désigné son candidat en la personne du sénateur Julio Durán.

Les spécialistes américains sentent bien qu'en cas de triangulaire une remontée de la gauche n'est pas exclue comme en 1958 et que, de toute manière, le champion de la Démocratie chrétienne et de l'alliance pour le progrès réunies arrive en dernière position.

Il s'agit donc d'imposer une candidature unique face au FRAP et de faire en sorte que le candidat soit le démocrate chrétien Eduardo Frei.

Une élection complémentaire les sort de l'embarras.

L'enjeu est maigre : un siège de député à Curico, région agricole où les latifundistes imposent habituellement leur loi.

Or, après une campagne mouvementée où tous les ténors de la politique interviennent, le test de Curico tourne à l'avantage du candidat du FRAP³.

Plus question de triangulaire donc. Le candidat du front démocratique s'empresse d'écouter les « bons conseils » et se retire.

Face au candidat unique de la gauche qui est une fois de plus Salvador Allende, la droite et la Démocratie chrétienne font front commun derrière Eduardo Frei.

2. Dès la disparition de John Kennedy, son successeur, Lyndon Johnson, abandonna un projet qu'il considérait trop progressiste pour revenir à une politique plus dure.

3. Celui-ci s'appelait *Naranjo* (l'orange). On parla du « *naranjazo* » (le coup de l'orange).

Ainsi, le rôle de Washington dans la politique intérieure chilienne est une fois de plus démontré. Dans ces conditions, il est logique que la campagne d'Eduardo Frei bénéficie de moyens financiers illimités. Le candidat démocrate chrétien peut disposer de tous les programmes de radio et de télévision qu'il souhaite, éditer autant de documents luxueux ou non qu'il le juge nécessaire, mettre la presse non ouvrière entièrement de son côté.

Le fait que ce duel ne puisse que tourner à son avantage n'empêche pas Frei de se montrer d'une violence inouïe contre Allende, présenté comme le représentant au Chili de la révolution cubaine. Frei tente de semer un vent de panique parmi la population. Si Salvador Allende triomphait, il imposerait un régime totalitaire. La propriété privée serait totalement supprimée, le parti unique se substituerait à tout et à tous... Bref, une campagne fondée sur le mensonge cynique et visant à créer ce climat de peur que la droite affectionne particulièrement.

Mais Eduardo Frei ne se considère pas comme le candidat de la droite. Il a un programme de réformes. Il propose la « chilénisation » du cuivre par la prise de participation de l'État dans les entreprises étrangères, une réforme agraire progressive, un

certain nombre de lois sociales, etc. C'est le programme de « révolution dans la liberté ». Un programme qui est observé avec intérêt par une partie de la social-démocratie européenne.

Salvador Allende reprend pour sa part le programme du FRAP. C'est sa troisième candidature à la présidence de la République. Mais il repart chaque fois pour son parcours du combattant, d'Arica à Magellan, du Pacifique à la Cordillère. Dans l'échiquier politique du Chili, il est devenu la pièce indispensable. Qu'il soit absent dans un grand débat national et celui-ci perd de la hauteur. Il a joué un rôle essentiel dans l'élaboration du programme du FRAP : c'est après y avoir intégré les nouveaux éléments intervenus dans la politique intérieure et internationale, le programme qu'il avait développé seul contre tous en 1952, quand la majorité des socialistes était allée courir l'aventure populiste avec Ibañez et que le PC était proscrit. Alors même que son concurrent parle de « révolution dans la liberté » en proposant des réformes qui ne touchent en rien les bases du système puisqu'elles se gardent bien de s'attaquer au problème de la dépendance économique par rapport aux États-Unis, Allende fonde toute sa stratégie sur l'anti-impérialisme, ce qui suppose de profonds changements de structure. Il ajoute aussi que le socialisme est un humanisme, la forme majeure de la liberté.

Ce qui est révélateur de l'évolution du climat politique au Chili en 1964, c'est que la confrontation oppose un socialiste qui veut faire la révolution avec l'assentiment populaire à un réformiste décidé à promouvoir des changements pour éviter la révolution. La gauche et son meilleur représentant ont sensible-

ment déplacé le débat au point que la droite a jugé opportun de s'effacer. Elle arbitre en coulisse.

D'autre part, la violence du ton utilisé par Frei, la calomnie, la diffamation largement diffusées, sont la traduction du désarroi de Washington face à la montée constante de la gauche, qu'il faut à tout prix contenir. Allende ne pardonne pas à Frei de n'avoir pas pratiqué le débat d'idées et d'avoir si facilement cédé à la facilité des faux procès et de l'insulte. On va jusqu'à faire intervenir par un discours contre son frère et Allende la sœur de Fidel, Juana Castro. « L'enfer cubain » préfigurant celui du Chili si le candidat du FRAP vient à gagner, est présenté en dernière minute, pour clôturer la campagne, mettant ainsi la gauche dans l'impossibilité de répondre.

Jusqu'alors les relations entre Eduardo Frei et Salvador Allende étaient placées sous le signe de la tolérance et d'une certaine cordialité. Ils se côtoyaient au Sénat, avaient été en concurrence aux présidentielles de 1958 sans que rien ne vienne jamais changer ce climat de respect mutuel. Les familles des deux hommes se retrouvaient même régulièrement, par le fait du hasard, dans la même station balnéaire en janvier¹. Frei a rompu unilatéralement cette convivialité démocratique ; et comble de l'indécence, c'est lui qui accuse Allende de vouloir imposer une dictature!

Comme prévu, Eduardo Frei est un vainqueur facile. Outre l'alliance pour le progrès, les démocrates chrétiens d'Europe allemands et italiens notamment, ont puissamment aidé à sa

campagne. Il obtient 1 463 535 voix, soit 61 % contre 975 680 à Allende. Avec 39 % des suffrages exprimés Salvador Allende a amélioré de près de 10 % les résultats des récentes municipales faisant plus que doubler le nombre de ses voix par rapport à l'élection de 1958.

La gauche a encore progressé et encore perdu. Que va-t-il se passer ?

Eduardo Frei va-t-il réussir dans sa politique de réformes ?

La Gauche va-t-elle résister à la tentation de la guérilla révolutionnaire et s'organiser pour une victoire par les voies constitutionnelles ?

Une étape décisive s'annonce dans tous les cas, dans ce Chili un peu isolé d'un continent alors en pleine ébullition.

La réalisation de l'Unité populaire et sa victoire en 1970 vont être le résultat d'une longue marche au milieu des mille incertitudes d'un peuple accablé.

Allende va, une fois de plus, être le centre de l'unité.

1. Plein été au Chili.

DEUXIÈME PARTIE

L'unité populaire : l'espoir et le drame

« ... Si la violence ne se déclenche pas nous pourrions transformer les structures de base du système capitaliste en démocratie dans le pluralisme et la liberté, sans violence physique inutile, sans désordre institutionnel, sans désorganisation de la production ; en accord avec l'impulsion donnée par le gouvernement en fonction des besoins du peuple et du développement de nos ressources ».

Salvador Allende

Premier message au Congrès, 21 mai 1971.

Six ans vont donc s'écouler sous le régime de la « révolution en liberté ». Six ans qui préludent à l'avènement de la gauche. Et ce ne sera pas chose aisée.

Eduardo Frei est de trois ans le cadet de Salvador Allende. Catholique, de mœurs austères, sans fortune personnelle, il a fait ses études de droit à l'université catholique de Santiago. Il manifestait déjà des attaches avec les milieux de l'Église ayant des préoccupations sociales. Le choix de sa thèse de doctorat est significatif : « Le régime du salarié ». Il est l'un des fondateurs de cette « phalange nationale » qui allait donner naissance à la Démocratie chrétienne, et il a connu sa première grande expérience politique comme ministre des Travaux publics du président Juan Antonio Ríos, le radical qui a succédé à Aguirre Cerda après sa disparition. C'était en 1944 et il allait par la suite gagner un fauteuil de sénateur et devenir l'homme le plus en vue de son parti.

Que va réaliser son gouvernement qui se présente comme exemplaire pour répondre au « défi cubain » ?

En fait, par peur d'être dépassé par les plus impatients des jeunes cadres de la Démocratie chrétienne, ayant le souci constant d'éviter tout affrontement avec le gouvernement et les

groupes de pression américains, Eduardo Frei ne cesse de se rapprocher des milieux les plus conservateurs.

Les investissements étrangers sont encouragés. En 1967 ceux des Nord-Américains représentent 1 milliard 268 millions de dollars, dont les trois-quarts dans les mines. À la fin du mandat d'Eduardo Frei en 1970, malgré la pâle tentative de chilénisation, ils sont encore en augmentation. C'est ainsi qu'un important accord est signé avec l'UIT (malgré des propositions suédoises avantageuses). On sait comment cette multinationale préservera ses droits!

Le plus gros effort devait à l'origine porter sur la réforme agraire. « Il y aura en 1970, affirmait Eduardo Frei, 100 000 propriétaires nouveaux ». C'est important si l'on considère que les travailleurs des champs représentent quelque 600 000 personnes, entre 25 et 30 % de la population active. Mais outre que la loi de réforme agraire ne va pas être menée à son terme, loin de là, ses modalités suscitent de vives critiques de la part de la gauche exprimées notamment dans un grand discours de Salvador Allende au Sénat.

La Démocratie chrétienne veut créer un corps important de petits propriétaires, l'accession définitive à la propriété devant être effective au terme d'une période d'essai au cours de laquelle le gouvernement exerce un contrôle, voire une pression de fait sur le paysannat. La gauche alors réunie au sein du FRAP oppose un système, souple en ce qui concerne les zones, orienté vers une collectivisation et la mise à la disposition des travailleurs ruraux des semences, des engrais, des machines. Elle s'élève en outre contre la volonté du gouvernement Frei de stimuler parallèlement le secteur capitaliste agricole.

Au sein même de la Démocratie chrétienne, prélude à la scission qui se produira à la veille de l'élection présidentielle de 1970, des hommes comme l'ancien président du Parti, Rafael Gumucio, s'élèvent contre les lenteurs et les hésitations du président : « Où est la révolution promise ? » s'écrient-ils tandis que Jacques Chonchol préfère abandonner ses fonctions à la direction de la réforme agraire.

Mais la gauche ne se manifeste pas uniquement de manière négative. Elle apporta ses voix au Congrès, ce qui est indispensable face à l'opposition de la droite, pour une modification de la charte fondamentale qui permit de procéder aux expropriations sans indemnisation préalable. Elle vote finalement la loi de réforme agraire, après certaines modifications. L'Unité populaire agit ensuite à l'abri de ces lois.

Malgré la timidité de ce qui est réalisé, la levée de boucliers est générale à droite et pas seulement parmi les latifundistes. Cela se traduit par un événement important : la fusion des deux partis traditionnels de la bourgeoisie chilienne, le libéral et le conservateur pour donner naissance au Parti national.

La droite, qui s'est effacée devant Frei en 1964 est effrayée par la chute de ses suffrages qui s'est manifestée aux élections législatives de mars 1965. Un véritable raz-de-marée démocrate chrétien a emporté ses positions au point que la Démocratie chrétienne compte sur la majorité absolue à la Chambre des députés qui, seule, est entièrement renouvelable. Les élections municipales de l'année suivante, et surtout les législatives de 1969, se traduisent par un reflux sensible mais la Démocratie chrétienne demeure le premier parti du pays.

C'est donc une responsabilité accrue qui lui incombe dans

l'attitude répressive adoptée par le gouvernement en mars 1966 et novembre 1967. Celui-ci fait donner en effet les forces armées contre les mineurs en grève et surtout à Santiago lors de la grève générale de 1967 où l'on dénombre 6 morts et une centaine de blessés. Plus tard, en mars 1969, le groupe mobile de carabiniers¹ tire sur une manifestation de mal logés à Puerto Montt, petite ville située au sud de Santiago. L'émotion est considérable dans tout le pays où l'on parle de massacre. Il y a une dizaine de morts.

Les mouvements revendicatifs sont nombreux pendant cette période où le gouvernement essaye de limiter le droit de grève et tente de bousculer la majorité de gauche au sein de la CUT en créant une organisation parallèle. Quand Frei fit appel à un ministre des Finances franchement réactionnaire, Raul Saez, postiers, travailleurs de l'électricité, enseignants se mettent successivement en grève pour protester contre le plan de revalorisation des salaires combiné à la constitution d'un fonds de capitalisation nationale. Celui-ci aboutit enfin, malgré l'hostilité des socialistes, grâce à un compromis négocié entre le Parti communiste et la Démocratie chrétienne.

Du point de vue parlementaire la gauche obtient un certain nombre de succès. Salvador Allende et Salomon Corbalan, ce dernier étant aussi sénateur socialiste, font enfin adopter la loi sur la syndicalisation des paysans. Sur un autre plan, le Sénat se refusera à autoriser le président Frei à quitter le pays pour plus de 15 jours.

1. Groupe mobile de carabiniers. Unité créée par Jorge Alessandri en 1960 et spécialisée dans la répression des manifestations.

Sur le reste du continent, la situation s'est transformée. Le 22 novembre 1963 John F. Kennedy est assassiné. Son successeur, qui va par ailleurs intensifier la participation américaine à la guerre du Viêt-nam, ne poursuit pas avec la même détermination la politique réformiste d'alliance pour le progrès et y met même spectaculairement fin en 1965 en faisant débarquer les « marines » à Saint-Domingue pour écraser un soulèvement populaire visant à rétablir dans ses droits le président constitutionnel Juan Bosch. Contraste entre les deux politiques : Kennedy avait, lui, rompu les relations diplomatiques avec les militaires qui avaient renversé Bosch en 1963. En avril 1964, Washington facilite déjà l'installation d'une dictature militaire dans le pays le plus important d'Amérique du Sud, le Brésil.

À l'opposé, la jeunesse révolutionnaire du continent brûlait d'enthousiasme pour Cuba. Un peu partout des universitaires, des ouvriers, des prêtres même organisent des maquis. Les armées de libération fleurissent, même, et on peut dire surtout, là où existent encore des régimes constitutionnels. C'est le cas du Venezuela. Le Che quitte la Havane en secret, part guerroyer en Afrique, revient passer quelques mois à Cuba pour préparer le maquis bolivien. Il faut harceler l'impérialisme, dit-il, créer plusieurs Viêt-nam en Amérique.

Bientôt naît une guérilla urbaine particulièrement violente à Montevideo avec les *Tupamaros*.

Au Chili même la gauche hésite, se divise. Comme partout sur le continent, le Parti communiste observe d'un regard courroucé ces mouvements armés qu'il juge échevelés, irresponsables, aventuristes. Cette « révolution dans la révolution », ils la pressentent tournée contre eux et ils répondent par l'ana-

thème aux sarcasmes de la nouvelle extrême gauche. Mais le PC chilien a d'autres moyens de critique. Contrairement aux autres partis frères américains, il est puissant, structuré, pouvant compter sur l'appui de larges secteurs d'une classe ouvrière forte de plusieurs décennies d'expérience dans la lutte. Il peut à bon droit considérer que le résultat de tant d'efforts de pénétration dans les masses et de structuration ne peut être gaspillé dans une aventure révolutionnaire armée.

En revanche, les socialistes chiliens sont nombreux à se montrer las d'un légalisme jugé stérile. Après les déceptions des Fronts populaires successifs et de la tentative populiste, ils ont subi deux défaites successives. Les progrès réalisés par la voie chilienne préconisée par Salvador Allende leur paraissent trop lents et trop incertains. L'oligarchie au pouvoir dispose de tous les moyens pour se maintenir : argent, forces de répression, presse écrite, parlée et télévisée. Il faut rechercher les formes d'une accélération historique du processus révolutionnaire.

C'est sous Frei que des jeunes créent le Mouvement de la gauche révolutionnaire (le MIR). Ils se lancent dans des opérations spectaculaires, des attaques de banque surtout qu'ils appellent « expropriations ». Des socialistes jettent des regards amoureux du côté de ce mouvement qui, « enfin », passe à l'action directe. Le Chili a aussi ses « Sandino »² et ses « Che ».

C'est dans cette atmosphère que s'annoncent les élections présidentielles de 1970. La fin tragique d'Ernesto Che Guevara en Bolivie, la déroute générale des guérillas, l'annonce d'une nouvelle stratégie cubaine surtout tournée vers la consolidation

2. Augusto Cesar Sandino organisa la guerrilla en 1925 au Nicaragua. La révolution de ceux qui se réclamaient de son héritage triompha de « Facho - Somoza en 1979.

de sa propre révolution et concentrant dans l'immédiat ses efforts sur la réalisation d'une récolte de 10 millions de tonnes de sucre de canne, ne mettent pas un terme aux divisions dans la gauche chilienne.

En résumé, les six ans de présidence d'Eduardo Frei, qui devaient selon lui inaugurer une longue période de domination de la vie politique chilienne par la Démocratie chrétienne et être un exemple de révolution tranquille pour toute l'Amérique latine, se terminent par un échec. Ni dans le domaine des richesses minières, ni dans ceux du monde rural du logement, de l'éducation, du plein emploi, des réponses décisives ne sont apportées.

De larges secteurs populaires qui ont mis leurs espoirs dans les réformes annoncées ne cachent pas leur déception. Les élections générales de 1969 se traduisent par un net recul des démocrates chrétiens qui ont déjà perdu une élection partielle en décembre 1967. Le désenchantement a sa traduction électorale.

La droite devient alors si confiante qu'elle se prépare à présenter son propre candidat face à l'éventuel champion de la gauche et à celui de la Démocratie chrétienne. Elle estime que l'on a joué avec le feu et qu'il est temps de reprendre franchement les rênes. Comme en 1958, on cherche le candidat miracle, qui sera Jorge Alessandri.

En même temps, une scission affaiblit la gauche. Le MAPU se crée derrière les sénateurs Rafael Gumucio et Alberto Jerez.

Pour parvenir à un programme commun et à une candidature unique, la gauche mène un combat difficile contre elle-même. Salvador Allende joue une fois de plus les premiers rôles.

C'est sous le mandat d'Eduardo Frei que Salvador Allende devient le second personnage de l'État. Fidèle à la ligne politique qu'il a toujours développée, il dispose maintenant de moyens accrus pour mener le combat de toujours.

Il reste à la présidence du Sénat pendant près de trois ans, de 1966 à 1969.

La gauche ne dispose certes pas à elle seule de la majorité dans la Chambre haute. Mais elle a l'appui des radicaux, alors en pleine évolution vers la gauche, et d'un petit parti social-démocrate qui rejoindra plus tard l'Unité populaire.

Une fois de plus c'est le parti d'Allende qui est le plus dur à convaincre. Le comité central craint que de tels accords n'aboutissent à affaiblir l'image révolutionnaire intransigeante qui est la sienne. La décision du Parti communiste chilien d'apporter ses voix sans réticence oblige le Parti socialiste à reconsidérer sa position et il se trouve une majorité pour élire Salvador Allende président du Sénat de la République. Son attitude au cours de ces trois années justifie amplement la confiance de ses camarades. C'est une présidence de combat dans le respect le plus strict de la Constitution. Tout en jouant pleinement son rôle dans le domaine représentatif et administratif – c'est ainsi qu'il

fait améliorer et moderniser la bibliothèque universitaire pour en faire l'une des plus complètes du monde – il n'abdique pas de ses prérogatives d'élu.

Par exemple quand il décide d'intervenir dans un débat jugé important, il quitte son fauteuil, se fait remplacer par un vice-président, et regagne son banc. Il lui arrive de défendre de la sorte des projets de loi comme celui relatif à la syndicalisation des paysans.

Pour la première fois, il dispose aussi d'un cabinet officiel, de bureaux et de salles de réunion ce qui facilite grandement sa tâche de leader populaire et accroît son efficacité et celle de ses collaborateurs.

Cette présidence qu'aucun révolutionnaire n'a occupée auparavant ne sera jamais admise par la Démocratie chrétienne et par la droite. On s'ingénie à trouver des motifs pour le censurer ou pour le contraindre à la démission. Toutes ces tentatives échouent.

Trois événements au moins attisent la colère de ses adversaires : sa participation à la conférence dite Tricontinentale à La Havane, son rôle dans la création de l'organisation Latino Américaine de Solidarité (OLAS), son attitude en faveur des compagnons du « Che » qui ont cherché asile au Chili.

La conférence des représentants des pays anciennement colonisés des continents africain, asiatique et américain se réunit à l'initiative de Fidel Castro du 3 au 13 janvier 1966 à la Havane. Salvador Allende dirige la délégation chilienne où figurent notamment des personnalités socialistes et communistes. Cette réunion constitue un tour de force tant les points de vue des régimes représentés sont souvent divergents,

d'autant que la querelle sino-soviétique pèse déjà sur les relations internationales. Il en résulte des débats intéressants mais touffus entre des pays qui, par ailleurs, n'ont pas atteint le même niveau de développement économique et culturel.

Pour Cuba, c'est une excellente manière de rompre politiquement le blocus américain effectif depuis son exclusion de l'Organisation des États américains (OEA).

Mais Allende fait aussi une proposition qui aura des conséquences concrètes : la réunion des 27 délégations du continent américain aboutit, au terme de 10 heures de conversations ininterrompues, à la création de l'Organisation latino-américaine de solidarité chargée de suivre le développement du processus révolutionnaire dans chaque pays.

Dans la presse de droite chilienne et particulièrement dans *El Mercurio*, c'est un véritable déchaînement contre Allende. Son départ de la présidence du Sénat est demandé à corps et à cris. On n'obtient de l'intéressé que la confirmation de sa confiance dans la voie chilienne vers le socialisme dans la mesure où la réaction n'utilisera pas elle-même la violence. Cela n'exclue pas, ajoute-t-il, que d'autres peuples, placés dans d'autres conditions, soient amenés à choisir la révolution par les armes.

Salvador Allende reste à son poste.

Mais il doit bientôt affronter une épreuve plus redoutable. En octobre 1968, un an après la mort d'Ernesto Guevara, certains de ses camarades de combat cherchent à passer la frontière entre la Bolivie et le Chili. Ils sont suivis de très près par les forces du dictateur bolivien dont les avions couvrent de tracts les

villages frontaliers incitant les habitants à livrer les fugitifs aux autorités de la Paz s'ils viennent à passer. Le président du Sénat se rend aussitôt sur place et tient des réunions pour expliquer aux villageois qu'ils doivent au contraire se montrer hospitaliers et fraternels. Cinq Cubains forcent le blocus. Ils sont transférés à Santiago, expulsés, et Salvador Allende intervient pour qu'ils puissent regagner leur pays par un chemin détourné sans survoler des régions aux régimes hostiles. Pour plus de sécurité il les accompagne lui-même jusqu'à Tahiti. Ils doivent regagner Cuba via Paris. Aussitôt on crie au scandale. La presse, la radio, la télévision le couvrent de sarcasmes. Cette attitude est jugée indigne d'un président du Sénat. Les caricatures grotesques fleurissent. À son retour l'étoile de Salvador Allende semble avoir pâli. Il s'est élevé bien peu de voix, en vérité, pour le défendre.

Il prend alors les choses en mains. Sa contre-attaque consiste à provoquer les directeurs des quotidiens qui l'ont vilipendé en un duel télévisé. Sans renoncer naturellement à ses fonctions au Sénat. « Mon geste a été celui d'un militant de la révolution latino-américaine » affirmera-t-il sans concession.

C'est un débat mémorable qui dure trois heures. Quatre directeurs de quotidiens font face à Salvador Allende qui ne les ménage pas sur leur passé d'hommes de droite liés aux milieux financiers. En fait, et de l'avis général, agences nord-américaines comprises, il surclasse proprement ses adversaires, et retourne complètement la situation en sa faveur. Allende a en fait notablement renforcé sa position dans l'opinion.

Tel est le Salvador Allende président du Sénat. Il ne se contente pas du décorum, mais donne pleine signification politique à sa fonction.

La haute responsabilité que Salvador Allende assume pendant cette période au niveau de l'État ne l'empêche pas de trouver en position délicate au sein de son propre parti.

Le XXII^e congrès du PS, réuni en octobre 1967 à Chillan, a repoussé ses thèses à une large majorité. Autour du sénateur Carlos Altamirano, l'aile radicale des socialistes a imposé une ligne préconisant la violence révolutionnaire, jugée inévitable et légitime. De son triomphe procéderait le pouvoir politique et économique et son contrôle par la classe ouvrière organisée.

Salvador Allende s'oppose décidément à cette tendance. Il affirme que le peuple chilien ne comprendrait pas que l'on rompe la ligne unitaire et qu'on renonce à utiliser les urnes comme moyen d'accès au gouvernement. On ne peut faire la part belle à ce point à la droite ou à la Démocratie chrétienne.

Battu, il s'incline et se réfugie dans ses tâches parlementaires, prenant une certaine distance par rapport à la vie quotidienne du Parti.

Deux ans auparavant, le Parti communiste s'est prononcé en faveur de positions très proches de celles préconisées par Salvador Allende. Comme lui, il souhaite que l'unité résulte d'un vaste accord entre les partis ouvriers et ceux qui, comme le

Parti radical, sont représentatifs de la petite bourgeoisie éclairée.

Aussi Allende, dans le fond, est-il moins pessimiste que ses proches. Il se dit, en privé, certain que, en dépit des décisions de Chillan, la voix populaire se fera entendre et imposera l'unité. Il y a plus : il sent qu'à l'heure de l'unité sa candidature s'imposera tout naturellement.

Dans les sphères dirigeantes des organisations de gauche cela n'apparaît pourtant nullement comme une évidence. Bien au contraire. La majorité du comité central du Parti socialiste lui est franchement hostile. Au sein des jeunesses socialistes on essaye de faire valoir que Salvador Allende est usé dans l'opinion par trois candidatures successives sanctionnées par trois échecs, qu'il apparaît comme un homme politique classique et que cela est aggravé par l'exercice de la présidence du Sénat. Qu'il faut donc un homme neuf à opposer à la vraisemblable candidature d'un homme comme Jorge Alessandri, figure du passé par excellence.

Au Parti communiste on sent naître la volonté au fur et à mesure que l'on avance dans l'année 1969, de soutenir la candidature d'un dissident de gauche de la Démocratie chrétienne. Quant au Parti radical, il caresse toujours l'espoir de se trouver en position centrale lui permettant de présenter un des siens. Ce dernier parti a en effet opté pour la gauche au cours du congrès précédant la période électorale.

Mais au milieu de ces incertitudes encore fait-il qu'il y ait une large unité des partis et un programme commun. C'est dans cette atmosphère que Salvador Allende décide de quitter le pays, en mai 1969 pour un long périple qui doit le conduire

en Corée du Nord, au Viêt-nam et à Cuba. Cet éloignement est naturellement volontaire.

Le Parti socialiste, malgré l'intransigeance de la motion de Chillan, sent bien qu'il ne pourra pas éviter de participer au mouvement unitaire qui se dessine. Allende ne veut pas intervenir et laisse la direction du Parti assumer pleinement ses responsabilités.

Préalablement à tout accord politique avec les futurs composantes de l'Unité populaire (qui est encore au stade de projet) la majorité du comité central veut lancer publiquement la candidature du secrétaire général du Parti, le sénateur Aniceto Rodriguez, au cours d'un banquet populaire célébré en juin 1969 dans l'agglomération périphérique de San Miguel, dans la banlieue de la capitale.

Informé de la situation et du fait que des personnalités de gauche non membres du Parti socialiste ont proposé sa propre candidature, Salvador Allende, qui se trouve à la Havane, fait parvenir un télégramme où il décline la proposition de ses amis, laissant entendre qu'il convient d'abord de constituer l'Unité populaire ou tout au moins de proposer une candidature auprès de celle-ci afin de ne pas s'imposer aux autres organisations. Cela met la direction du PS dans l'embarras. Il faut renoncer à une désignation non statutaire dans l'enthousiasme d'un banquet.

Cette attitude est très bien accueillie par les participants au rassemblement. Le comité central décide donc une consultation interne auprès des fédérations régionales. Il apparaît alors que c'est une fois de plus Allende qui est reconnu par la base comme le plus apte à concourir à l'élection présidentielle.

Le 29 août 1969, par 12 voix et 13 abstentions le comité central le désigne comme candidat socialiste à la candidature. Il est entendu que ce sera l'organisme approprié de la future Unité populaire qui décidera en dernier ressort qui sera le candidat commun.

L'acte de baptême de l'Unité populaire n'est signé que le 9 octobre. Avec le Parti communiste et le Parti socialiste, se trouve le Parti radical, le MAPU, le Parti social-démocrate et l'Alliance populaire indépendante (API). Son programme est signé le 17 décembre 1969 et rendu public quelques jours plus tard.

Reste à désigner le candidat. Et ce sera très long. On sera parfois au bord de la rupture. Un « conclave » ne donne rien malgré des jours de délibération. La base populaire se manifeste de plus en plus fort, réclamant Allende. Mais l'année 1969 s'achève sans candidat désigné.

Sur les rangs : Jacques Chonchol présenté par le MAPU, Pablo Neruda du Parti communiste, Alberto Baltra pour les radicaux, Rafael Tarud pour l'API et les sociaux-démocrates. Les socialistes, naturellement, soutiennent Salvador Allende.

Le 22 janvier 1970 enfin, après le retrait successif de tous les autres candidats, il est proclamé à l'unanimité par le comité de coordination de l'Unité populaire pour être son représentant. L'Unité populaire succède au FRAP qui a été la coalition de combat en 1958 et 1964 et a représenté la gauche unie aux élections législatives et municipales qui se sont déroulées pendant cette période.

Mais l'éventail est cette fois plus large. L'entrée des radicaux et des scissionnistes de gauche de la Démocratie chrétienne

constitue un événement considérable donnant plus de crédibilité à une candidature de gauche surtout dans la perspective d'une « triangulaire ».

Les radicaux ont rejoint la gauche au Parlement en s'opposant en commun avec socialistes et communistes au projet d'accord entre le gouvernement Frei et la compagnie nord-américaine d'exploitation du cuivre, l'Anaconda. Il s'agit d'une prise de participation de l'État chilien d'actions dans la grande compagnie, opération pompeusement baptisée « chilénisation » du cuivre.

La route de l'unité est dès lors ouverte.

Il est clair que le combat pour la nationalisation du métal rouge se trouve au centre de la confrontation. Ce sera l'une des armes de l'Unité populaire.

Le programme adopté par l'Unité populaire vise à instaurer de manière progressive des structures politiques, économiques, culturelles et sociales nouvelles préparant l'avènement d'une société socialiste. Trois systèmes de propriété doivent cohabiter : un secteur public appelé à devenir prédominant et à contrôler les grandes entreprises, un secteur privé limité aux petites et moyennes entreprises, un secteur mixte. Le cuivre, le fer, le charbon, le salpêtre seront nationalisés. L'État devra en outre contrôler l'ensemble du système financier et précisément le crédit ainsi que les assurances, le commerce extérieur, la distribution, l'électricité, la sidérurgie, etc.

L'application de la loi sur la réforme agraire sera accélérée. D'ambitieuses mesures devront être prises dans les domaines de l'hygiène, de la santé. On va se préoccuper de démocratiser l'enseignement.

Le gouvernement de l'Unité populaire ne sera ni celui d'un seul homme ni celui d'un seul parti. Il sera une émanation du comité de coordination des partis politiques constitutifs de l'Union et maintiendra des relations étroites avec l'organisation syndicale, la CUT.

Le candidat doit livrer bataille sur le plan idéologique

démontrant le rôle de l'impérialisme dans l'économie et la politique chilienne. Allende est indiscutablement le mieux placé pour présenter une telle argumentation. Il n'y a aucune usure, car chaque jour qui passe apporte des éléments nouveaux venus fortifier les thèses par lui défendues dès les premiers jours de sa vie militante.

Quand on relit les discours prononcés pendant sa campagne électorale, on est surtout frappé par la clarté et la précision des textes. Les vrais problèmes sont tous abordés. Mais l'aspect émotionnel n'est pas absent. La bourgeoisie, dans un premier temps, ne semble pas nourrir une grande inquiétude. Les sondages n'accordent aucune chance au candidat de la gauche. Au début, il se trouve même rejeté assez loin avec seulement 18% des intentions de vote.

La victoire paraît ne pouvoir échapper au représentant de la Démocratie chrétienne, Radomiro Tomic ou à celui de la droite classique, Jorge Alessandri. Comme on le prévoyait le Parti national et quelques groupes mineurs dissidents du Parti radical se sont une fois de plus ralliés à celui qu'ils considèrent comme la valeur la plus sûre.

Les six ans de présidence de Jorge Alessandri entre 1958 et 1964 sont considérés par les milieux d'affaires chiliens et étrangers comme une période bénie. Son gouvernement a été qualifié de gouvernement des « gestionnaires ». Création d'une nouvelle monnaie, réputée forte, lutte contre l'inflation... Jorge Alessandri est l'homme « sérieux » et « compétent » par excellence pour une frange importante de la population. La bourgeoisie n'a en vérité considéré avec faveur ni le populisme d'Ibañez ni le réformisme démocrate chrétien. Le passage de

Jorge Alessandri à La Moneda se situe entre ces deux moments de l'histoire du Chili.

Ce dernier présente en outre l'avantage pour la droite de n'appartenir à aucun parti politique ce qui permet de faire une campagne basée sur l'apolitisme, ce masque si précieux aux conservateurs.

Certes le candidat de la droite n'est plus de première jeunesse. Agé de 74 ans c'est surtout sur l'abondance de moyens dont disposent les organisateurs qu'il compte pour assurer sa victoire. On se souvient cependant qu'en 1958 il n'avait en fin de comptes précédé Salvador Allende que de 30 000 voix grâce à une candidature de diversion. Aussi l'insolente assurance des milieux de droite apparaît aujourd'hui bien présomptueuse. Le candidat présenté par la Démocratie chrétienne est très différent. Radomiro Tomic a été l'un des créateurs du Parti, un jeune universitaire talentueux et très préoccupé par les questions sociales. Il se situe volontiers à l'aile gauche. En 1941, il a été le premier parlementaire de ce qui était encore la Phalange nationale et personne n'a jamais douté, après l'élection de Frei en 1964, qu'il représenterait son parti à l'élection suivante. Tout semble avoir été préparé à cette fin. De 1964 à 1968 le gouvernement lui confie une grande ambassade, la plus grande : à Washington. On saura plus tard qu'il s'y tailla la réputation d'un partenaire difficile et donna du fil à retordre à la Maison blanche, présentant souvent les instructions de son gouvernement avec une tonalité de gauche. Il se lie avec des parlementaires « libéraux » du Congrès nord-américain. De retour au Chili, il se solidarise avec l'aile dite rebelle de son parti dont la plupart des membres, après leur défaite au congrès

de mai 1969, créeront le MAPU. Mais il ne les suit évidemment pas dans la dissidence puisque son parti le désigne officiellement comme candidat, en août de la même année.

C'est un orateur brillant, plein de talent et de séduction. Il a caressé l'idée d'être le candidat non seulement de son parti, mais de celui des partis de gauche. Ses déclarations vont en ce sens, mais en vain. La Démocratie chrétienne a, tout au long du régime Frei, dressé contre elle de manière irréductible la masse des militants politiques et syndicaux. De toute manière le durcissement du président au cours des deux dernières années de son mandat, marquées par une dure répression des mouvements sociaux et le « massacre de Puerto Montt », laisse supposer que l'hôte de La Moneda ne veut pas favoriser une telle éventualité.

La Démocratie chrétienne compte sur des atouts appréciables. Malgré ses reculs électoraux de 1966 et 1969 c'est toujours le premier parti du Chili très représentatif des classes moyennes. Il possède aussi une base syndicale (entre 25 et 30 % au sein de la CUT) et une solide implantation dans le monde rural. Les dames de la Démocratie chrétienne pratiquent dans les *poblaciones* misérables une assistance paternaliste qui est électoralement payante. Enfin, le soutien du secteur « moderne » du monde des affaires et des industriels lui est acquis.

Radomiro Tomic espère jusqu'au dernier moment « mordre » sur l'électorat traditionnel de la gauche. Peine perdue.

J'ai conversé longuement avec lui à Santiago en septembre 1973, au lendemain du putsch. Avec les sénateurs Leighton, Fuentealba, Alwyn, des dirigeants de la jeunesse, il avait signé

un texte qui, tout en rappelant ce qu'ils considéraient comme les erreurs de l'Unité populaire, condamnait clairement l'action de Pinochet. Tomic s'efforçait à l'analyse lucide, sans passion, mais ne parvenait pas à masquer son angoisse. Il n'allait pas tarder à choisir l'exil.

La campagne électorale se déroule dans une ambiance de luttes sociales. Bien avant son ouverture officielle, de graves événements se sont produits. En avril, un ingénieur agronome démocrate chrétien est assassiné par des propriétaires terriens dans la province de Linares. À la fin du mois de juin, un étudiant socialiste est tué, au cours d'une manifestation, par les « groupes mobiles des carabiniers ». C'est l'unité spécialisée dans la répression des mouvements ouvriers, étudiants et paysans, déjà responsable du massacre de Puerto Montt. L'un des premiers actes d'Allende comme président sera de la dissoudre.

La CUT déclenche grève sur grève. Le 8 juillet c'est une grève générale au cours de laquelle un jeune communiste est tué. À la fin du mois de juin, Frei proclame l'état d'urgence.

Salvador Allende a l'appui de 14 800 comités de base de l'Unité populaire. Pour les travailleurs l'objectif est clair : « l'impérialisme a arraché au Chili d'immenses richesses, équivalent au double du capital implanté dans notre pays... Avec la complicité des gouvernements bourgeois les monopoles nord-américains sont parvenus à s'emparer de presque tout notre cuivre, fer et nitrate... L'unique alternative véritablement populaire, et par conséquent la tâche fondamentale qui attend le gouvernement du peuple, est de mettre un terme à la domination des impérialistes, des monopoles, de l'oligarchie ter-

rienne, et de commencer l'édification du socialisme au Chili » (introduction au programme de l'Unité populaire).

Le MIR, qui ne veut pas gêner la campagne du candidat de la gauche, suspend ses actions armées, ses « expropriations » de banques.

Fidel Castro lui-même apporte son soutien moral. Il déclare à la TV chilienne : « Actuellement, dans les conditions concrètes du Chili, je crois qu'il est possible de parvenir au socialisme par la voie électorale. Le Chili est l'un des rares pays d'Amérique latine où la lutte politique constitutionnelle se livre selon les règles établies. Le seul avantage de la droite c'est qu'elle dispose de plus grands moyens économiques. La lutte se déroule dans un cadre institutionnel ; c'est pourquoi je répète que dans ce cas concret, dans le Chili de 1970, le socialisme peut remporter une victoire électorale ».

Cependant des groupes d'extrême droite comme le GRACO (groupe anti-communiste) attaquent des permanences de l'Unité populaire, envoient des menaces de mort à ses dirigeants. Le général Viaux, qui a tenté en 1969 un coup de force pour des motifs de revendication professionnelle a-t-on dit, essaie de persuader l'armée de préparer un soulèvement en cas de victoire de la gauche¹.

La droite n'y croit toujours pas. Pour elle Alessandri passera malgré son recul constant dans les sondages et l'effet négatif que produisent ses apparitions à la télévision. Les États-Unis ont apparemment confiance dans les rapports optimistes envoyés par leur ambassadeur Edward M. Korry.

À la base les militants de l'Unité populaire sentent au contraire que cette fois la victoire est possible. Le Chili est couvert de sigles représentant un X barré dans sa partie inférieure et qui signifie « Viva Allende » ou « Vota Allende ». On le sent. « El Chicho » va gagner et le peuple avec lui.

Le suspens du dépouillement est atroce. Alessandri est donné en tête au début. A 21 h pourtant la victoire d'Allende est possible, puis probable. Une heure plus tard des tanks prennent position dans le centre de la capitale. Est-ce le coup de force ? Non. C'est le commandant de la place, le général Valenzuela qui informe personnellement Salvador Allende des résultats qui le mettent en tête. Radomiro Tomic vient lui aussi le féliciter.

C'est ensuite une immense foule qui se forme dans la grande artère de Santiago, l'Alameda. Foule radieuse, bon enfant. On rit, on s'embrasse, on pleure, on chante. Un cortège de jeunes socialistes fraternise dans la même joie avec de jeunes démocrates chrétiens.

Allende va parler. Il est au siège de la fédération des étudiants.

Il obtient 39 000 voix de plus qu'Alessandri (1 070 334 voix soit 36,3 % contre 1 031 159 voix 34,9 %). Radomiro Tomic obtient 821 801 voix (27,8 %). Courte victoire. Mais le candidat de la Démocratie chrétienne a mené lui aussi sa campagne sur des thèmes de gauche, voire révolutionnaires.

Tout est désormais possible.

1. En réalité, c'est un général d'extrême droite, véritable maniaque du complot.

Encore faut-il que le congrès ratifie les résultats et que les forces armées se cantonnent dans leur rôle professionnel.

D'une manière générale, les Chiliens sont fiers de leur armée et de sa conception du légalisme. Depuis 1932 elle n'a pas connu de soubresaut important : une tentative isolée d'insubordination après la victoire du Front populaire de 1938, le coup avorté du général Viaux en 1969 avec le régiment « Tacna », chaque fois l'ensemble des forces armées a répondu loyalement à l'appel du président élu.

Salvador Allende est lui-même officier de réserve et, enfant, a vécu dans des villes de garnison où sa famille fréquente les officiers. Mais il est absurde d'en conclure qu'il ignore le danger potentiel que l'armée chilienne représente. Il n'a aucun moyen de dissoudre le parlement, ni de créer des milices ouvrières. Le penser relève de l'ignorance ou de la démagogie. Il est donc obligé de s'en tenir à une permanente et discrète « prise de température » et à affirmer publiquement qu'il est certain du loyalisme des militaires.

L'armée de terre, forte de 30 000 hommes environ, a été formée par des officiers prussiens. La discipline y est en conséquence très rigide, la tradition d'obéissance aveugle à la hiérar-

chie soigneusement entretenue. Il suffit d'ailleurs de voir défiler des unités, d'entendre une fanfare pour être édifié : on s'attend toujours à voir arriver le « Kaiser » en personne. La marine, elle, forte de 15 000 hommes, a été formée à l'école britannique. C'est l'arme aristocratique par excellence. De création naturellement plus récente l'aviation (on dit la FACH) doit beaucoup aux États-Unis. Le système de la conscription est en vigueur. La plupart des officiers sont issus de la moyenne ou de la grande bourgeoisie.

Le président Allende compte beaucoup, en cas de nécessité, sur le corps des carabiniers¹. Cette gendarmerie chilienne est en effet placée directement sous les ordres du président lui-même et ses officiers et sous-officiers sont d'origine plus populaire. Au nombre de 25 000, les carabiniers vivent au contact quotidien de la population dans les villes et surtout les villages. Lors du coup d'État, le général Mendoza, qui s'attribue le commandement du corps, a écarté les trois officiers supérieurs le précédant dans la hiérarchie à commencer par le général Sepúlveda.

Naturellement les États-Unis, dans leur souci de « défense du continent » maintiennent avec les forces armées chiliennes des relations étroites et les font bénéficier d'une assistance particulière pour la formation de cadres. Chaque année 200 officiers et sous-officiers suivent des cours dans les écoles militaires aux États-Unis ou dans la zone du canal de Panama. Là on s'efforce de les instruire à la lutte « anti-subversive », à les fortifier dans des idées violemment anticomunistes. La marine chilienne

1. Qu'il ne faut pas confondre avec le « groupe mobile des carabiniers » qu'il allait dissoudre dès son accession à la présidence. Le GMC comptait alors 2 000 hommes.

organise chaque année des manœuvres conjointes avec l'US Navy. C'est le cas lors du déclenchement du putsch.

Allende sait que le maximum qu'il peut espérer c'est le respect de la tradition légaliste. Il n'hésite pas à rassurer au maximum les cadres militaires, en augmentant leurs soldes dès la fin de 1970, en améliorant les conditions de logement des sous-officiers, en s'assurant à tout moment que leur ravitaillement est assuré, en participant personnellement à toutes leurs commémorations.

Si les intrigues conjuguées de la CIA (et surtout de la DIA) et des forces réactionnaires chiliennes (parlementaires démocrates chrétiens compris) conduisent finalement la majorité de l'armée au complot et au crime, en septembre et octobre 1970 les militaires demeurent dans la légalité : le commandant en chef d'alors paiera de sa vie son intransigeance. Comme seront fusillés ou connaîtront la prison et la torture des centaines d'officiers et de sous-officiers après le coup d'État. Comme mourra le général Bachelet. Comme seront assassinés dans leur exil argentin le général Carlos Prats et son épouse.

La trahison d'une majorité d'officiers supérieurs ne doit pas faire oublier le sacrifice de ceux qui donnèrent leur vie pour la légalité.

« Pendant les deux mois qui ont précédé mon entrée à La Moneda je n'ai pas été un président élu mais un chef de la sécurité ». Cette phrase de Salvador Allende témoigne à elle seule du climat que les ennemis de la gauche, à l'intérieur et à l'extérieur du Chili, créent pour tenter d'empêcher son accession effective à la présidence.

Il y eut les tentatives prétendant se donner un air constitutionnel.

Il y eut des sabotages et des attentats.

Il y eut organisation de panique financière.

Il y eut complot pour inciter les forces armées au coup de force.

Il y eut intervention étrangère comme cela fut établi par les articles de Jack Anderson en mars 1972 et par les auditions d'une commission sénatoriale des États-Unis. Sans compter les aveux de deux présidents.

La Constitution prévoit que, dans le cas où un candidat n'obtient pas la majorité absolue des suffrages, c'est le Congrès qui tranche en dernier ressort 50 jours après l'élection entre les deux candidats arrivés en tête. Mais la coutume institutionnelle, respectée par tous jusque-là, fait de cet acte une simple

formalité et le candidat arrivé en tête est invariablement proclamé élu. C'est ainsi que Jorge Alessandri, qui n'a devancé Allende que d'extrême justesse en 1958, est par exemple consacré sans problème. Alessandri lui-même s'est engagé solennellement à appliquer cette règle. Mais, cédant à des pressions de toute sorte, dont celle de Frei lui-même, il change d'attitude et diffuse une déclaration affirmant que, dans le cas où le Congrès le désignerait, il démissionnerait. S'engageant à n'être pas candidat aux élections que serait appelé à organiser le président du Sénat, un démocrate chrétien. C'est clair. Frei est alors seul candidat contre Allende (la Constitution interdisant simplement d'être candidat à deux élections successives) et peut être facilement élu.

On sait aujourd'hui que ce stratagème, auquel se prêtèrent Frei et Alessandri, fut orchestré par le comité des 40 à Washington présidé par Kissinger lui-même.

Mais il se heurte à trop d'oppositions. Au sein de la Démocratie chrétienne en premier lieu où Tomić déclare que cela signifierait que la gauche peut concourir à des élections, mais pas les gagner; au sein de milieux non acquis à la gauche, comme l'Église, puisque le cardinal archevêque Silva Henríquez tient à rendre visite au futur président; et naturellement aux 15 000 comités de l'Unité populaire, mobilisés en permanence et à la CUT qui menace la droite de paralyser le pays si la volonté populaire n'est pas respectée.

Finalement, après que l'Unité populaire et la Démocratie chrétienne se soient mises d'accord sur un « statut de garanties constitutionnelles » qui ne remette pas en cause le programme de la gauche ni les prérogatives du président (Allende repousse

de telles propositions avec hauteur), les démocrates chrétiens décident de voter pour Allende le 19 octobre. Alessandri se retire le lendemain¹.

Le 24 octobre le Congrès consacre l'élection de Salvador Allende par 153 voix contre 35 à Alessandri et 7 bulletins blancs. Mais pendant tout cette période la conspiration bat son plein.

Dans les jours qui suivent le 4 septembre, des organisations d'extrême droite comme « Patrie et Liberté » ou « No entreguemos Chile » (ne livrons pas le Chili) qui signe NECH font leur apparition. Des bombes explosent bientôt un peu partout, surtout la nuit, à Santiago. Les dépôts de combustible de l'aéroport international sautent et une terrible catastrophe est évitée de justesse. Les tours de la télévision, la Bourse sont ainsi l'objet d'attentats. Le ministre de l'Intérieur et la police, ne bougent pas.

Ce sont les services de sécurité de l'Unité populaire qui font arrêter, non sans peine tant la police fait preuve de mauvaise volonté, l'officier Arturo Marshall, proche du fameux général Viaux, champion international de tir, chargé d'assassiner Allende. Il est trouvé en possession d'un fusil à lunette télescopique.

C'est à partir de cette époque que le président du Chili

1. Statut de garanties constitutionnelles : ensemble de dispositions légales qui amendent la Constitution politique de l'État. Ces amendements consistaient essentiellement en : garantie de l'existence des partis politiques ; reconnaissance de la liberté de la presse ; du droit de réunion, liberté de l'enseignement ; inviolabilité de la correspondance ; liberté du travail ; liberté de mouvement ; professionnalisation des forces armées et des carabiniers. Salvador Allende refusa par contre, comme le lui demandaient les démocrates chrétiens, une disposition selon laquelle les forces armées chiliennes étaient désignées comme arbitre pour assurer l'accomplissement de ce statut.

s'entoure d'une garde de militants expérimentés. Il n'a pas voulu quitter son domicile et l'on n'a qu'une confiance limitée dans le ministre de l'Intérieur de Frei. Cette équipe de protection est connue sous le nom de GAP (groupe d'amis du président). Ses membres lutteront jusqu'au bout à ses côtés le 11 septembre. Les survivants seront fusillés².

On s'efforce aussi de semer la panique sur le plan financier. Le chef d'orchestre cette fois est le ministre des finances d'Eduardo Frei, Andrés Zaldivar. Il prononce le 23 septembre un discours d'un alarmisme extrême, un véritable appel au coup d'État militaire. Des hommes influents se hâtent de retirer l'argent des banques. La fuite des capitaux est alors ouvertement organisée à grande échelle. On doit même fermer provisoirement les opérations boursières. Le cours du dollar monte en flèche.

Toute cette agitation vise à obliger l'armée à prendre le pouvoir. Le chef d'état-major, le général René Schneider, ne tarde pas à décourager ces espoirs : « la mission de l'armée est de soutenir et de respecter la Constitution politique de l'État, de défendre le pays contre l'agression extérieure et de garantir la sécurité intérieure du régime légalement constitué », déclare-t-il. En désespoir de cause, les comploteurs franchissent un pas décisif : le général René Schneider est assassiné alors qu'il se rend à son bureau du ministère de la Défense. C'est le 22 octobre 1970 à 8 h 15 du matin, 2 jours avant la proclamation officielle de la victoire d'Allende par le Congrès. Il décède le 25 octobre. Le

2. Il y eut en fait 2 ou 3 « GAP » qui parvinrent à quitter La Moneda. Au début, parmi les GAP, il y avait plusieurs militants du MIR. Ils furent tous remplacés et la garde du président était à la fin uniquement composée de socialistes.

complot, très important, est mené par le général Roberto Viaux, d'autres officiers supérieurs en activité ou retraités, un amiral, des hommes politiques dont au moins un parlementaire. Les exécutants sont des délinquants de droit commun et des « fils de famille ». C'est au Chili le premier assassinat politique depuis 1837 (la victime avait alors été Diego Portales).

Mais toute cette vaste conspiration est suivie et encouragée de très haut à l'étranger. Les documents du *Washington Post*, les déclarations postérieures du vice-président d'ITT sont là pour le prouver. Ces documents sont aujourd'hui publics. On sait que l'ambassadeur Edward M. Korry reçut un message du Département d'État lui donnant le feu vert pour agir au nom du président Nixon, avec toute latitude pour mettre tout en œuvre, « à l'exception d'une opération de type République dominicaine³ » pour empêcher Allende d'accéder au pouvoir.

On sait aujourd'hui avec précision quels étaient les contacts de l'ITT et de la CIA, combien d'argent fut dépensé pour essayer (en vain) de corrompre les membres du Congrès chilien ; quelle aide fut apportée aux comploteurs et aux saboteurs.

Cette fois le résultat n'a pas été à la hauteur de l'effort de l'impérialisme. Allende prête serment et entre le 4 novembre 1970 à La Moneda.

Mais le complot ne cessera jamais.

3. C'est-à-dire une intervention directe de l'armée américaine comme à Saint-Domingue en 1965.

Salvador Allende, créateur d'événements politiques, homme d'action, a atteint l'objectif suprême de sa vie. Il va avec l'appui enthousiaste des travailleurs, pouvoir entreprendre la mise en œuvre d'un programme qui doit permettre à son pays de franchir une étape décisive sur la voie du socialisme. Il ne veut pas être un président de plus, mais le premier président du premier gouvernement révolutionnaire du Chili. Il n'ignore pas les difficultés : « le socialisme n'est pas un don gratuit que les peuples trouvent sur leur chemin », dit-il.

Le président forme un gouvernement à l'image de l'Unité populaire. Quatre ouvriers deviennent pour la première fois ministres (trois communistes et un socialiste). Ensemble ils s'attèlent aussitôt à la tâche prioritaire de réaliser dans les premiers mois les 40 points du programme d'urgence. Le grand économiste Pedro Vuskovic, s'efforce (il y réussit dans un premier temps) de freiner l'inflation (son taux sera ramené en 1971 à 22 % contre 35 % au cours de la dernière année de la présidence Frei), d'élever le niveau de la consommation populaire et de réduire le chômage.

Les ministres sortent de leurs bureaux pour s'installer,

quand il le faut, en province, aux points névralgiques. Le président agit de même.

Le contact avec la population est permanent. Allende, qui a fait du traditionnel *Te Deum* à la cathédrale un acte œcuménique, tous les cultes y étant représentés, prononce le 5 novembre un grand discours au stade national¹. Désormais, à chaque fois que se produit un événement important, le président parle au peuple chilien dont le soutien actif est la meilleure garantie pour le gouvernement de l'Unité populaire.

Ce soutien se traduit de mille manières dès les premiers jours de l'installation du nouveau président à « La Moneda ». Des fresques multicolores égayaient les murs de la capitale, exprimant les aspirations populaires. Elles contiennent tout l'espoir que les Chiliens les plus défavorisés placent dans le gouvernement, dans « leur » gouvernement : soins médicaux gratuits, droit à un logement décent (il en manque 500 000 et on en mettra 100 000 en chantier dès décembre 1970), solidarité avec la lutte des peuples opprimés. Les réjouissances se traduisant par un renouveau du folklore et de la chanson populaire. Le chanteur le plus connu de la révolution, le jeune communiste Victor Jara, sera horriblement torturé avant d'être assassiné par les sbires de la junte.

Pendant trois ans, le peuple chilien est associé à la vie gouvernementale. Dans les pires comme dans les meilleurs moments, il se trouve aux rendez-vous que lui fixe le camarade-président. Des centaines de milliers de poitrines crient d'un seul cœur : « Allende, Allende, el pueblo te defiende ! » ou

1. Ce même stade sera le théâtre des pires atrocités trois ans plus tard. Il deviendra le principal centre de « triage » de la répression anti-populaire.

« Allende amigo, el pueblo esta contigo!² » La confiance est totale. Allende la mérite bien. On le sait déterminé à aller jusqu'au bout et il n'a jamais déçu. Les Chiliens ont aussi foi en son habileté politique et, quand des problèmes surgissent avec le Congrès ou même au sein de l'Unité populaire, on entend souvent : « No te preocupes, "el Chicho" va a muñequear y arreglarlo todo »³. C'est affectueusement familier. Le 4 septembre 1973, une semaine avant sa disparition, alors que tout paraissait s'effondrer, ils seront un million à clamer leur soutien au président lors de la commémoration du 3e anniversaire de la victoire.

Les travailleurs chiliens répondent aussi « présents » quand il s'agit d'augmenter la production, d'organiser la distribution des produits de première nécessité grâce à la création des JAP (juntas pour le ravitaillement et les prix), de répondre au sabotage économique et au terrorisme.

Dès la fin de 1970 l'État contrôle 90 % du crédit (16 banques commerciales chiliennes ou étrangères sont nationalisées) et 70 grandes entreprises industrielles soit par nationalisation soit par « intervention ». En vertu d'une loi, jamais appliquée auparavant, l'État peut administrer une entreprise dont le bon fonctionnement est interrompu par le patronat. Dès le début par conséquent l'État devient le maître des grands monopoles du textile, des brasseries, de l'élaboration du cuivre etc. Il prend en mains 85 % des exportations et 45 % des importations.

2. « Allende, Allende, le peuple te défend! » ou « Allende, ami, le peuple est avec toi ».

3. « Ne crains rien, el Chicho (surnom d'Allende) va manœuvrer et arranger tout ça. »

La loi constitutionnelle autorisant la nationalisation du cuivre est votée par le Congrès unanime le 11 juillet 1971 après que certaines modifications mineures aient été apportées au projet de l'Unité populaire⁴. C'est déjà chose faite pour le charbon, les nitrates, le fer. Un grand jour pour la gauche chilienne.

Le 11 juillet est déclarée « journée de la dignité nationale ». En résumé, le bilan des 12 premiers mois de l'Unité populaire se traduit par une sensible diminution du chômage dont le taux est ramené de 8 à 4,8 %, la production industrielle s'est accrue de 12 %, le PNB augmente de 8 %, le nombre de logements construits de 11 %. Sur le plan agraire, 1 142 latifundios sont expropriés au cours des 8 premiers mois (soit 2 millions d'hectares). 58 000 hectares sont rendus aux Indiens Mapuches.

Un phénomène très important est l'augmentation très sensible de la consommation (13 %) ce qui pose dès juin 1971 de sérieux problèmes de ravitaillement et de distribution et motiver la création des JAP. Plus tard, en janvier 1973, le général Alberto Bachelet devient secrétaire national à la distribution et à la commercialisation pour contrer le sabotage économique organisé par la droite et la CIA ; emprisonné par la Junte il mourra dans sa cellule victime d'une étrange « crise cardiaque ».

L'Unité populaire est fière d'annoncer en septembre 1971 que la part des travailleurs dans la distribution du revenu national est passée de 51 à 59 %. En décembre 1971, la CUT et le gouvernement signent un accord garantissant la progression du pouvoir d'achat des salariés.

4. Après déduction des bénéfices excessifs réalisés par les compagnies entre 1955 et 1970, la nationalisation était pratiquement réalisée sans indemnisation.

Le 5 novembre 1970, dans son premier discours en tant que président Salvador Allende cite Engels : « On peut concevoir l'évolution pacifique de la vieille société vers la nouvelle, dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, en accord avec la Constitution on peut faire tout ce qu'on désire à partir du moment où on a derrière soi la majorité de la Nation ».

Il s'engage donc avec plus de résolution que jamais dans cette voie chilienne vers le socialisme. Dès le mois d'avril 1971 l'Unité populaire est confortée dans sa conviction d'être sur le bon chemin. Les partis de gauche obtiennent ensemble près de la majorité absolue (le Parti socialiste double ses voix). Les jeunes de plus de 18 ans votent pour la première fois. Toute la droite recule. L'enthousiasme est à son comble.

Plus tard des démocrates chrétiens, dont 7 parlementaires, forment le parti de la Gauche chrétienne, s'intègrent à l'Unité populaire.

Mais si celle-ci est au gouvernement, elle n'est pas au pouvoir. Minoritaire au Congrès, elle ne contrôle pas le pouvoir législatif. Le pouvoir judiciaire continue d'être majoritairement entre les mains de magistrats de droite et les moyens d'information appartiennent dans 8 cas sur 10 à des groupes liés au capitalisme international. Une partie importante de l'économie échappe encore à l'État.

C'est dans ces conditions qu'il faut aborder le complot visant à détruire le gouvernement légal.

Déjà le 8 juin 1971 un assassinat politique provoque la mort de l'ancien ministre de l'Intérieur de Frei, Edmundo Pérez Zujavic, et c'est un premier prétexte à une accélération du

processus d'action commune entre la Démocratie chrétienne et la droite. Bien que les auteurs de cet attentat soient rapidement arrêtés. Au Congrès c'est le harcèlement, le sabotage constants. La Démocratie chrétienne déclenche une série d'accusations constitutionnelles contre plusieurs ministres d'Allende. Le prétexte (toujours sans fondement) étant qu'ils auraient contrevenu aux lois. Le président doit une première fois se séparer de son ministre de l'Intérieur⁵.

Fidel Castro, venu passer une semaine le 10 novembre 1971 prolonge son séjour jusqu'au 4 décembre. C'est l'enthousiasme à gauche⁶. La droite et la Démocratie chrétienne écumement de rage, considérant ce séjour inhabituellement long comme une provocation.

Avant le départ du leader cubain, c'est la première manifestation populaire des réactionnaires : les dames de la bourgeoisie, accompagnées de leurs filles et de leurs servantes défilent devant La Moneda en tapant sur des casseroles et en criant : « nous voulons du pain ». Le grotesque de ce spectacle ne doit pas cacher qu'il s'agit de la mise en place d'un scénario dont le mot « fin » s'inscrira le 11 septembre 1973.

5. Il reviendra. Le Conseil constitutionnel se prononce en faveur de l'exécutif.

6. On le verra toutefois partir avec soulagement.

Le gouvernement d'Unité populaire mène une politique étrangère particulièrement active. En 1971 Allende rencontre le général Lanusse, qui préside alors aux destinées de l'Argentine. Une tournée latino-américaine le conduit en Équateur, en Colombie et au Pérou. Le gouvernement chilien établit des relations diplomatiques avec la Chine populaire, le Viêt-nam. En avril 1972, il réussit le tour de force d'organiser dans d'excellentes conditions la 3^e conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Allende y prononce un grand discours très applaudi par toutes les délégations du tiers-monde. La droite saisit cette occasion pour organiser une manifestation anti-Unité populaire à laquelle répond un gigantesque défilé de soutien à Salvador Allende.

En octobre 1971, devant l'ONU à New York, le ministre des Affaires étrangères annonce que le Chili fera désormais partie du groupe des pays non-alignés.

Le 4 décembre 1972 le président du Chili parle lui-même devant l'assemblée générale des Nations unies. Il déclare notamment : « Le drame de ma patrie est celui d'un Viêt-nam silencieux. Il n'y a pas de troupes d'occupation ni d'avions dans

le ciel du Chili. Mais nous affrontons un blocus économique et nous sommes privés de crédits par les organismes de financement internationaux. En moins de deux ans, les lignes de crédit des banques privées vers le Chili ont été réduites de 190 millions de dollars. Pour vaincre ceux qui nous agressent ainsi, il faut que les peuples du monde sachent où sont leurs amis et où sont leurs ennemis »¹.

Il s'est arrêté à New York au cours d'un voyage de 14 jours qui doit le mener au Mexique, à Alger, à Moscou et à la Havane. Premier chef d'État latino-américain à visiter l'île après la Révolution il y reçoit un accueil délirant.

Le discours prononcé à l'ONU est significatif des tensions existant avec les États-Unis. Ceux-ci refusent tout crédit au gouvernement d'Unité populaire, refusent même au Club de Paris la renégociation de la dette la faisant dépendre d'une « juste » indemnisation des grandes compagnies nationalisées. Mieux, ces dernières provoquent des saisies en France et aux Pays-Bas de chargements de cuivre. Le tribunal d'instance de Paris lèvera l'embargo mais la pression continue. Comme par hasard le cours mondial du cuivre a baissé de 1970 à 1972 tombant de 700 livres à 400 livres la tonne. La libération par les États-Unis d'une partie importante de ses réserves stratégiques n'est pas étrangère à cette situation catastrophique pour un pays dont le métal rouge représente 80 % des ressources en devises.

On sait aujourd'hui que dans un mémorandum du 29 septembre 1970, J. Broc, officier chargé des services clandestins de

1. Cité par Nuhrer-Solal dans *Allende, un itinéraire sans détours*.

la CIA propose à M. Gerrity, Vice-président d'ITT les mesures suivantes pour mettre à genoux le futur gouvernement de la gauche :

- a) Refus par les Banques US de tout crédit ou report indéfini des demandes.
- b) Augmenter les difficultés de l'épargne et des prêts au Chili, axe de la solution du problème des logements en faisant pression sur les associations concernées pour qu'elles exigent le règlement immédiat des engagements publics.
- c) Retard systématique dans le règlement des crédits concédés antérieurement par les banques US et dans la livraison de biens d'équipement et de pièces de rechange.
- d) Suppression de toute assistance technique et fermeture de toutes les agences existant au Chili à cette fin.
- e) Établissement d'une liste des entreprises travaillant au Chili susceptibles de financer des actions de sabotage.

Le rapport Church, l'excellent ouvrage² d'Armando Uribe, ancien ambassadeur du gouvernement d'Unité populaire et diplomate de carrière, est particulièrement instructif sur le caractère de l'intervention américaine au Chili déjà dénoncée par Jack Anderson à propos de l'ITT. C'est le « blocus invisible » dont parle Salvador Allende, la déstabilisation organisée en vue de préparer le mauvais coup.

En liaison avec les services secrets étrangers, la droite chilienne et la Démocratie chrétienne mènent une action qui peut aussi bien conduire à une sorte de coup d'État légal, à une guerre civile ou à un coup d'État brutal et sanglant.

2. *Livre noir de l'intervention américaine au Chili.*

On a vu quelles furent les premières manifestations de rues de la droite et les premières manœuvres parlementaires.

Cette double action va se poursuivre et s'intensifier au fil des mois. La première grande crise se produit en octobre 1972. Une grève des propriétaires de camions paralyse le pays et l'on découvre qu'il s'agit d'un véritable complot, largement financé, visant à priver le pays de ravitaillement avec sabotage des voies ferrées et de toute sorte d'installations vitales. La riposte de Salvador Allende est vigoureuse et, cette fois, salutaire.

La « crise d'octobre » est surmontée. Le président constitue un nouveau gouvernement auquel participent les chefs d'état major des trois armes. Le général Carlos Prats, légaliste intransigeant, chef d'état major général qui a succédé à René Schneider, prend la responsabilité du ministère de l'Intérieur avec beaucoup de fermeté. Il assure l'intérim du président pendant les 14 jours que dure son périple mondial à la fin de l'année.

La tâche essentielle de ce gouvernement est d'assurer la normalité de la préparation et du déroulement des élections législatives du 4 mars 1973 pour le renouvellement total de la Chambre des Députés et de la moitié du Sénat. Le Parti national et la Démocratie chrétienne espèrent à cette occasion pouvoir réunir une majorité des 2/3 leur permettant de mettre le gouvernement entier en accusation, de bloquer totalement le fonctionnement de l'exécutif.

C'est le dernier répit pour Salvador Allende et le gouvernement d'Unité populaire. Répit très relatif, mais réel. Car non seulement la droite ne réalise pas ses objectifs mais encore l'Unité populaire remporte un succès appréciable en augmentant légèrement sa représentation avec 44 % des suffrages. Dès

lors, il semble que la décision fut prise d'utiliser la force. Pinochet devait faire plus tard des déclarations affirmant que le putsch commença à se préparer au mois d'avril 1973³.

Frei, devenu président du Sénat multiplie les embûches et naturellement les accusations de violation de la Constitution. Un ministère sans militaires mais avec des personnalités choisies parmi les plus modérées de l'Unité populaire ne calme pas la vindicte de la Démocratie chrétienne⁴. De nouvelles grèves sont déclenchées dans certaines mines de cuivre, les mineurs estimant avoir perdu des avantages du fait de la nationalisation et les cadres criant au scandale parce qu'ils ne sont plus payés en dollars⁵. C'était un avantage énorme du fait du change « noir ». Aux élections de la CUT, effectuées au scrutin secret, la Démocratie chrétienne progresse, obtenant 30 % des voix alors que l'extrême-gauche doit se contenter de 3 %.

À plusieurs reprises, l'état d'urgence est proclamé dans des provinces comme celles de O'Higgins et de Santiago.

Parallèlement au sein de la gauche elle-même les relations deviennent difficiles. Déjà à la fin de 1970 un incident a opposé jeunes communistes et étudiants du MIR à Conception et un militant des jeunesses communistes a été tué. Le MIR, qui a apporté son soutien critique au gouvernement multiplie les manœuvres de débordement.

Cette stratégie est partagée par certains éléments du Parti

3. Carlos Prats écrit dans son journal à propos de Pinochet : « J'ai la conviction qu'il est monté seulement au dernier moment sur le char des putschistes, mais je suis certain qu'il s'accrochera au pouvoir coûte que coûte. »

4. Le gouvernement fut formé le 27 mars 1973.

5. Allende s'était toujours refusé à créer une véritable aristocratie dans le monde du travail. Dans la branche du cuivre c'était pourtant la tendance de nombre de mineurs de considérer qu'ils devaient bénéficier d'un traitement très privilégié.

socialiste et du MAPU (qui va finir par se diviser avec la création du MAPU « Ouvrier et Paysan » plus proche de la ligne du Parti communiste. Officiellement le Parti socialiste a adopté la consigne d'« avancer pour consolider ») et les occupations d'usines se sont multipliées pour augmenter le secteur de propriété sociale. Des actions semblables sont menées dans les campagnes malgré l'expropriation au bout de deux ans de plus de 5 millions d'hectares représentant 40 % des terres cultivables. Les affrontements entre paysans et propriétaires deviennent de plus en plus fréquents.

Le MIR, accusant l'Unité populaire de réformisme, rompt avec elle tout en continuant d'influencer une partie du Parti socialiste et du MAPU.

Au contraire le Parti communiste et le Parti radical considèrent qu'après cette accélération révolutionnaire il faut d'abord consolider la situation avant de passer à une nouvelle étape.

Salvador Allende, tout en partageant ce dernier point de vue, s'efforce d'arbitrer les conflits, de préserver l'unité. Il a provoqué en 1972 le « conclave de Curro » entre tous les membres de l'Unité populaire pour résoudre les problèmes internes. Son succès est limité.

En avril 1972, se produit le premier grand affrontement entre l'exécutif et le législatif à propos du secteur de propriété sociale que la Démocratie chrétienne veut strictement délimiter. Salvador Allende oppose son veto à une loi en ce sens votée par le Congrès à l'initiative des sénateurs Hamilton et Fuentealba⁶.

6. La majorité du Congrès constituée par la Démocratie chrétienne et le Parti national a essayé de détourner la Constitution (qui, depuis 1925, avait rétabli le régime présidentiel), pour lui donner un caractère parlementariste. Ainsi, alors que les membres du gouvernement n'étaient responsables que devant le président, ils prétendaient les mettre en accusation devant le

Les « cordons industriels » créés par la base syndicale, organisent des tours de garde pour prévenir les sabotages. La droite dénonce les « cordons » comme un embryon de milices ouvrières. On vote une loi sur le contrôle des armes que l'armée applique à sens unique, multipliant les perquisitions brutales contre les travailleurs. On sent que l'armée choisit son camp. Elle doit en août 1973 inventer un complot de gauche dans la marine et arrêter des marins et des sous-officiers qui vont être odieusement torturés à Valparaiso⁷. Le 29 juin un régiment fait mouvement sur La Moneda⁸, les tanks prennent position autour du Palais présidentiel. Carlos Prats mate lui-même le « tankazo » et une immense manifestation de soutien à Allende s'organise. Mais le Congrès refuse les pleins pouvoirs au gouvernement. Tout est prétexte à attaquer ce dernier. Déjà la nationalisation de « La Papelera », entreprise contrôlant la fabrication et la distribution du papier journal a motivé une énorme campagne pour dénoncer une tentative supposée de mainmise sur la liberté de la presse. Une campagne d'une égale ampleur et d'une mauvaise foi identique aboutit à la mise en sommeil du projet de loi sur l'enseignement. Le Parti national prône ouvertement « le devoir de désobéissance envers un gouvernement illégitime » ; les démocrates chrétiens accusent le

Congrès par des votes de défiance obtenus à la majorité simple alors que la majorité des 2/3 seule pouvait permettre légalement de la faire. La majorité du Congrès voulait créer un cadre pseudo-légal à un coup d'État. En 1891, on avait usé du même procédé contre le président Balmaceda qui avait été renversé quand il s'était attaqué aux privilèges étrangers sur le salpêtre. Il s'était ensuite suicidé.

Selon la constitution du Chili, d'autre part, le président peut opposer son veto à une loi votée par le Congrès à la majorité simple. Celui-ci ne peut alors l'adopter qu'à la majorité des 2/3.

7. La marine en arrivant à demander la levée de l'immunité parlementaire de Carlos Altamirano et de Garretón (MAPU).

8. Il s'agissait du régiment blindé n° 2.

gouvernement de chercher « à imposer le totalitarisme » et les fascistes de « Patrie et Liberté » demandent à Allende de « choisir entre se démettre et se suicider ».

Sur le plan économique les difficultés s'aggravent encore. Le ravitaillement se fait difficile bien que, grâce aux JAP, les plus modestes ne soient jamais privés des denrées essentielles. Mais les commerçants stockent leurs produits : les boutiques se remplissent comme par miracle le 12 septembre. Les queues s'allongent devant les magasins. Le marché noir devient endémique. Le coût de la vie a augmenté de 350 % au cours des douze derniers mois du gouvernement d'Unité populaire. Le complot commence à porter pleinement ses fruits. Les grèves dans les mines de cuivre coûtent au Chili des dizaines de millions de dollars.

« Patrie et Liberté » passe à l'action directe : voies ferrées, oléoducs, pylônes de haute tension, ponts, convois de camions de non grévistes sautent. Il y a des morts et des blessés. Des journaux de gauche, *Puro Chile* (communiste) et *Ultima Hora* (socialiste) sont attaqués. Au cours d'une manifestation de gauche devant le siège de la Démocratie chrétienne un franc-tireur embusqué sur un toit assassine un manifestant. Le 27 juillet, le capitaine de vaisseau Arturo Araya, aide de camp du président, est traîtreusement assassiné.

Déclenchée le 25 juillet, la grève des transports devient en fait l'épreuve de force entre la droite et l'Unité populaire. Les arrêts de travail touchent bientôt les commerçants, les médecins⁹. Ces classes moyennes que le président a souhaité intégrer

9. Vilarín, chef des transporteurs, est notoirement lié avec l'extrême droite et avec les services secrets qui l'alimentent en fonds pour prolonger la grève.

au maximum au processus révolutionnaire. Le mois d'août est celui de l'angoisse. Quelque chose doit se passer. La situation ne peut se prolonger.

Les militaires sont revenus au gouvernement¹⁰ malgré la réticence de certains partis de l'Unité populaire. Allende veut calmer la Démocratie chrétienne qui en fait un préalable pour l'ouverture de négociations auxquelles le Parti communiste et le Parti radical se déclarent disposés. Mais le remaniement ministériel du 9 août ne résout rien. Dès le 18 le général d'aviation Ruiz, ministre des Travaux publics, chargé des négociations avec les camionneurs, est amené à démissionner. Carlos Prats et deux autres ministres militaires suivent. La menace grandit. Le 11, le président s'adresse par la radio et la télévision au peuple chilien. « Les fascistes cherchent à saper les fondements du gouvernement de coalition de gauche pour que le pays devienne la proie de la guerre civile », dit-il. Il lance en vain un ultimatum aux transporteurs.

La solution politique, Salvador Allende la cherche avec l'appui du Parti communiste. Une assemblée constituante? Un plébiscite? On s'oriente vers cette seconde formule. Mais il n'y a que des conversations épisodiques avec une Démocratie chrétienne où Eduardo Frei joue la politique du pire et l'unanimité au sein des forces de gauche n'est pas réalisée autour du projet. Les discussions traînent en longueur ce vendredi 7 septembre. On se reverra le 14. Certains pensent déjà que ce sera trop tard.

Tout va en effet très vite. Le 22 août, la Chambre des députés accuse le gouvernement d'actes illégaux et reproche au pré-

10. Le 9 août. En font partie, outre le commandant en chef Carlos Prats, les commandants de la Marine et de la FACH et le directeur général des carabiniers.

sident de ne pas respecter « la Loi et la Constitution ». Dans la rue, c'est l'affrontement permanent. Le 21 août, une manifestation de femmes et de filles d'officiers supérieurs devant le domicile de Carlos Prats a entraîné sa démission de commandant en chef des armées. Pour « préserver l'unité de l'institution »¹¹. Il est remplacé par Pinochet. La boucle est bouclée.

La manifestation de soutien à Allende le 4 septembre sera son dernier contact direct avec le peuple pour qui il se sera battu la vie durant. Il fait face au putsch. Renonçant à se rendre à Alger à la conférence des pays non alignés du 5 au 8 septembre, il va sans doute annoncer enfin le plébiscite constitutionnel. Le 11 septembre, dit-on.

C'est un mardi. Le dernier jour.

11. Dans le journal du général Carlos Prats, publié au Mexique en janvier 1977, il écrit à la date du 21 août (23 h 30) : « La manifestation de femmes d'officiers devant mon domicile a été un acte d'ignoble bassesse.

Seuls des lâches se cachent derrière les jupes des femmes... Une chose est certaine : il n'y aura plus d'unité dans l'armée si nous nous trouvons ensemble moi-même et les généraux qui ont envoyé leurs femmes devant ma porte, celle de leur commandant en chef. Ce n'est pas un problème personnel, c'est un problème institutionnel. »

Et après sa démission, le 22 août : « Ma carrière est finie. Sans exagérer mon rôle, je crois que mon départ va être le prélude du coup d'État de la grande trahison... »

de semaine il allait avec sa famille et des amis dans la propriété de campagne « Cañaveral ».

Les derniers mois avant le putsch sont atroces. Le mois d'août ne se passe pas sans qu'on découvre un complot, sans qu'on annonce un coup de force. De l'avis de tous ceux qui l'ont approché pendant cette période, Salvador Allende fait face à tout moment avec sang-froid et maîtrise à une situation qu'il contrôle de moins en moins.

Le vendredi qui précède le putsch des unités de l'armée de l'air procèdent à un *allanamiento*¹ de l'usine SUMAR en vertu de la fameuse loi sur le contrôle des armes. C'est une gigantesque provocation. Le général Leigh², commandant en chef de la FACH et futur membre de la junte fasciste reconnaît que ses hommes ont tiré 6 000 projectiles au risque de faire sauter le quartier, l'usine utilisant d'énormes réservoirs d'oxygène liquide. L'enquête, menée en fin de semaine par Alfredo Joignant directeur de la Sûreté, établit clairement que les travailleurs ne sont en rien responsables de cet affrontement. Il apparaît de plus en plus clairement qu'une partie de l'armée prépare à la fois les troupes et l'opinion à une action violente. Seuls en effet les carabiniers peuvent agir en vertu de la loi sur les armes. L'armée elle-même ne peut le faire qu'en cas de force majeure.

Le président a convoqué le samedi matin les chefs militaires. Il s'est aussi entretenu avec les leaders des partis de

Salvador Allende, président, était resté le militant de toujours. Il réunissait régulièrement les dirigeants des partis politiques membres de l'Unité populaire et toutes les grandes décisions qu'il fut appelé à prendre étaient concertées avec eux. Mais il savait aussi mesurer la dignité de sa charge et était très conscient de son rôle de Chef d'État.

Le palais de La Moneda symbolisait depuis des décennies la légalité constitutionnelle. Quand vint le moment de livrer bataille au fascisme, c'est là qu'il devait se trouver. Il n'est pas douteux qu'il s'agissait d'une décision préméditée depuis longtemps : en attaquant l'édifice, en s'attaquant à sa personne, c'était la Constitution de la République qui était attaquée.

Le président du Chili avait ses appartements privés à Tomas Moro. En janvier, il partit passer deux mois d'été à proximité de Valparaíso, à la résidence de Cerro-Castillo. Salvador Allende y avait bouleversé les coutumes en y recevant chaque été quelques dizaines d'enfants de travailleurs qui découvraient la mer à cette occasion et il aimait leur compagnie. On le voyait jouer avec eux ou répondre avec sérieux à leurs questions dans ses moments de détente. Quand il pouvait disposer d'une fin

1. Fouille, perquisition, bouclage.

2. Il a succédé au général Ruiz dont Salvador Allende a exigé la démission du commandant en chef après qu'il ait abandonné son poste de ministre.

l'Unité populaire. Pinochet, l'amiral Montero (qui devait disparaître et être remplacé par l'amiral Merino au moment du putsch), Leigh et le directeur des carabiniers le général Sepúlveda (lui aussi mis aux arrêts par les factieux) entendent le président les rappeler fermement à leur devoir et annoncer des mesures propres à mettre fin à de tels abus.

Salvador Allende passe la soirée à « Cañaveral » où l'on fête l'anniversaire de sa fille Beatriz, « Tati ». Le journaliste cubain Juan Timossi se souvient d'avoir joué aux échecs avec le président qu'il trouve affable comme à son habitude mais tendu, avouant qu'il n'arrive pas à se concentrer. « Je n'ai plus beaucoup de pions », lui dit-il.

Dimanche il travaille à La Moneda et, à 17 h 30 va à l'aéroport de Pudahuel accueillir son épouse et sa fille Isabel qui reviennent de Mexico où elles sont allées exprimer au président Luis Echeverría la solidarité du peuple chilien après le tremblement de terre qui a affecté son pays. On le voit jouer avec ses petits-enfants qui l'ont accompagné. « Je lui avais apporté de mon voyage à Mexico un pull-over, dira plus tard Isabel, mais mon cadeau est presque passé inaperçu. Mon père semblait très préoccupé »³.

Lundi 10 a lieu une réunion extraordinaire du cabinet à l'issue de laquelle on annonce une allocution d'Allende qui n'est pas confirmée. Il semble que cette intervention ait finalement été reportée au mardi. Il en parle au cours du déjeuner avec le ministre de la Défense Orlando Letelier, celui de

3. *Paris-Match* n° 1276 du 20 octobre 1973.

l'Intérieur Carlos Briones, les anciens ministres José Toha et Sergio Bitar et ses proches collaborateurs Augusto Olivares et Joan Garcés.

Le soir, il dîne à la résidence de Tomas Moro et s'enferme très rapidement dans son bureau avec les ministres de l'Intérieur et de la Défense et quelques collaborateurs. Ils vont travailler jusqu'aux premières heures du mardi 11 septembre.

Selon Joan Garcés, cité par Juan Timossi dans son ouvrage sur le dernier combat du président Allende (*Les grandes avenues*), le président doit rendre publiques ce jour-là cinq décisions :

1 - De sévères mesures économiques visant à préserver les secteurs populaires des effets de la grève politique des propriétaires de camions.

2 - Des mesures draconiennes contre les groupes fascistes et terroristes.

3 - Une convocation en session extraordinaire du Congrès à partir du 20 septembre (la session ordinaire prenait fin le 15). Celui-ci devait traiter obligatoirement les projets de loi émanant du seul exécutif. Ils porteraient sur l'économie et le social. Selon Garcés le ministre de l'Intérieur déclara que la Démocratie chrétienne avait donné son accord à ces projets.

4 - Convocation d'un plébiscite constitutionnel pour résoudre les problèmes économiques sur lesquels il n'y a pas eu accord avec la Démocratie chrétienne.

5 - Annonce d'élections générales pour élire une assemblée constituante. Celle-ci, si les vœux du président sont suivis, doit se prononcer en faveur d'une assemblée unique se substituant aux deux chambres du Congrès.

Mais il n'y aura pas de discours en vue d'une solution politique à la crise. Il est déjà trop tard. La réunion de Tomas Moro est interrompue à partir de minuit par des communications téléphoniques annonçant des mouvements inhabituels de troupes à San Felipe, à 80 km de Santiago. Les généraux interrogés aussitôt par le ministre de la Défense nient résolument. Pour eux tout est calme, Herman Brady, chef de la garnison de Santiago se portant même personnellement garant de la tranquillité absolue de ses troupes. Il va dès le lendemain se singulariser par la brutalité de ses interventions.

A 6 h du matin l'alerte générale est donnée. Malgré un certain flou des informations (on parle alors surtout d'un soulèvement de la marine), il est clair qu'un important soulèvement est en cours. Les membres du GAP qui se trouvent à Tomas Moro sont sur le pied de guerre. 23 d'entre eux accompagnent le président à La Moneda dans quatre voitures et une camionnette. Salvador Allende, en pull-over et veste de sport est armé du FM qui lui a offert Fidel Castro et avec lequel il se battra jusqu'à la fin. Le groupe transporte 23 FM, 2 mitrailleuses calibre 30 et 3 bazookas. Plus tard, en fin de matinée ils se saisissent d'un armement plus complet dans le dortoir et le dépôt des carabiniers de La Moneda. Ils trouvent aussi des casques et des masques à gaz.

Arrivé au palais vers 7 h 30 Allende informe ses hommes de sa décision de lutter jusqu'au bout et organise la défense. Des inspecteurs de police viennent se joindre spontanément aux GAP. Il y aura en fin de compte une quarantaine de combattants à l'intérieur de La Moneda.

Des collaborateurs du président comme les journalistes Carlos Junquera, René Paris, Jorge Uribe, des membres de son

cabinet tels Osvaldo Puceiro, Jaime Barrios, Enrique Paris, Jorge Klein, des ministres ou anciens ministres comme Carlos Briones, Daniel Vergara, Clodomiro Almeyda, José Toha, Jaime Toha, Fernando Flores, Arsenio Poupin, Anibal Palma, des proches comme Joan Garcés, Eduardo Paredes etc. sont venus spontanément se mettre aux ordres de Salvador Allende en ces moments dramatiques. Il y a aussi neuf femmes dont Isabel et Beatriz Allende qui sont arrivées dès les premières heures de la matinée.

Salvador Allende oblige tous ceux qui ne sont pas utiles à la défense du palais à le quitter à la première occasion. Il confie des missions précises à certains d'entre eux comme Joan Garcés. Ce n'est pas facile de convaincre les uns et les autres de partir. Ses deux filles en particulier s'efforcent de résister à l'ordre reçu et leur père doit s'occuper personnellement de leur sortie en obtenant une trêve de trois minutes avant que les avions ne commencent à lancer leurs rockets.

Un officier des carabiniers reste avec les défenseurs. Mais les autres ont quitté, sur ordre, le palais. Les officiers supérieurs du corps ont refusé, dans le bureau d'Allende, de défendre le gouvernement. Le président les renvoie avec des mots très durs. Comme il renvoie aussi ses aides de camp, même le commandant d'aviation Sanchez pour qui il avait une affection particulière, craignant de ne pouvoir se fier à aucun militaire.

Isabel assiste à la conversation téléphonique qu'il a avec l'un des insurgés. Elle pense qu'il s'agit du général Baez. Comme d'autres l'ont déjà proposé au président, le général félon lui offre, en échange de sa reddition, de mettre un avion à sa disposition pour lui, sa famille et les collaborateurs de son choix.

Allende lui répond sèchement « le marché que vous me proposez est bon pour un traître à son pays, à son peuple, à son idéal, à la Constitution. C'est vous, général, qui avez trahi et non moi. Alors réservez de tels marchandages pour des traîtres de votre acabit »⁴.

Avant que la station Radio Magallanes ne tombe entre les mains des rebelles, Salvador Allende s'adresse par trois fois au peuple chilien⁵.

Un groupe de médecins, chargé de veiller sur la santé du président qui a été victime de deux alertes cardiaques au cours des dernières années, se rend à La Moneda. Parmi eux les docteurs Oscar Soto, Hernan Ruiz Pulido, Gijon Claen. Ils resteront jusqu'au bout et auront la vie sauve grâce à un officier supérieur qui avait été attaché militaire à Bonn avec le père de Gijon Claen, lui-même ambassadeur.

Il y a plusieurs temps dans l'attaque menée par les factieux. Vers 9 h du matin d'abord, ce sont des unités d'infanterie qui attaquent, concentrant leurs tirs en direction du bureau présidentiel. Les fantassins sont repoussés par un feu nourri, laissant plusieurs tués sur le terrain. Viennent alors les tanks dont plusieurs sont mis hors de combat à coups de bazooka. Enfin peu après midi ce sont les avions et l'enfer intolérable. Les défenseurs utilisent alors des masques à gaz récupérés dans le dépôt des carabiniers. Mais la fin approche.

Salvador Allende, jusqu'au dernier moment dirige personnellement la défense, tirant avec son FM. Il met même un tank hors de combat d'un coup de bazooka.

4. *Paris-Match*, op. cit.

5. Voir le texte de son dernier message à la fin de l'ouvrage.

Quand un tank abat la porte principale qui donne sur la place de la Constitution les assiégeants parviennent à se rendre maîtres du rez-de-chaussée. Le combat se poursuit dans les escaliers et dans les salons du premier étage.

On situe l'heure de la mort de Salvador Allende vers 14 h. Sa fille Isabel a raconté ainsi la fin du président constitutionnel du Chili : « Je peux aujourd'hui non seulement certifier que Salvador Allende ne s'est pas suicidé, mais je suis, en outre, en mesure d'écrire que j'ai la preuve que mon père a été sauvagement assassiné. Un capitaine lui a d'abord tiré un coup de revolver sous le menton, qui lui a emporté le côté droit de la tête, puis un soldat lui a logé une rafale de cinq balles dans le corps. Un autre, enfin, a tiré trois balles dans la poitrine⁶ ».

Il est un fait que l'on n'autorise pas sa femme à voir, comme elle le demandait, une dernière fois le corps de son mari. Elle apprend le mercredi 12 à l'hôpital militaire qu'un avion doit amener le cercueil du président pour le conduire à Valparaiso. Il sera enterré au cimetière de Santa Inés à Viña del Mar. Elle peut arriver à temps et monter dans l'avion accompagnée de sa belle sœur, la députée Laura Allende qui sera arrêtée plus tard, de deux de ses neveux et d'un aide de camp du président défunt le commandant Sanchez.

On sait aujourd'hui qu'il s'est suicidé au moment où tout était perdu, refusant de tomber entre les mains des fascistes. Cela ne diminue en rien son attitude héroïque.

La répression contre les défenseurs de La Moneda est impitoyable. Aussi, si les témoignages existent sont-ils forcément

6. On sait aujourd'hui qu'elle se trompait.

fragmentaires. Le livre de Jorge Timossi est précieux car il a procédé à une enquête complète.

Signalons, à titre symbolique, l'attitude du journaliste Augusto Olivares, fidèle ami du président, qui mourut en combattant, à ses côtés, reprenant même la lutte après une blessure grave dès qu'il eut reçu des soins sommaires. Son surnom était « el perro », le chien.

Criblé de balles, ravagé par le feu, le palais de La Moneda n'est plus qu'une carcasse éventrée et calcinée. Il représentait la Constitution, la tradition démocratique d'un grand pays.

« Ainsi s'écrit la première page de cette histoire. Mon peuple et l'Amérique en écriront la suite ».

Le rideau de sang s'est abattu sur le Chili. La lutte intense mais brève des *cordones industriales*, de l'université technique, des *intendentes* (préfets) et des militants qui, un peu partout organisent la résistance, est réprimée avec une violence sans précédent. Une longue nuit tombe sur ce peuple. Le cauchemar. L'occupation militaire par sa propre armée. L'exil. La clandestinité. La solidarité.

Augusto Pinochet affirme : « Il faut extirper du corps du Chili le cancer marxiste ».

Salvador Allende était convaincu que l'on pouvait parvenir au socialisme par la voie démocratique parce que le Chili avait une grande tradition de luttes ouvrières, du syndicalisme et des partis organisés. Une Constitution respectée par tous, un niveau culturel privilégié pour un pays en voie de développement. Les élections n'étaient pas manipulées grossièrement comme dans des nations voisines. L'armée n'interférait pas, depuis 40 ans, dans la vie publique et obéissait au pouvoir civil.

Il suffit cependant de relire ses discours pour s'en convaincre. Allende n'a jamais minimisé les difficultés, sachant qu'en s'attaquant aux intérêts de ces colosses que sont les multinationales, aux latifundistes, aux oligarchies, il se créait de puis-

sants ennemis qui feraient tout pour abattre le projet de l'Unité populaire. Il n'en fallait pas moins courir le risque. Tout était possible si l'armée respectait son serment de fidélité à la Constitution et par conséquent au président. Mais l'armée allait être l'objet de pressions autrement puissantes.

Quand l'armée brésilienne céda en 1964 à la tentation de la politique, entrant dans le jeu du Pentagone qui prêchait la priorité absolue à la défense continentale contre le communisme et le marxisme, le danger devint plus grand pour tous les pays de la région. Sans doute pouvait-on espérer que la contagion épargnerait une fois de plus le Chili : n'avait-il pas résisté pendant 40 ans à la politisation de règle dans l'armée de la voisine argentine ? Tout allait pourtant basculer à l'image de l'Uruguay, havre par excellence de la démocratie en Amérique latine et qui ne précéda pas moins le Chili dans la fascisation.

Les analyses ne manquent pas pour expliquer l'événement. On pourra toujours dire que prétendre promouvoir des transformations révolutionnaires par le moyen des urnes était illusoire. « A Salvador Allende qui recherche les mêmes, objectifs avec d'autres moyens », disait la dédicace du « Che » de son livre *La guerre de guérilla*. Mais les moyens utilisés par le Che, ses compagnons, ses disciples, ont-ils mieux réussi ? Ce qui est certain c'est qu'aucun pays latino-américain autre que le Chili n'offrait les mêmes conditions pour la constitution légale d'un gouvernement de gauche.

D'autres diront que des erreurs tactiques et stratégiques ont été commises. Peut-être aurait-il fallu, dès les premiers mois, provoquer un plébiscite constitutionnel – en vue de la création d'une chambre unique. Profiter du raz-de-marée des élections

municipales d'avril 1971 pour imposer un parlement à majorité absolue « Unité populaire » ? Ou rechercher à ce moment précis un compromis avec la Démocratie chrétienne qui aurait peut-être cassé ce parti. Le putsch manqué du 29 juin 1973 n'aurait-il pas dû amener le gouvernement à des mesures plus radicales, procéder à des changements de fond dans la hiérarchie militaire ? En un mot diviser l'armée ?

En réalité, le gouvernement est allé très loin dans les réformes révolutionnaires sans jamais disposer totalement du pouvoir. Élu à la majorité relative, Salvador Allende est demeuré pendant les 1 000 jours de sa présidence minoritaire au Congrès. Les grands corps de l'État lui échappaient partiellement ou totalement. En outre, dans les moments les plus difficiles les divisions au sein des partis de l'Unité populaire contribuèrent à affaiblir l'exécutif. Entre ceux qui voulaient avancer sans cesse dans le processus révolutionnaire en allant au-delà du programme d'union et ceux qui jugeaient indispensable de marquer une pause, de consolider les acquis, de rassurer les classes moyennes et enfin de rechercher une solution politique à la crise, il y eut pratiquement rupture. Mais l'examen de tous les documents aujourd'hui connus tend à démontrer que l'ampleur du complot international était telle que l'on serait vraisemblablement arrivé au même résultat quelle qu'ait pu être la prudence du gouvernement d'Unité populaire. Il ne fallait à aucun prix qu'une telle expérience réussisse. Qu'un tel président aille au terme de son mandat. Tout était organisé pour que, après le Brésil et l'Uruguay, le Chili et l'Argentine fassent partie d'un même système de dictatures de tendance fasciste.

C'est ce qui effraie. Au nom de l'argent-roi, sous le masque de l'anticommunisme, on veut maintenir de grands peuples sous la domination des grands empires du trafic et de la finance. Et ce sont les armées de ces pays, dont la mission est de les défendre, qui constituent le bras armé d'une telle politique.

Dans le cas du Chili, la direction du parti démocrate-chrétien, ce parti qui se voulait humaniste et réformiste, a servi de détonateur aux putschistes. La Démocratie chrétienne a été suspendue, puis interdite. La plupart de ses chefs connaissent la dure vie de l'exil. Ils sont bien mal récompensés.

Nous pensons quant à nous que Salvador Allende a emprunté le seul chemin qui s'offrait à son pays pour parvenir au socialisme. Finalement, il n'a pas été le bon. Mais il n'y en avait pas d'autre. Le drame est là.

L'histoire dira que ce qui a été fait ne l'a pas été en vain. Tôt ou tard aussi s'imposera la grandeur du sacrifice de Salvador Allende. Un socialiste qui savait que le principal ennemi était l'impérialisme. Un patriote engagé dans la lutte de la véritable libération de son pays. Un homme de l'Amérique latine asservie, humiliée et qui ne cédera jamais.

« D'autres hommes surmonteront ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. Soyez certains que, bien plus tôt qu'on ne le pense, s'ouvriront les grandes avenues où passera l'homme libre, pour construire une société meilleure.

Vive le Chili, vive le peuple, vive les travailleurs!

Ce sont mes dernières paroles et j'ai la certitude que le sacrifice ne sera pas vain ».

(Salvador Allende à Radio Magallanes le 11 Septembre 1973).

Épilogue

Nous sommes arrivés à Santiago dans la dernière semaine de septembre 1973. Des amis de l'Unité populaire venus d'Europe pour témoigner, pour manifester le plus concrètement possible notre solidarité. Non sans peine, comme on le pense, et grâce à nos ambassades respectives, nous avons pu entrer dans le pays.

On enterrait Pablo Neruda, foudroyé par la maladie au moment même où le fascisme piétinait son pays. Le prix Nobel avait été ambassadeur du gouvernement d'Unité populaire à Paris. Tout le corps diplomatique était à ses obsèques. Cela protégea les militants, les amis, le temps d'une cérémonie. Car ce fut une manifestation, dans la douleur, du peuple chilien. Ils étaient tous là, ceux qui avaient encore échappé aux rafles, aux *allanamientos*. Au milieu de la petite foule encadrée de militaires, un cri fusait, une incantation : « Camarada Pablo Neruda! » et le chœur reprenait : « Presente ». Qui peut oublier ces voix rauques, que des sanglots entrecoupaient. « Compañero Salvador Allende! » « Presente! » Le cortège avançait, visages

ravagés par les larmes. Pour les fidèles qui étaient là, ils le savaient, ce serait la dernière promenade d'hommes libres. Après viendrait la prison, la torture, la mort peut-être. Et au dernier moment, d'un seul cœur, ce fut l'*Internationale*, hommage suprême au poète rouge des luttes de l'Amérique bronzée.

Les hordes fascistes avaient saccagé sa maison de Santiago et surtout celle de Isla Negra, qui renfermait d'admirables trésors artistiques au milieu des grondements de l'Océan.

Comment avoir vu le Chili du lendemain du putsch et ne pas être obsédé sa vie durant par ce qu'il a observé, entendu, ressenti. Les récits des journalistes, des diplomates. Les regards angoissés des familles des fusillés, des disparus. La détresse des camarades qui se cachaient. Le rouleau compresseur de la répression n'avait pas encore organisé une police efficace. On put réussir quelques jolis coups à la barbe des factieux, abriter à l'ambassade de Suède quelques amis.

Santiago n'est plus la même ville. Une armée d'occupation s'en était emparée. Dans les quartiers ouvriers, dans les *poblaciones* soigneusement quadrillées, les regards fuient, les têtes se baissent, hommes, femmes et enfants descendant hâtivement des trottoirs au passage des patrouilles. C'est la répression brutale. Le couvre-feu est à vingt heures. C'est pendant le couvre-feu que l'on vient chercher les militants, les amis des militants, ceux que l'on a vus à une manifestation de l'Unité populaire. On bouscule, on brise des objets, rien n'est respecté au cours des fouilles. Quand vient la nuit, c'est le début de la longue peur dans la maison ouvrière. De temps en temps, on entend des rafales de mitraillette.

Dans la journée, il arrive que s'organise une chasse à l'homme dans le centre de la ville. Courses précipitées. Bouclage. Arrivée de jeeps, sirènes hurlantes.

La presse, la radio, la télévision déversent un flot d'insultes contre Allende, les dirigeants de l'Unité populaire. C'est le ton des journalistes fascistes de Mussolini à Hitler en passant par Franco.

Autour du stade national, une foule angoissée attend des nouvelles des parents qui, dans ce qui fut le temple du football, est devenu un monument à la torture.

On entend cependant un ambassadeur nous compter ses malheurs sous le régime d'Allende : « Songez ! Il nous est arrivé de ne pas avoir de beurre pour le petit déjeuner ! » ; et un monsieur d'un certain âge, décoration, costume strict et cravate dire à sa femme en montrant La Moneda éventrée : « Quel jour ce 11 septembre ! Le plus beau jour de ma vie ! » Des jeunes de Patrie et Liberté se sont constitués en commandos pour effacer des murs de Santiago les fresques de l'Unité populaire.

Nous décidâmes d'aller sur la tombe de Salvador Allende. Il était enterré au cimetière Santa Inés, à Viña del Mar, à quelques kilomètres de Valparaiso. Dans le carré de la famille Grove, auprès de l'une de ses sœurs Inés. On arriva par surprise avec nos voitures de location et, guidés par un enfant de dix ans, nous nous précipitâmes vers la tombe du président. Nous ne la vîmes que de loin : un rectangle de terre fraîchement remuée, sans aucun signe distinctif. Nous avions des bouquets de fleurs rouges, achetés à la hâte au marché de Santiago. Sur la route de Valparaiso nous avons été arrêtés quatre fois par des barrages,

mais les passeports diplomatiques de certains de nos amis avaient fait leur effet.

C'était un cimetière presque champêtre, boisé, à proximité de l'Océan. Nous approchions de la tombe quand surgirent de leurs caches des carabiniers qui nous encerclèrent, nous menaçant de leurs PM : « Un pas de plus et nous tirons ».

Nous fûmes retenus pendant trois heures. Un détachement conduit par un commandant d'aviation décida, après mille consultations téléphoniques, de nous libérer non sans nous avoir fait remarquer que nous avions commis une grave infraction à la nouvelle légalité.

Je ne pus m'empêcher de lui répondre : « Comment un mort peut-il faire si peur ? »

Le dernier message de Salvador Allende

Palais de La Moneda, 11 Septembre 1973.

« Compatriotes, il est possible que les radios se taisent et je vous dis au revoir. Des avions passent en ce moment et nous tirent dessus. Que l'on sache au moins que nous sommes ici pour l'exemple, pour témoigner que dans ce pays il y a des hommes qui savent remplir les charges qu'ils ont reçues. Je le ferai avec le mandat du peuple et la volonté d'un président qui a conscience de la dignité de sa fonction.

C'est sans doute la dernière fois que j'ai l'occasion de m'adresser à vous. Les forces aériennes ont bombardé les tours de Radio Portales et de Radio Corporacion. Mes paroles sont sans amertume, mais non sans déception ; elles seront le châtiement moral de ceux qui ont trahi leur serment de soldats du Chili, de commandants en chef titulaires... L'amiral Merino, qui s'est lui-même désigné commandant de la marine... Le sieur Mendoza ce général rampant qui, hier encore, manifestait sa fidélité et sa loyauté au gouvernement et qui s'est également proclamé directeur général des carabiniers.

Devant ces faits, il ne me reste plus qu'à dire aux travailleurs : je ne renoncerai pas. À ce tournant historique, je paierai de ma vie la loyauté du peuple. Et je vous dis ma certitude que la semence que nous avons déposée en la conscience digne de milliers de Chiliens ne pourra être définitivement détruite. Ils ont la force, ils pourront nous asservir, mais on ne retient les mouvements sociaux ni par le crime, ni par la force. L'histoire nous appartient et ce sont les peuples qui la font.

Travailleurs de ma patrie : je tiens à vous remercier de la loyauté que vous m'avez toujours manifestée, de la confiance que vous avez accordée à un homme qui n'a été que l'interprète d'une grande soif de justice, qui avait donné sa parole de respecter la Constitution et la Loi, et qui l'a fait.

En cet ultime moment, le dernier où je peux m'adresser à vous, je voudrais que vous en tiriez la leçon : le capital étranger, l'impérialisme lié à la réaction ont créé le climat pour que les forces armées rompent leur tradition – celle du général Schneider et qu'avait réaffirmée le commandant Araya victime lui aussi de la même classe sociale qui, aujourd'hui dans ses foyers espère reconquérir le pouvoir par l'intermédiaire de mercenaires, pour continuer de défendre ses prérogatives et ses privilèges.

Je m'adresse surtout à la modeste femme de mon pays, à la paysanne qui a cru en nous, à l'ouvrière qui a travaillé plus, à la mère qui a compris notre préoccupation pour les enfants. Je m'adresse à tous les professionnels, aux patriotes qui ont œuvré contre la sédition fomentée par les associations professionnelles, associations de classe qui défendent elles aussi les avantages que leur accorde la société capitaliste.

Je m'adresse à la jeunesse, à ceux qui ont chanté, qui ont offert leur joie et leur esprit de lutte. Je m'adresse au Chilien : à l'ouvrier, au paysan, à l'intellectuel, à ceux qui seront persécutés, car dans notre pays le fascisme était déjà présent – dans les attentats qui faisaient sauter les ponts, qui coupaient les voies ferrées. L'histoire les jugera.

Radio Magallanes sera sans doute réduite au silence et ma voix tranquille n'arrivera pas jusqu'à vous : peu importe. Vous continuerez à m'entendre, je serai toujours à vos côtés, ou du moins, mon souvenir sera celui d'un homme digne, d'un homme qui fut loyal.

Le peuple doit se défendre, mais non se sacrifier, le peuple ne doit pas se laisser faire ni se laisser piétiner, pas plus qu'il ne doit se laisser humilier.

Travailleurs de mon pays : j'ai foi dans le Chili et en son destin. D'autres hommes viendront, qui surmonteront ces instants sombres et amers où la trahison prétend s'imposer. Sachez que bien plus tôt que prévu s'ouvriront de nouveau les larges avenues où passera l'homme libre pour bâtir une société meilleure.

Vive le Chili! Vive le peuple! Vive les travailleurs!

Ce sont mes dernières paroles. J'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas vain ; j'ai la certitude qu'il sera au moins une leçon morale qui châtiara la félonie, la couardise et la trahison ».

**Mission extraordinaire au Chili,
décidée par le Bureau de l'Internationale socialiste
Septembre 1973**

Il s'agissait d'une mission décidée dans l'urgence par le président de l'Internationale socialiste, Bruno Pittermann, qui était aussi alors maire de la capitale autrichienne, et par le secrétaire général de l'I S, un autre autrichien, Hans Janischek. Les partis membres devaient, s'ils le souhaitaient, désigner un participant, s'engager à rembourser ses frais de voyage et de séjour et lui demander de venir assister à la réunion extraordinaire du bureau de l'organisation qui avait été fixée pour le dimanche 23 septembre à Londres. Le départ pour Santiago du Chili devait avoir lieu le soir même. Le futur missionnaire devait donc arriver avec ses bagages pour un voyage d'une durée de huit à dix jours.

François Mitterrand avait aussitôt accepté pour le PS et m'avait proposé pour faire partie de cette délégation quelque peu inhabituelle. J'étais enthousiasmé et ému tout à la fois. Florelle, ma femme, qui attendait un heureux événement pour

les tout prochains jours, partageait mes sentiments et me libéra de mes derniers scrupules de l'abandonner en de telles circonstances.

Me voilà donc à Londres avec mes valises, débarquant au beau milieu de la réunion du bureau, engoncé dans un lourd manteau, les bras encombrés de bagages divers, sous les regards médusés de l'assistance. « Je viens pour la délégation qui part aujourd'hui pour Santiago », crus-je devoir préciser.

Il faut dire que mon avion avait pris du retard au départ de Paris, du fait d'un premier brouillard d'automne, que la réunion était assez avancée et que, devant l'absence de réponses fermes des partis « frères », on était entrain d'envisager le report, voir l'annulation de la mission. Je ne pouvais imaginer que le caractère involontairement théâtral de mon entrée et la détermination française qu'elle paraissait signifier, allaient changer le cours du débat. J'en fus quitte pour un aller-retour Londres-Paris-Londres avec mon excédent de voyage.

Nous partîmes le dimanche suivant. Pour des raisons d'économie la compagnie choisie, Caledonian, partait du lointain aéroport londonien de Gatwick et faisait escale à Lisbonne, Casablanca, Freetown, Rio, São Paulo, Buenos-Aires avant d'arriver à destination. Pour la dernière étape nous étions les seuls passagers et fraternisions avec l'équipage.

Les missionnaires étaient : André Van der Loew, président du Parti du Travail néerlandais, chef de délégation, Bettino Craxi, alors secrétaire général adjoint du PS italien et député, Anne-Marie Sundbaum, de l'Union des femmes social-démocrates suédoises, Hans Janischek, secrétaire général de l'IS et moi-même. Il y avait en outre un excellent interprète, David

Stephen, du Labour Party, qui dominait admirablement aussi bien le français que l'espagnol, étant en outre bon connaisseur de l'Amérique Latine. Un jeune avocat, radical chilien, diplomate à son ambassade à Londres jusqu'au coup d'État, s'était chargé de préparer les contacts politiques sur place. Il se révélera très efficace même si, pour des raisons faciles à comprendre, il ne put nous accompagner. Il convient de rappeler que le vieux Parti radical était le seul membre chilien de l'IS (il a été aujourd'hui rejoint par le PS et le PPD).

Grâce à cette bonne préparation nous pûmes compter, outre sur la compétence politique et le courage à toute épreuve des chauffeurs des Olds Mobil que nous avions loués (leur coffre était suffisamment vaste pour dissimuler une personne), sur des complicités dans l'hôtel Tupahue où nous séjournâmes.

Parmi les personnalités que nous mîmes en lieu sûr à l'ambassade de Suède, citons les frères Hurtado, Orlando Cantuarias ancien ministre de l'Éducation et secrétaire général de la présidence, Alejandro Montesinos, président des jeunesses radicales. Nous arrivâmes à temps également pour aider Luis Figueroa, président de la Centrale unique des travailleurs à y prendre refuge avec sa compagne.

L'ambassadeur de France eut une attitude admirable. Tant la chancellerie diplomatique que la résidence accueillirent autant de militants, parfois des familles entières, qu'elles pouvaient contenir... et un peu au-delà. La conduite de M. de Menthon et celle de son collègue suédois furent tout aussi remarquables par la suite, quand il s'agit d'aller arracher à la police fasciste des blessés dans les hôpitaux et d'organiser le départ en bon ordre des réfugiés.

D'autres ambassadeurs eurent une conduite beaucoup moins digne : Bettino Craxi parvint, à son retour, à faire rappeler, après une intense campagne de presse, le représentant de l'Italie. André Van der Loew ne parvint pas au même résultat immédiat avec le « sien ».

L'épisode de l'arrestation de la délégation par des carabinieri, sur la tombe sans nom d'Allende, mérite quelques précisions. D'abord, la scène fut filmée par la petite équipe télé de la RAI qui suivait Craxi. Quand les policiers confisquèrent la bobine, ce fut une bobine neuve qui leur fut remise, l'astucieux cameraman étant parvenu à cacher la « bonne » sous ses vêtements. La télévision française ne se montra pas intéressée par ces images.

Ensuite, le cardinal-archevêque de Santiago, Silva Henríquez, que nous devons rencontrer ce jour-là à notre retour de Viña del Mar, contribua à nous sortir de la situation sérieuse dans laquelle nous nous étions mis dans le cimetière Santa-Inés ; inquiet, il appela les autorités militaires de Valparaiso pour les mettre en garde contre les dangers d'une agression extrême contre des personnalités européennes. Un commandant d'artillerie fut dépêché qui limita les dégâts à quelques heures de garde à vue avec sérieuse mise en demeure de partir par le premier avion de retour.

Nous ne pûmes jamais chanter, comme nous l'avions décidé, *l'Internationale*, sur la tombe du président héroïque.

Bibliographie

- BUHRER-SOLAL Jean-Claude, *Allende, un itinéraire sans détour*, L'Âge d'homme, 1974.
- CHONCHOL Jacques, *Chili : de l'échec à l'espoir*, Le Cerf, Paris, 1977.
- COLLECTIF, *Chili : le dossier noir*, Gallimard, 1974.
- DEBRAY Régis, *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili*, Maspéro, 1971.
- DEBRAY Régis, *La critique des armes*, Le Seuil, 1974.
- GARCÉS Joan, *L'État et les problèmes tactiques dans le gouvernement Allende*, Siglo XXI de España, 1974.
- KALFON Pierre, *Allende, Chili 1970-1973 : chronique de l'Unité populaire*, Atlantica, 1998.
- LAMOUR Catherine, *Le Pari chilien*, Stock, 1972.
- PRATS Carlos (Général), *Una vida por la legalidad*, FCE, Mexico, 1977.
- PULTZER Patricia, *Altamirano, conversaciones con el secretario general del Partido socialista en tiempos de la Unidad popular*, Ediciones B, 1979.

SALVADOR ALLENDE

TIMOSSI Juan, *Grandes Alamedas. El Combate del Presidente Allende*, La Havane, 1974.

TOURAINÉ Alain, *Vie et mort du Chili populaire*, Le Seuil, 1973.

URIBE Armando, *Le livre noir de l'intervention américaine au Chili*, Le Seuil, 1974.

...SAGIM•CANALE...

Achévé d'imprimer en août 2003
sur rotative Variquik
à Courtry (77181)

Imprimé en France

Dépôt légal : août 2003
N° d'impression : 6788